



AGFPN – RAPPORT D'ACTIVITE 2022 DU MEDEF

POLE SOCIAL

PRINCIPES

La [loi n° 2014-288 du 5 mars 2014](#) relative à la formation professionnelle, à l'emploi et à la démocratie sociale a prévu la constitution d'un fonds paritaire contribuant au financement des organisations syndicales de salariés et des organisations professionnelles d'employeurs. Ce fonds est géré par l'Association de gestion du fonds paritaire national (AGFPN).

Le MEDEF a signé le 29 mai 2015 une convention avec l'AGFPN définissant les conditions et les modalités de répartition et de versement des crédits par l'AGFPN au MEDEF, conformément aux articles [L. 2135-13](#) et [R. 2135-14](#) du code du travail, dans les conditions prévues aux articles [R. 2135-27](#) et suivants du même code.

Le MEDEF assure au titre de cette convention les négociations, le suivi et la mise en œuvre des accords, la coordination des études et évaluation sur le champ de l'emploi et de la formation et des actions de communication d'intérêt général.

Le MEDEF a décidé de décliner sa mission au niveau régional avec une politique en matière d'emploi et de formation conforme aux orientations nationales professionnelles et interprofessionnelles ainsi qu'aux besoins concrets des entreprises de chaque région.

Ainsi, le MEDEF a mandaté les MEDEF Régionaux aux fins de mettre en œuvre la conception, la gestion, l'animation et l'évaluation des politiques menées paritairemment en région, en cohérence avec les priorités retenues par le MEDEF sur le plan national. A cet effet, le MEDEF a signé en 2022, avec les MEDEF Régionaux un mandat de gestion Emploi-Formation, prévoyant l'affectation de moyens pour la réalisation de ces missions.

1. ACTIONS D'AMPLEUR NATIONALE

Pour mener ces actions, le MEDEF s'appuie principalement sur les différents services de son Pôle Social, et notamment :

- La Direction Education—Formation (DEF) ;
- La Direction de la Protection Sociale (DPS) ;
- La Direction Relations Sociales et Politiques de l'Emploi (DRSPE) ;
- La Cellule Veille Stratégique et Nouveaux Enjeux Sociaux (VSNES) ;
- L'Académie MEDEF.

Ces services sont placés sous la responsabilité hiérarchique et opérationnelle de la directrice du Pôle Social du MEDEF, qui est également la directrice générale adjointe du MEDEF.

A. DIRECTION EDUCATION-FORMATION

La DEF a pour mission principale de promouvoir le dialogue social et le développement des compétences dans les branches professionnelles et les entreprises, pour défendre la compétitivité économique de ces dernières dans le cadre des politiques publiques et des priorités paritaires.

La DEF agit à cet effet sur l'orientation professionnelle et la formation professionnelle initiale comme continue, au niveau national mais aussi régional. La Commission Education-Formation-Compétences, composée de représentants des fédérations professionnelles et des MEDEF régionaux et territoriaux adhérents, décline les positions du MEDEF définies au sein de son Conseil Exécutif.

Cette Commission s'est fixée comme objectif principal, dans le cadre de ses travaux, de faire de la formation professionnelle et du développement des compétences une véritable responsabilité collective, impliquant l'ensemble des acteurs de cet écosystème et non pas seulement les entreprises.

Les missions de la DEF concernent :

- La préparation, le déroulement et le suivi des séances de négociations sur la formation professionnelle et l'apprentissage entre les partenaires sociaux ;
- La mise en œuvre des accords nationaux interprofessionnels (ANI) et de leurs déclinaisons, relatifs à la formation professionnelle et à l'apprentissage ;
- Le renforcement et la structuration de la gouvernance de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- La participation aux arbitrages budgétaires opérés dans le cadre de France compétences et des autres organismes et instances de la formation professionnelle et de l'apprentissage ;
- L'élaboration de propositions pour une politique nationale de l'orientation professionnelle, renforçant les liens entre l'école et l'entreprise ;
- L'élaboration de propositions sur l'éducation, l'enseignement supérieur et l'apprentissage ;
- La représentation des intérêts des entreprises auprès de différentes instances traitant des sujets éducation-formation-orientation ;
- La réalisation d'études et l'élaboration de projets nationaux et territoriaux pour mieux cerner les besoins en compétences des entreprises, faire connaître les métiers et leurs évolutions, et favoriser l'insertion et la qualification des jeunes ;
- L'élaboration et la mise en œuvre de programmes d'actions sur l'orientation et la formation professionnelle concernant les entreprises, les jeunes, les salariés et les organismes de formation et CFA ;
- La prise en compte des dimensions européenne et internationale de la formation.

Pour exercer ces missions, le MEDEF détient des mandats ou est représenté dans la gouvernance de nombreuses structures et instances, les principales étant (liste non exhaustive) :

- L'Agence nationale pour la formation des adultes (AFPA) ;
- AKTO (Opco des secteurs et des entreprises à forte intensité de main-d'œuvre) ;
- L'Association nationale pour la certification paritaire interprofessionnelle (Certif Pro) ;
- La Commission consultative nationale des IUT (CCN-IUT) ;
- La Commission des titres d'ingénieurs (CTI) ;
- La Commission d'évaluation des formations et diplômes de gestion (CEFDG) ;
- Les Commissions paritaires interprofessionnelles régionales (Transitions Pro) ;
- Les Commissions professionnelles consultatives (CPC) interministérielles ;
- Le Comité français des olympiades des métiers (Worldskills France) ;
- Le Conseil national de l'enseignement supérieur et de la recherche (CNESER) ;
- Le Conseil supérieur de l'éducation (CSE) ;
- Le Conservatoire national des arts et métiers (CNAM) ;
- Le Fonds d'assurance formation du commerce, de l'industrie et des services (AGEFICE) ;
- France compétences.

a) L'évaluation de la loi « Avenir professionnel »

Dans la continuité de l'accord cadre national interprofessionnel du 14 octobre 2021, signé par 6 organisations (MEDEF, CPME, U2P, CFDT, CFTC, CFE-CGC), les partenaires sociaux ont approfondi en 2022 plusieurs chantiers dans le cadre de groupes de travail ouverts à toutes les organisations (y compris FO et la CGT donc).

Au cours du premier semestre, ils se sont réunis plus d'une vingtaine de fois au cours de séances constructives lors desquelles ils ont échangé mais aussi écouté certains intervenants extérieurs (DGEFP, Caisse des dépôts...) et fait appel à certains prestataires pour le volet technique de certains sujets (la certification et le vademecum paritaire notamment).

Ces travaux, dont la finalisation conditionnait la validité de l'ACNI du 14 octobre 2021, ont abouti à la remise début décembre 2022 d'une contribution paritaire, courte mais très concrète, aux ministres Olivier Dussopt et Carole Grandjean. Dans cette contribution, signée par 5 organisations (seules FO, la CGT et la CFE-CGC n'ont pas signé), les partenaires sociaux font part de leurs principaux constats et listent 17 propositions réparties en 4 thématiques :

- Inciter au dialogue social pour développer l'investissement dans les compétences ;
- Accompagner les entreprises et les salariés au plus près de leurs besoins ;
- Réguler au service de la qualité et du financement du système ;
- Installer une gouvernance stratégique plus partagée.

Très tôt au cours des discussions, les partenaires sociaux ont fait le choix de se concentrer sur les points de consensus dans l'objectif affiché que leurs propositions soient traduites le plus rapidement possible en mesures législatives et réglementaires.

Certaines d'entre elles ont retenu l'attention des pouvoirs publics, qui ont réuni les partenaires sociaux ces derniers mois pour des séances de travail consacrées à la gouvernance (installation d'un nouvel espace stratégique) ou au CPF (voies et moyens de régulation).

Les propositions en matière de certification ont, quant à elles, donné lieu ces dernières semaines au lancement de missions gouvernementales : l'une sur la révision des diplômes et titres, l'autre sur l'harmonisation du fonctionnement des commissions professionnelles consultatives (CPC).

L'enjeu désormais est que ces propositions fassent l'objet de dispositions à part entière dans le projet de loi sur le plein emploi, dont le premier volet sera consacré aux mesures d'ajustement du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage. L'ambition des partenaires sociaux n'est pas de revenir sur les fondamentaux de la réforme de 2018 mais de replacer les entreprises, les salariés et leurs besoins au cœur des préoccupations, et de pouvoir surtout en discuter avec les autres parties prenantes à la gouvernance du système.

b) La participation aux instances de France compétences

Etablissement public à caractère administratif, doté d'une gouvernance quadripartite (représentants de l'Etat, des Régions, des salariés et des employeurs) et placée sous la tutelle du ministre chargé de la Formation professionnelle, France compétences exerce des missions de financement, de régulation, de contrôle et d'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Le CA de France compétences compte 15 membres répartis en collèges : 3 représentants de l'État ; 5 représentants des organisations syndicales de salariés représentatives au niveau national et interprofessionnel et 3 représentants des organisations d'employeurs représentatives au niveau national et interprofessionnel (dont un siège pour le MEDEF) ; 2 représentants des Conseils régionaux ; 2 personnalités qualifiées< ;

Au sein du collège des partenaires sociaux, chaque organisation professionnelle d'employeurs dispose d'un nombre de voix fixé, en proportion de son audience au niveau national et interprofessionnel. Des suppléants siègent en cas d'empêchement des titulaires. La durée du mandat est de 3 ans.

France compétences comprend également 4 commissions statutaires :

- Commission Audit et Finances
- Commission Certification
- Commission Evaluation
- Commission Recommandations (présidée par le MEDEF)

La Commission Recommandations est présidée par le MEDEF depuis 2020.

En 2022, durant sa quatrième année d'activité, France compétences a notamment :

- Assuré la répartition des fonds de la formation professionnelle et de l'apprentissage issus des contributions légales collectées auprès des employeurs par les OPCO ;
- Émis des recommandations relatives aux niveaux de prise en charge des contrats d'apprentissage déterminés par les branches professionnelles ainsi que sur les critères du projet de transition professionnelle (PTP) ;
- Supervisé les opérateurs régionaux chargés du conseil en évolution professionnelle (CEP) des actifs occupés hors agents publics ;
- Animé la Commission Certification, ainsi que son comité scientifique et posé les fondements de la refonte et de la modernisation du système de certification professionnelle ;
- Mené la procédure de reconnaissance des instances de labellisation de la qualité des formations ;
- Poursuivi et mis en œuvre l'animation des travaux des Observatoires prospectifs des métiers et des qualifications (OPMQ) dans le cadre du projet de « Grande Bibliothèque ».

En 2022 néanmoins, France compétences a été confrontée une nouvelle fois à des difficultés de trésorerie conséquentes et a enregistré un déficit budgétaire se chiffrant déjà à plusieurs milliards d'euros. La réforme de 2018 a en effet levé de nombreux verrous et le nombre de nouveaux contrats d'apprentissage enregistrés en 2022 a atteint un nouveau record historique, qui n'avait pas forcément été anticipé. Également, le deuxième dispositif le plus « consommateur » de fonds, à savoir le Compte personnel de formation, est lui aussi considérablement monté en charge en 2021 et en 2022, ce qui a d'ailleurs conduit France compétences à se montrer plus ferme à l'égard de certains certificateurs qui ne respectaient pas forcément les critères pour figurer au RNCP ou au Répertoire spécifique.

En tant qu'administrateur de France compétences, le MEDEF a alerté tout au long de l'année 2022 sur les conséquences financières de certaines décisions, notamment la sanctuarisation de la dotation au fonds de concours du plan d'investissement dans les compétences (PIC). Le MEDEF a ainsi obtenu que cette dotation soit revue à la baisse dans le cadre de la loi de finances initiale pour 2023 (800 millions d'euros contre 1,5 milliards d'euros chaque année depuis 2018 auparavant).

Surtout, en 2022, le MEDEF a assumé une attitude responsable à l'égard tant de France compétences que des branches professionnelles en se positionnant comme un intermédiaire-clé dans le processus de révision des niveaux de prise en charge (NPEC) des contrats d'apprentissage. Sous l'impulsion du MEDEF, la Commission Recommandations puis le CA de France compétences ont fixé un objectif de 10 % d'économies sur le coût global de l'apprentissage pour le système, une cible à atteindre en deux étapes et via la révision progressive et concertée des NPEC des contrats d'apprentissage.

c) Le déploiement de l'offre de services d'AKTO

En 2022, l'opérateur de compétences (OPCO) AKTO a accéléré le déploiement de son offre de services baptisée « 4A » : attirer, anticiper, accompagner et activer. Le MEDEF a pris une partie active à l'élaboration de cette offre de services, à l'occasion de différents séminaires de travail entre administrateurs organisés courant 2022. Le MEDEF a notamment challengé la vision stratégique

d'AKTO sur certains sujets en faisant part de la relative insatisfaction de certaines branches et entreprises dans les territoires.

Par ailleurs, le MEDEF a animé en 2022 un groupe de travail régulier avec les fédérations professionnelles ne siégeant pas directement au CA, afin de recueillir leurs besoins et de les relayer auprès des instances paritaires d'AKTO.

d) La consolidation des Transitions Pro et de Certif Pro

Le décret n° 2018-1339 du 28 décembre 2018 a imposé un ANI pour définir les règles d'organisation et de fonctionnement des commissions paritaires interprofessionnelles régionales (CPIR). Les partenaires sociaux ont conclu un ANI le 19 mars 2019. Selon cet ANI, les CPIR sont dénommés « Transitions Pro » suivies du nom de la région concernée.

La coordination des associations « Transitions Pro » est assurée par l'Association nationale pour la certification paritaire interprofessionnelle et l'évolution professionnelle, dénommée « Certif Pro ».

Certif Pro conduit les chantiers nationaux nécessaires en ce sens à travers une conférence des présidences, trésoriers et directions générales des « Transitions Pro ». Certif Pro est l'interlocuteur unique de l'Etat et de France compétences sur toutes questions nationales concernant les « Transitions Pro ».

En 2022, le MEDEF a assuré la présidence de Certif Pro au niveau national, ainsi que la Présidence ou la Vice-présidence de chacune des associations Transitions Pro en région.

Dans le cadre de la gestion paritaire, les moyens financiers de l'association nationale ont été consolidés et ont permis de structurer une équipe pour répondre aux besoins du réseau des « Transitions Pro » et des attentes des financeurs à la fois en matière de déploiement du CPF de transition professionnelle, de certification sur les socles de compétences et de TransCo.

C'est dans ce cadre que le MEDEF a porté en 2022, en lien avec les partenaires sociaux, le suivi de l'évolution du dispositif « Transitions collectives » (TransCo). Le MEDEF a ainsi contribué en 2022 à la réflexion sur l'évolution des modalités de déploiement du dispositif, en prônant les enjeux de recrutement et de l'emploi comme prépondérant dans la dynamique des transitions professionnelles.

Le réseau régional du MEDEF est mobilisé depuis sur le terrain pour convaincre les entreprises de s'engager dans la démarche TransCo et de prendre en compte les enjeux de stratégies RH dans leurs démarches de gestion des emplois et des parcours professionnels. Le MEDEF anime à la fois au niveau national et régional les coopérations visant in fine à permettre aux entreprises de s'impliquer dans les transitions professionnelles pour faire face aux mutations du marché du travail.

e) Le soutien au développement de l'apprentissage

Le MEDEF a continué en 2022 à soutenir et encourager le développement de l'apprentissage. Après une forte mobilisation en 2020 et 2021 pour introduire des aides exceptionnelles en faveur de l'alternance, le MEDEF a défendu leur prolongation à plusieurs reprises au cours de l'année 2022, d'abord une première fois au printemps, puis lors de l'adoption de la loi de finances initiale pour 2023. Le MEDEF a défendu l'harmonisation des modalités et du montant de ces aides, tout comme leur pérennisation jusqu'à la fin du quinquennat.

L'enjeu : éviter un effet « stop and go » préjudiciable aux jeunes, aux CFA et aux entreprises pour faire en sorte de ne laisser aucun jeune sur le carreau d'une part et répondre aux tensions de recrutement rencontrées par les entreprises d'autre part. Avec des résultats indéniables : en 2022, le nombre de contrats d'apprentissage signés a atteint un record historique : plus de 830 000 jeunes ont ainsi débuté leur formation en apprentissage l'an passé (quasiment x3 par rapport à 2018).

Par ailleurs, au cours de l'année 2022, le MEDEF a été sollicité par de nombreux acteurs du nouvel écosystème de l'apprentissage pour évoquer la problématique de son financement mais également la valeur ajoutée du développement de l'apprentissage pour l'ensemble de l'économie française. Le MEDEF a ainsi pu évoquer ces thématiques la Conférence des grandes écoles (CGE), la FESIC, la CDEFI ainsi que plusieurs OPCO. Ces sujets ont aussi fait l'objet d'enquêtes et d'auditions parlementaires au titre desquelles le MEDEF a été sollicité en 2022.

Concernant le financement de l'apprentissage, le MEDEF a par ailleurs poursuivi en 2022 avec les fédérations adhérentes le travail entamé en 2020 et 2021 et relatif à la révision des NPEC des contrats d'apprentissage. En effet, avant que les branches professionnelles ne soient saisies officiellement par France compétences en milieu d'année, le MEDEF a échangé avec d'une part ses interlocuteurs politiques et d'autre part ses interlocuteurs techniques au sein de France compétences. Il a ainsi relayé les demandes des partenaires sociaux concernant la procédure de révision des NPEC et la méthodologie utilisée par France compétences pour émettre ses recommandations.

Parmi ces demandes, plusieurs ont été prises en compte dont la suppression de valeur plancher (le seuil en deçà duquel une branche ne peut descendre pour une certification donnée) et surtout la responsabilisation des branches professionnelles. Pour le MEDEF et par-delà pour tous les partenaires sociaux, il eût en effet été inconcevable et contre-productif d'imposer unilatéralement aux branches une baisse des NPEC, alors même que l'apprentissage est en plein développement et qu'il est vecteur d'externalités positives pour l'ensemble de l'économie française.

f) La réponse aux besoins en compétence des entreprises

Les entreprises doivent faire face à des pénuries de compétences, entraînant d'importantes difficultés de recrutement. Certaines de ces carences sont chroniques, d'autres sont liées aux nombreuses évolutions et transformations des métiers induites par la révolution numérique ou encore la transition écologique. L'apparition de nouvelles formes de travail, la hausse des niveaux d'exigences et des attentes clients, les nouvelles contraintes réglementaires et juridiques... sont autant d'autres facteurs qui transforment aujourd'hui les emplois, les métiers et les compétences.

La définition d'une stratégie nationale d'anticipation de ces évolutions relève d'une compétence spécifique. De nombreux acteurs interviennent à l'heure actuelle sur le champ de l'observation et de la prospective emploi-formation et produisent une multitude de travaux et de ressources. Dans le cadre des chantiers paritaires lancés fin 2021 à la suite de la signature de l'ACNI du 14 octobre 2021, le MEDEF et les partenaires sociaux ont engagé un travail d'identification des données réellement utiles au pilotage et à l'évaluation du système de la formation professionnelle et de l'apprentissage.

Dans ce cadre également et dans le but d'aider les entreprises à faire face aux tensions de recrutement, le MEDEF a maintenu en 2022 le déploiement de l'outil ADECCO ANALYTICS, permettant aux MEDEF régionaux d'identifier les besoins de recrutement des entreprises et les métiers en tension à la maille des bassins d'emplois.

C'est aussi dans cette optique que le MEDEF a participé aux travaux de la Commission Evaluation de France compétences. Pour le MEDEF, ces travaux d'évaluation doivent permettre de juger de l'efficacité et de l'efficience des dispositifs à l'aune de leurs résultats en matière d'insertion professionnelle et d'orientation des actifs vers les filières et métiers qui recrutent.

g) L'accompagnement des entreprises et des fédérations

La sortie de la crise sanitaire et le durcissement de la compétition internationale nécessitent d'accompagner les nouveaux enjeux stratégiques des entreprises, dont le plus important est celui de l'évolution des compétences. Un sujet qui n'est pas encore suffisamment intégré dans la vision stratégique des entreprises. Le Compte personnel de formation (CPF) est entre les mains du salarié mais il concerne aussi l'entreprise. Cependant, c'est un outil méconnu et mal utilisé par cette dernière.

Afin de renforcer le rôle de ce dispositif dans le développement des compétences des entreprises, le MEDEF a décidé de poursuivre en 2022 la collaboration avec la Caisse des dépôts et consignations, chargée du financement du CPF et de la gestion du système d'information.

h) Le rapprochement entre l'école et l'entreprise

L'année 2022 a été marquée par une poursuite des travaux initiés avec l'Education nationale (convention de coopération renouvelée fin 2021). La voie professionnelle a été un sujet stratégique prioritairement traité. Ainsi, le MEDEF, aux côtés de plusieurs fédérations professionnelles adhérentes (Syntec, UIMM, ANFA, Mobilians, FCD, France Assureurs...) a participé à la concertation menée sur la réforme des lycées professionnels du mois d'octobre à décembre 2022. 4 groupes de travail préfigurateurs se sont tenus, à l'initiative de la ministre déléguée à la formation et à l'enseignement professionnel Carole Grandjean :

- Groupe de travail 1 sur le décrochage scolaire ;
- Groupe de travail 2 sur la poursuite d'études ;
- Groupe de travail 3 sur l'insertion professionnelle ;
- Groupe de travail 4 sur l'autonomie des établissements.

En 2022, le groupe de travail du MEDEF dédié à la relation école-entreprise a permis d'engager des échanges avec des acteurs de l'orientation tels que l'ONISEP sur le programme Avenir(S) afin de permettre aux fédérations professionnelles de participer à la construction de ces outils numériques et mettre en place un véritable accompagnement à l'orientation adapté aux entreprises. En octobre 2022 est également intervenu le Centre d'Etudes et de Formation en Partenariat avec les Entreprises (CEFPEP) rattaché à la Direction Générale de l'Enseignement Scolaire (Dgesco) sur le sujet de l'immersion professionnelle des enseignants. Enfin, au mois de décembre 2022, est intervenu la mission Education-Economie de la Dgesco afin de venir présenter la démarche des Campus des Métiers et des Qualifications.

Au niveau national, le MEDEF a en parallèle été associé à plusieurs instances sur la découverte des métiers :

- Le Comité d'Orientation Stratégique nationale de l'ONISEP (novembre 2022) ;
- Le Comité de suivi national de l'Expérimentation "Découverte des Métiers au Collège" (Novembre 2022) organisé par le Ministère de l'Education nationale et de la Jeunesse ;

B. DIRECTION DE LA PROTECTION SOCIALE

a) La santé au travail : une réforme des SST (SPSTI)

Les partenaires sociaux ont signé l'accord national interprofessionnel du 9 décembre 2020 pour une prévention renforcée et une offre renouvelée en matière de santé au travail. Il a été transposé dans la loi du 9 août 2021 entrée en vigueur le 30 avril 2022.

De nombreux décrets d'application étaient nécessaires. Les partenaires sociaux ont été associés à leur rédaction. Par ailleurs, ils ont défini dans le cadre du comité de suivi de l'accord trois dispositions qui ont été reprises par décret : la définition de l'offre socle des services de prévention et de santé au travail, la définition du cahier des charges de certification des SPSTI, le passeport prévention. C'est dans ce contexte que les équipes du MEDEF ont organisé les nombreuses réunions paritaires pour préparer les textes d'application de la loi relative à la santé au travail.

Le MEDEF a également accompagné l'ensemble des MEDEF TERRITORIAUX qui ont dû, pour la première fois, désigner des mandataires dans les 200 services de santé au travail interentreprises.

b) Ouverture de la concertation sur la branche ATMP de la CNAM

En 2022, avant d'ouvrir officiellement la négociation, le MEDEF a organisé les auditions (environ une vingtaine) en lien avec les autres partenaires sociaux pour définir le diagnostic partagé sur la branche

AT/MP sur le volet prévention, réparation et sur la gouvernance. Ce diagnostic a permis de définir le périmètre de la négociation qui s'est ouverte le 1er décembre 2022.

Par ailleurs, un revirement de la Cour de cassation a impacté le fonctionnement de la branche AT/MP. Pour pouvoir apprécier les impacts opérationnels d'une telle jurisprudence, nous avons dû faire appel à un avocat spécialisé.

C. DIRECTION DES RELATIONS SOCIALES ET POLITIQUES DE L'EMPLOI

a) Animation et information du réseau MEDEF sur les relations sociales et politiques d'emploi

La Direction des relations sociales et politiques d'emploi du MEDEF traite des sujets de relations individuelles et collectives du travail, ainsi que des politiques de l'emploi (lutte contre le chômage, accompagnement, politique handicap, etc.).

Elle pilote au niveau technique la commission Dynamiques du marché du travail et de l'emploi, qui réunit une vingtaine de membres (fédérations professionnelles et territoires) dans sa formation restreinte et plus de cent membres dans sa formation élargie. Cette commission a notamment pour missions :

- d'anticiper les évolutions du marché du travail en développant des réflexions opérationnelles et prospectives sur les thèmes suivants :
 - les politiques d'emploi en lien avec les mutations économiques et les besoins des entreprises,
 - le marché du travail (amélioration de l'accès à l'emploi de tous les actifs),
 - les évolutions de la relation de travail,
 - les relations collectives du travail : dialogue social et négociation ;
- de se positionner sur les sujets d'actualité sociale, nationale, européenne et internationale, et notamment les différents chantiers ouverts dans le cadre du programme de travail de la Commission européenne et de l'agenda social du gouvernement ;
- d'accompagner les adhérents du MEDEF sur toutes les questions que soulève le nouveau cadre des relations individuelles et collectives du travail.

En 2022, c'est dans le cadre de cette commission qu'ont notamment été mis en place les groupes de travail suivants :

- réforme du service public de l'emploi (France Travail),
- partage de la valeur,
- transition écologique et dialogue social.

Cette commission a pour but d'élaborer la doctrine du MEDEF sur les sujets entrant dans son champ.

b) Participation aux instances paritaires, tripartites ou indépendantes instituées dans le champ social

Les instances de concertation avec les pouvoirs publics, ou les instances indépendantes sur des sujets thématiques :

- Conseil supérieur de la prud'homies (CSP) consulté sur l'organisation et le fonctionnement des conseils de prud'hommes et la justice prud'homale : cela a notamment été l'occasion de continuer à porter pour les déployer les propositions paritaires de novembre 2021 pour une justice prud'homale renforcée.
- La CNNCEFP (Commission nationale de la négociation collective de l'emploi et de la formation professionnelle) et ses sous-commissions consultées sur les projets de textes législatifs et réglementaires du gouvernement dans le domaine des relations de travail et de l'emploi.

- Haut conseil du dialogue social (HCDS) consulté sur les règles de représentativité patronale et syndicale et les règles de la négociation collective.
- Haut conseil à l'égalité (HCE) sur les questions d'égalité femmes hommes contribuant à l'élaboration et l'évaluation des politiques en faveur de l'égalité professionnelle : le MEDEF a notamment participé à l'élaboration du rapport sur le télétravail dans ce cadre.
- Participation à la concertation Comité du label pour les Enquêtes Acemo Dares Trimestrielle (Activité et conditions d'emploi de la main-d'œuvre) et très petites entreprises (TPE).
- Participation active aux travaux du Comité d'évaluation des ordonnances travail (sous l'égide de France stratégie).
- Réunions préparatoires à la Conférence nationale du Handicap (GT emploi, réunions plénières, réunions avec les branches sur le sujet des ECAP, bilatérales avec le cabinet du ministre du Travail).
- Participation active et contribution aux groupes de travail et comité des parties prenantes dans le cadre de la mission de préfiguration de France Travail.

Les organismes paritaires ou tripartites dans le champ de l'emploi, lieux de construction de politiques paritaires / publiques en matière d'emploi et de lutte contre le chômage :

- Unédic pour l'assurance chômage,
- Pôle emploi et APEC pour l'accompagnement des demandeurs d'emploi et des actifs,
- AGEFIPH pour la politique handicap,
- AGS pour le régime de garantie des créances salariales (entreprises en procédures collectives, redressement ou liquidation).

S'agissant de l'Unédic, Pôle emploi et l'APEC, l'animation du réseau des mandataires territoriaux est aussi une action pilotée par la Direction des relations sociales et politiques d'emploi du MEDEF au sein du Pôle social.

c) Négociation relative à l'ANI du 10 février 2023 sur le partage de la valeur

La signature le 10 février 2023 d'un accord national interprofessionnel en cours de transposition législative témoigne là encore de la pertinence des compromis noués au niveau interprofessionnel entre organisations patronales et syndicales. Cet accord prévoit un certain nombre d'avancées importantes visant à améliorer, simplifier, sécuriser les dispositifs de partage de la valeur en entreprise. 3 nouveaux dispositifs structurants sont mis en place : le plan de partage de la valorisation de l'entreprise, l'élargissement du bénéfice des dispositifs de partage de la valeur pour les entreprises de 11 à 50 salariés (sous certaines conditions), la prise en compte des résultats exceptionnels dans les accords de participation et d'intéressement pour les entreprises de 50 salariés et plus.

Cette négociation a démarré en novembre 2022 par une phase de diagnostic approfondis (une dizaine d'auditions d'experts, économistes – Rexecode, OFCE -, représentants de la DARES, de la Banque de France, etc.) et ont mobilisé 5 personnes au sein des Pôles social et économie du MEDEF.

d) Négociation relative à l'ANI du 11 avril 2023 sur la transition écologique et le dialogue social

L'accord national interprofessionnel sur la transition écologique et le dialogue social du 11 avril 2023, qui a vocation à devenir un document de référence utile aux acteurs sociaux au niveau des entreprises, le cas échéant dans les branches professionnelles, ainsi que dans les territoires pour se saisir des sujets environnementaux, et ainsi mettre en œuvre les dispositions de la loi « Climat et résilience » de 2021 s'agissant notamment des nouvelles prérogatives en matière environnementale des CSE et des CREFOP.

Cette négociation a démarré en juillet 2022, là aussi par un diagnostic approfondi (auditions de 10 structures / experts, mise en place de groupes de travail *ad hoc* au sein du MEDEF).

D. CELLULE VEILLE STRATEGIQUE ET NOUVEAUX ENJEUX SOCIAUX

La cellule est prioritairement sollicitée sur tous les **sujets transverses avec une dimension prospective sur tous les volets du champ social : emploi des jeunes, promotion social, inclusion par l'emploi des publics qui en sont éloignés, politiques d'emploi...**

Elle pilote et anime 3 commissions/comités (Jeunesses, Inclusion par l'emploi des publics en difficulté, Acteurs de santé), élabore les positions du MEDEF sur ces champs et en assure le lobbying.

Par ailleurs, la cellule **porte et est garante de la mise en œuvre de l'ANI du 14 avril 2022** sur la modernisation du paritarisme. Elle assure le **secrétariat commun de l'agenda social autonome**.

Elle pilote certaines négociations au niveau national interprofessionnel (ANI du 14 avril 2022) et certains groupes de travail paritaires qui en résultent.

a) L'accès à l'emploi des jeunes

Au plus fort de la crise sanitaire, le MEDEF a créé une Commission de travail dédiée aux problématiques que rencontrent les jeunes, dans leur diversité et aux conditions de leur insertion durable sur le marché du travail.

Dans ce cadre, en 2022, le MEDEF a axé ses travaux sur les axes suivants :

- Elaboration d'une veille prospective sur la jeunesse ;
- Soutien aux initiatives des jeunes sur le volet emploi/ travail :
 - **Avec le parrainage par le MEDEF de l'opération "je filme le métier qui me plaît" et plus particulièrement de la catégorie "un métier, une passion".** Pour la 2^e année consécutive, le Medef est l'un des principaux partenaires de l'opération « Je filme le métier qui me plaît », organisée par l'Association Euro-France depuis 16 ans. Ce grand concours national permet aux jeunes (élèves, étudiants, classes...) de découvrir les métiers et les entreprises, en les filmant (réalisation des vidéos de 3 mn).
 - Pour les jeunes, c'est une occasion d'échanger avec des professionnels sur le quotidien de leurs métiers... Cette « immersion » permet aux jeunes élèves de découvrir également leurs propres talents et/ ou leur voie.
 - L'initiative est menée sous le haut patronage du Ministère de l'Education Nationale, ministère de l'Enseignement supérieur, et du Ministère du Travail, et soutenue par des partenaires économiques (Carrefour, Crédit mutuel, Groupe Vv, Manpower, fédérations professionnelles...).
 - Chiffres clé 2023 (16^e édition) : 1412 établissements participants, 68 000 jeunes, 738 films sélectionnés
 - Une remise des prix nationale au Grand Rex Paris récompense les lauréats chaque année, animée par un jury prestigieux (membres du monde économique, de l'entreprise, du système éducatif, du domaine artistique).
 - Membre du jury officiel de sélection, le Medef préside une catégorie de concours « 1 métier /1 passion », remettant plusieurs prix lors de la cérémonie officielle. Cette catégorie a mobilisé une large participation, avec 496 vidéos sélectionnées pour le concours.
 - **Avec le lancement de la grande cause jeunes**
 - « Fonds de dotation pour l'engagement citoyen », Make.org a initié la Grande cause #SolutionsJeunes 2022-2024 et soutient dans ce cadre les projets associatifs les plus impactants en faveur des jeunes. Sur l'impulsion de sa Commission Jeunesses, le Medef participe à la mise en place de ces actions

de mobilisation pour permettre aux jeunes de trouver leur place et leur donner les meilleures chances d'une insertion professionnelle réussie.

- Les 10 projets sélectionnés de la Grande Cause Jeunes ont été présentés par les différentes structures porteuses, en présence de Sarah El Haïry, secrétaire d'Etat chargée de la Jeunesse : L'Outil en main, CNAPE, Afuté, 100 000 entrepreneurs, Ma Petite Planète, Prepsy, Réseau des Ecoles de la Transition Ecologique, Humeco sur Twitch... Ils visent à favoriser la découverte des métiers et valoriser les métiers manuels, engager les jeunes dans la transition écologique, mieux accompagner la santé mentale, sensibiliser les jeunes aux pratiques éco-responsables, renforcer l'engagement citoyen des jeunes, renforcer l'égalité des chances, ou encore à agir pour l'insertion professionnelle des jeunes en situation de handicap. Ils seront déployés sur l'ensemble du territoire au cours des deux prochaines années.
- Deux actions phares sont parrainées par le Medef dans ce cadre :
 - « **Projet Impact par 100 000 entrepreneurs** », dans l'objectif d'accompagner l'entrepreneuriat des jeunes dans son passage à l'échelle via une aide au développement de la plateforme digitale et des rencontres interactives, notamment sur les métiers de demain.
 - « **Yookan, révélateur d'avenir** », en soutenant un projet expérimental qui vise à permettre la découverte des métiers et l'immersion professionnelle aux jeunes éloignés de l'emploi, via des modalités innovantes utilisant notamment la réalité virtuelle.
- **Des notes de réflexions prospectives sur les évolutions en cours portant sur les jeunes et le travail**, qui donneront lieu à des actions concrètes en 2023
 - **La commission jeunesse a également publié une note de réflexion prospective portant sur l'attractivité des entreprises auprès des jeunes diplômés, note ayant donné lieu à des webinaires nationaux et au niveau territorial.**
- **Des notes de positions sur le contrat d'engagement jeunes, les décrocheurs, le service national universel...**
- **Des outils d'accompagnement destinés aux entreprises : guide du mentorat, fiches pratiques**

b) L'inclusion dans l'emploi des publics qui en sont éloignés

Après un premier travail de doctrine portant sur l'articulation des politiques incitation à l'activité et les politiques de solidarités, le Comité inclusion par l'emploi a porté ses actions vers des publics spécifiques :

- Territoires zéro chômeurs de longue durée : position et implication des Medef territoriaux au sein des comités locaux d'emploi
- Convention cadre avec les EPIDE : l'objectif est de décliner cette convention au sein de chaque territoire
- Travail des personnes sous-main de justice
- Emploi de réfugiés statutaires : poursuite des actions conduites par le Medef afin de changer d'échelle et répondre aux difficultés de recrutement des entreprises

A cet effet a été publié un vademecum pour sur l'emploi des personnes qui en sont éloignées ; outre des fiches pratiques, ce guide identifie les structures et associations pertinentes ainsi que les initiatives menées par les fédérations professionnelles et les Medef territoriaux.

c) Le secrétariat commun de l'agenda social autonome

L'accord national interprofessionnel du 14 avril 2022 « **pour un paritarisme ambitieux et adapté aux enjeux d'un monde en profonde mutation** », dit « ANI paritarisme » pour ambition de déterminer la place et le rôle qu'entendent jouer les partenaires sociaux dans le cadre d'un dialogue social autonome.

Il détermine le **principe et les modalités d'élaboration de l'agenda économique et social autonome** ainsi que son suivi ;

Afin de déterminer les priorités de l'agenda social, les « N° 1 » des organisations syndicales (non-signataire inclus) et patronales organisent en fonction de l'actualité et au minimum une fois par an, une réunion de l'agenda social **afin de fixer conjointement les priorités de négociation, de faire un suivi et un bilan des négociations en cours, et d'échanger sur l'opportunité ou pas d'ouvrir des négociations dans le cadre de l'agenda social du Gouvernement.**

A cet effet, un secrétariat commun de l'agenda social autonome a été instauré depuis décembre 2022 à l'initiative des n°1 (il est piloté par le MEDEF- Odile Menneteau, cellule veille stratégique au Pôle social en assure la mission), chargé d'organiser ces réunions et de suivre l'ensemble des négociations.

d) L'accompagnement à la transition numérique

Dans la continuité des travaux engagés en 2020, le MEDEF a signé un engagement de développement de l'emploi et des compétences (EDEC) avec le ministère du Travail (Perspectives IA) afin de sensibiliser les PME et les salariés à l'intelligence artificielle.

L'objectif est triple :

- Acculturer les entreprises et les actifs aux conséquences de l'IA sur les métiers et les compétences
- Les accompagner dans cette transition
- Produire des outils leur permettant de s'approprier ces enjeux

Les outils d'accompagnement (guides pratiques, diagnostic de maturité IA pour les PME, cas d'usages, podcast...) ont fait l'objet d'une diffusion large et sont intégrés à la nouvelle stratégie IA du Gouvernement.

Le comité de pilotage de Perspectives IA comporte des organisations syndicales, patronales, des entreprises, des fédérations professionnelles, des représentants du ministère du Travail, du ministère de l'Economie, de l'Enseignement supérieur, des universités...

E. ACADEMIE MEDEF

En 2022, l'Académie MEDEF a poursuivi sa mission dédiée à l'accompagnement des adhérents dans le développement des compétences à travers un programme de formation et de sessions de sensibilisation dispensées par des experts. Cette nouvelle offre est destinée aux entrepreneurs engagés, salariés, mandataires, collaborateurs des organisations professionnelles, des MEDEF Régionaux et Territoriaux qui portent les valeurs de l'entreprise, qui défendent au quotidien les idées du monde entrepreneurial.

Aujourd'hui, l'Académie est un outil capable de répondre aux besoins exprimés par le MEDEF, en complète coordination avec les actions menées par les différents pôles du mouvement ; C'est également un outil d'accompagnement des collaborateurs du MEDEF national pour la bonne transmission des informations stratégiques et la mise en œuvre et suivi des politiques publiques auprès des entreprises du réseau, en adéquation avec les enjeux et exigences de l'actualité économique, politique et social de la France et l'Europe.

Les actions mise en place :

- Organisation de 64 sessions de sensibilisation à destination des adhérents du MEDEF visant à les accompagner dans la mise en place de nouvelles directives, nouvelles réglementations et à innover sur des sujets tels que la transition écologique, la responsabilité sociale et sociétale des entreprises, la transformation digitale, la sécurité économique... Ces sessions ont totalisé 3357 participants uniques, 5686 inscriptions cumulées. Elles ont été animées par 48 collaborateurs animateurs. Elles ont donné lieu à la réalisation de 38 podcasts disponibles sur le site lacademiemedef.fr et sur la chaîne Spotify de l'Académie.

- Accompagnement des adhérents du MEDEF dans la montée en compétence des entrepreneurs à travers 8 formations dispensées, comme par exemple la formation en médiatraining ou encore l'utilisation du réseau LinkedIn.
- Animation d'un réseau régional de référents afin d'accompagner les adhérents dans le développement d'actions relatives au paritarisme et à la gestion des mandats. Les 13 référents Académie en région ont fortement contribué à la promotion des actions menées par L'Académie auprès des entreprises du réseau.
- Dans le cadre de la Rencontre des Entrepreneurs de France 2022 (REF 2022) organisée les 25 et 26 août par le MEDEF :
 - Animation d'un stand sur l'espace Adhérents pour présenter la nouvelle saison de l'Académie .
 - Organisation d'une formation immersive individuelle de 20 minutes sur la prise de parole en public à destination de nos adhérents. Au total, plus d'une vingtaine de Présidents et collaborateurs de MEDEF régionaux et territoriaux se sont essayés au pitch avec un casque de réalité virtuelle et ont bénéficié de conseils sur l'impact de leur discours autour des 3 piliers de la communication non verbale (voix, posture, regard) par notre partenaire Oksa Conseils ;
 - Organisation d'une rencontre « Le Café du Pôle social » pour échanger avec les entrepreneurs sur les actualités sociales de la rentrée de septembre 2022 et sur les actions du MEDEF.

2. ACTIONS D'AMPLEUR REGIONALE

Les équipes de la Direction Education-Formation du MEDEF - Responsables Emploi-Formation (REF) et Coordinateurs Régionaux de l'Emploi et de la Formation (CRFP) - implantées dans les MEDEF régionaux ont été fortement mises à contribution au cours de l'année 2022.

A. L'IMPLICATION DES EQUIPES REGIONALES EMPLOI-FORMATION DU MEDEF

La crise sanitaire et économique du Covid-19 a en effet mis en évidence le fait que les correspondants régionaux du MEDEF en charge des sujets emploi et formation intervenaient en réalité sur un champ beaucoup plus large, notamment en matière d'accompagnement des entreprises sur les sujets économiques, de santé au travail, de ressources humaines...

La Direction Education-Formation a ainsi entrepris en 2021 et 2022 de réviser les missions des REF-CRFP afin qu'elles soient plus en adéquation avec leur périmètre d'intervention réel et qu'elles soient plus adaptées aussi à la gestion de la crise. Ce travail a été mené en commun avec les Présidents et les DG des MEDEF régionaux.

Un rapport plus détaillé des différences actions menées en 2022 par les MEDEF régionaux est disponible en annexe. Ci-dessous toutefois une liste non-exhaustive :

Actions d'information des relais territoriaux et des responsables d'entreprises

- Organisation de groupes de travail entreprises sur la thématique de la réforme pour mesurer les impacts sur les entreprises en lien avec les Medef territoriaux et les fédérations professionnelles
- Réunion d'information et de formation des élus patronaux dans le cadre des instances des Medef régionaux (bureau, commission emploi formation)
- Intervention dans des réunions de RH, chefs d'entreprise organisés avec les MT en territoires
- Diffusion de lettres d'information et de fiches d'indicateurs régionaux.

Actions en faveur du déploiement de l'alternance

- Appui aux CFA par l'exercice de mandats au sein de certains CFA interprofessionnels, et par l'animation de nos mandataires siégeant au sein de conseils de perfectionnement ;

- Mobilisation de certains CFA pour bénéficier de l'accompagnement des cabinets Amnyos/Orcom dans le cadre du GT national ;

Suivi des mandataires emploi/formation

- Mise à jour des fichiers (mandats + contacts)
- Création d'un tableau récapitulatif des mandats et des différentes instances
- Suivi de la charte du mandataire
- Gestion des formalités (courriers de désignation des mandataires, remise de documents en lien avec le mandat, charte des mandataires...)

Appui aux mandataires

- Diffusion régulière d'informations et l'animation renforcée des mandats directement impactés par la réforme

Appui aux adhérents

- Diffusion d'informations régulières et par l'organisation de CREEF dédiées et/ou thématiques

B. LA PARTICIPATION AUX INSTANCES REGIONALES EMPLOI-FORMATION

Les REF-CRFP sont chargés de représenter directement ou par des représentants locaux le MEDEF dans les instances régionales emploi formation, principalement au sein du bureau du CREFOP et de ses commissions, et des Fongecif devenus Transitions Pro.

Les REF-CRFP siègent également dans ces instances pour travailler en étroite collaboration avec les mandataires élus au titre du MEDEF, présidents ou vice-présidents et les accompagner dans leur mandat afin d'assurer le lien avec la stratégie des MEDEF Régionaux.

CREFOP

Le Comité régional de la formation et de l'orientation professionnelle (CREFOP) mis en place par la loi du 5 mars 2014 se compose de comité plénier, bureau et commissions.

En 2022, les REF-CRFP ont engagé en interne des MEDEF régionaux ou dans le cadre des instances du CREFOP, des travaux préparatoires au bilan des CPRDFOP.

La loi du 5 septembre 2018 prévoit que, dans chaque région, un opérateur de conseil en évolution professionnelle sera sélectionné par France Compétences, suite à un appel d'offres national, selon un cahier des charges national publié par voie d'arrêté du ministère du travail, et après avis du bureau des différents CREFOP. Les REF-CRFP ont été mobilisés dans cette procédure de sélection des opérateurs CEP.

Dans le cadre, à la fois des mandats au sein des CREFOP et des Associations Transitions Pro, les REF-CRFP ont contribué à rendre lisible et à présenter les documents de synthèse de la mise en œuvre du CEP tous opérateurs auprès de France Compétences.

TRANSITIONS PRO

Les REF-CRFP ont joué un rôle clé dans le pilotage des Associations paritaires régionales Transitions Pro, dans l'accompagnement des mandataires désignés par le MEDEF et dans le lien avec la stratégie de la Présidence MEDEF de Certif Pro au niveau national.



AGFPN – RAPPORT D'ACTIVITE 2022 DU MEDEF

POLE SOCIAL

LISTE DES ANNEXES

SYNTHESE DES BILANS D'ACTIVITE REGIONAUX

- MEDEF AUVERGNE/RHONE-ALPES
- MEDEF BOURGOGNE/FRANCHE-COMTE
- MEDEF BRETAGNE
- MEDEF CENTRE/VAL-DE-LOIRE
- MEDEF CORSE
- MEDEF GRAND-EST
- MEDEF GUADELOUPE
- MEDEF GUYANE
- MEDEF HAUTS-DE-FRANCE
- MEDEF ILE-DE-FRANCE
- MEDEF LA REUNION
- MEDEF MARTINIQUE
- MEDEF MAYOTTE
- MEDEF NORMANDIE
- MEDEF NOUVELLE-AQUITAINE
- MEDEF OCCITANIE
- MEDEF PACA/SUD
- MEDEF PAYS DE LA LOIRE
- MEDEF TERRITORIAL ARTOIS
- MEDEF TERRITORIAL SEINE ESTUAIRE

AGFPN – RAPPORT D'ACTIVITE 2022 DU MEDEF ANNEXES – SYNTHESE DES BILANS D'ACTIVITE REGIONAUX ET TERRITORIAUX

15/06/2023

POLE SOCIAL – BILANS AGFPN DES MEDEF REGIONAUX ET
TERRITORIAUX

MEDEF AUVERGNE/RHONE-ALPES

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2022, 3 axes déclinés par les CRFP au travers de 5 actions majeures :

- 1) Des rencontres ont été organisées avec les services du Conseil Régional, de l'État et les partenaires sociaux afin d'échanger sur la gestion de la crise sanitaire et les dispositifs mis en place dans le cadre du plan Relance.
- 2) Des rencontres individuelles avec les Branches professionnelles et certains MEDEF Territoriaux ont été organisées pour appréhender leur contexte (enjeux, priorités, spécificités du secteur d'activité et géographique). Lors de ces échanges et des réunions CREEF, les adhérents du MR AURA ont également été invités à faire part des difficultés rencontrées par leurs entreprises, sur l'ensemble des domaines Emploi Formation. Ces informations ont été remontées au MEDEF national via des reporting et des échanges avec les différents pôles et services. Les solutions et réponses à apporter aux difficultés, ont été aussi mutualisées.
- 3) Des rencontres collectives ont été organisées avec les adhérents. Ainsi, en 2022, 4 réunions CREEF se sont tenues. Les ordres du jour ont principalement porté sur :
 - La construction du CPRDFOP 2022-2028 ;
 - Point santé, loi du 2 août 2021 ;
 - Parcours Santé Sécurité au Travail/L'ANI et les groupes de travail techniques ;
 - Les WorldSkills ;
 - Le Mondial des Métiers ;
 - La Semaine Ecole-Entreprise et la SEEPH ;
 - Point Mandats ;
 - Actualités transition pro ;
 - CREFOP ;
 - Les actualités plus générales Emploi et Formation ;
 - Les besoins en compétences.
- 4) La diffusion des informations sur les thématiques Emploi Formation vers les MEDEF territoriaux et les Branches régionales a été assurée par la création et l'envoi de 3 Flash actu, piloté par l'équipe des CRFP.
- 5) Le MEDEF Auvergne-Rhône-Alpes a développé une offre de services permettant d'accompagner les besoins des entreprises sur la thématique de l'emploi et de la formation :
 - MODE D'EMPLOIS : Mode d'Emplois est un service dédié qui accompagne les entreprises sur l'ensemble du processus de recrutement durable (CDI ou CDD de plus

de 6 mois). Il permet d'identifier et d'intégrer des profils éloignés de l'emploi, de valoriser et de maintenir les compétences en région ;

- INDYSPENSABLE : Le projet InDYSpensible vise à identifier, à accompagner l'insertion dans l'emploi des jeunes porteurs de troubles DYS
- MAINTIEN DANS L'EMPLOI : développement d'un Guide du Maintien dans l'Emploi interactif ayant pour visée d'améliorer le dialogue social en entreprise, d'outiller les entreprises de la région via un process RH clé en main, une méthodologie opérationnelle et des détections précoces de problématiques RH.
- CARAVANE DE L'EMPLOI : Ce programme à destination des publics éloignés de l'emploi (séniors, demandeurs d'emploi en situation de handicap, jeunes issus de zones rurales...) facilite la recherche d'emploi, favorise leur insertion professionnelle dans la région en développant leur employabilité.
- ACTIONS ECOLE/ENTREPRISES (AEE) - PERIODE ACADEMIQUE 2021 / 2022 :
 - Le Pass 'Alternance : un dispositif visant à promouvoir la poursuite d'études en alternance auprès des jeunes collégiens de 4^{ème} et 3^{ème},
 - La semaine Ecole/Entreprise
 - Un Kit de communication a été mis à disposition des MT pour diffusion sur l'ensemble de la région,
 - Le Concours Créateurs d'idées récompense les idées les plus innovantes des élèves de 2^{nde}, 1^{ère} et Terminale des établissements de la région Auvergne-Rhône-Alpes,
 - Les Jeux Snapchat en entreprise à destination des collégiens et lycéens de la région permettent de faire découvrir de façon ludique et immersive des métiers et secteurs d'activité en tension,
- MISSION HANDICAP : Des rencontres territoriales et des rendez-vous en entreprises ont été organisés pour informer sur les actions handicap et l'offre de services de l'Agefiph.
- CAPITAL HUMAIN Le programme "Ambition Région - Capital Humain" financé par le Conseil Régional accompagne les entreprises dans la transformation de leur modèle et social dans le développement de leur capital humain.
- LA MALLETTE COMPETECES - VAE, LEVIER DE VALORISATION DES TALENTS : un dispositif permettant d'organiser des "Cafés Compétences" à destination de toutes les entreprises régionales (avec une attention particulière sur les TPE/PME) afin de faire découvrir les dispositifs permettant la valorisation et la montée en compétences des salariés.
- PARCOURS SANTE SECURITE AU TRAVAIL : "Intégrer la culture de prévention Santé Sécurité au Travail dans les TPE-PME". Le parcours s'appuie notamment sur les branches professionnelles partenaires et adhérentes (UNICEM, FRTP, POLYVIA).
- CREA DUO : Ce dispositif propose un programme gratuit de mentorat de jeunes créateurs et repreneurs d'entreprises éloignés de la création d'entreprise, issus de milieux défavorisés, notamment des QPV ou des ZRR ou faisant partie des publics prioritaires (personnes en situation de handicap, demandeurs d'emplois de longue durée, séniors, ...) par des entrepreneurs aguerris bénévoles.
- QUARTIERS d'AFFAIRES : un programme « d'inclusion économique au service des entreprises du territoire ».

- PROGRAMME ECO-CONCEPTION : Il s'agit d'acculturer les entreprises sur l'impact environnemental de leur business model ; la nouvelle proposition de valeur ; la visibilité sur le marché de la mise en place d'une démarche d'éco-conception.
- L'ECOLE DE LA TRANSFORMATION DIGITALE : THE NUUM FACTORY

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MR AURA est représenté dans une cinquantaine d'organismes et instances. Cela représente près de 400 mandats et 350 mandataires. Des collaborateurs siègent au sein de différentes instances régionales Education, Emploi, Formation et Orientation professionnelles, Handicap, Santé et Social.

Quelques illustrations des actions de lobbying qui ont été menées parmi les Mandats EFOP :

- 1) CREFOP - nouvelle mandature du CREFOP a été installée en novembre 2021 : Le MEDEF AURA détient la Vice-Présidence et la co-présidence de la commission Emploi Formation ; est représenté au sein de chacune des instances du CREFOP (SQ, Conseil Plénier, Bureau et Commissions) ce qui permet d'apporter des expertises et informations sur les tensions de recrutement au sein des entreprises et les besoins en compétences. Les travaux menés en 2022 :
 - Installation du CREFOP, du RI et des commissions,
 - Organisation d'un séminaire CREFOP pour lancer la dynamique quadripartite et installer le fonctionnement,
 - Signature du CPRDFOP,
 - Lancement des fiches actions du CPRDFOP au sein des commissions,
 - Négociations pour l'élaboration des deux schémas régionaux SRDEII et SPRESRI,
- 2) AT PRO : en 2022, nos efforts se sont inscrits à promouvoir ses dispositifs auprès des Branches professionnelles et des MT. Le MR participe activement au CA, au Bureau, à la commission "recours" et au groupe de travail ATPRO afin de faire rayonner les positions du MR.
- 3) ARO : le MR a contribué à l'élaboration du guide "Destination apprentissage" au sein de la commission "Publication". Il a participé également, au sein de la commission Orientation et Bus de l'orientation, à l'élaboration d'outils et d'évènements à destination des jeunes et des familles. Le MR AURA et l'ARAO ont travaillé en partenariat sur le lancement de l'expérimentation TUMO en janvier 2022 sur le campus du numérique du Conseil régional.
- 4) IPR / IPT Pôle Emploi, étude des départs volontaires, la coordination des actions territoriales et l'information et la mobilisation des demandeurs d'emplois doivent être la priorité. A l'issue des renouvellements, le MR AURA a obtenu la présidence de l'IPR.
- 5) APEC - Comité paritaire régional : l'objectif de suivi des cadres et des conditions de leur retour à l'emploi s'inscrit dans le cadre de mission plus courtes. Elles doivent être favorisées pour répondre aux attentes des entreprises. À la suite des renouvellements, le MR AURA a pris la Vice-Présidence de l'instance.

D'autres exemples au sein des Mandats Santé au Travail :

- Recrutement d'un Chargé de mission Santé au travail dont l'action s'est portée sur la création d'un espace ressources "Santé au travail", la coordination des actions territoriales et l'organisation d'évènements régionaux.
- Actions déployées au régional : 3 webinaires régionaux SST ont été organisés, sur les thématiques :
 - Réussir la transition vers les nouvelles formes de travail : télétravail, quels enjeux pour le manger ?

- Une autre approche de la prévention et promotion de la santé au travail -Troubles des apprentissages,
 - Dialogue social : agir sur l'amélioration de conditions de travail Dans le cadre de ces rencontres virtuelles, 63 % des participants étaient des salariés (36% de cadres), en fonction RH et issus principalement d'entreprises de moins de 10 salariés (38.10 %) et entre 51 et 250 salariés (30 %).
- Animation des mandats Santé -Travail – Protection sociale régionaux (ARS, CARSAT, UGECAM, ARACT, CROCT, URSSAF, IRPSTI...) : un travail continu avec les Chefs de file en Rhône-Alpes et Auvergne pour animer les nombreux mandataires et les alimenter.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Les CRFP du MEDEF AURA œuvrent au service des mandataires et de leur formation. En 2022, elles :

- Construisent un plan d'action et un Kit de communication "mandataires" dans lesquels sont détaillées les propositions qui touchent les 4 publics : candidats potentiels, les nouveaux mandataires, les mandataires actuels et les chefs de file. Par ailleurs, un annuaire des mandats a été réalisé et remis aux chefs de file,
- Animent leurs mandataires dans la préparation des réunions où ils siègent (organisation de réunions pré-patronales ou inter syndicales),

L'animation des mandataires s'entend collectivement (au travers d'évènements en présentiel ou distanciel) et individuellement, que ce soit dans le cadre de préparatoires formelles ou de temps d'échanges en amont ou à l'issue des réunions.

MEDEF BOURGOGNE-FRANCHE COMTE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2022, 4 axes déclinés par l'équipe de REF-CRFP au travers de plusieurs actions majeures :

- La promotion des outils et dispositifs de la reconversion professionnelle : l'organisation d'un salon des transitions professionnelles, porté par l'AT PRO à l'initiative du MR BFC.
- Le déploiement d'une convention avec Pôle Emploi :
- Organisation et présence aux premiers ateliers de travail réunissant les conseillers de Pôle Emploi et des entreprises pour aider à résoudre les difficultés de recrutement, suivi de l'activité,
- Promotion et gestion de la présence des MT aux différents salons organisés sur l'emploi.
- Organisation d'une soirée événementielle MEDEF/ARB : conférence débat et tables rondes sur la RSE organisée par la commission RSE du Medef BFC.
- Organisation d'un séminaire administrateurs d'AT PRO avec la présence de la DGEFP, de la DREETS, de Pôle Emploi : échanges, information, débats autour de l'emploi, des reconversions professionnelles, de l'évolution d'ATPRO et perspectives. 3 Ateliers de travail pour définir axes stratégiques et feuille de route d'ATPRO en 2023.
- Organisation du salon régional de l'apprentissage MEDEF/Pôle Emploi

- Animation de réunions d'information sur des thématiques ciblées avec les MEDEF Territoriaux
- Ateliers sur la marque employeur,
- Promotion du CEP,
- Animation d'une table ronde avec des jeunes,
- Participation à un stand sur la marque employeur lors des UE du MEDEF 21.
- Ces ateliers-réunions sont co-pilotés par l'équipe REF-CRFP et organisés avec les équipes des MT et les différents partenaires : réunions préparatoires, suivi des inscrits, relances et communication sur les RS, questionnaires de satisfaction.

Quelques exemples d'actions sur les territoires en faveur de l'emploi :

- Carrefour des carrières au féminin pour les femmes en recherche d'emploi : Présentation des métiers techniques peu féminisé à des jeunes filles en cours d'orientation et à des femmes en recherche de projet professionnel de rencontrer des professionnelles Afin d'ouvrir leur horizon professionnel et déconstruire les stéréotypes : 450 participants,
- 2 salons de l'emploi MT 71 : information et présentation de métiers à des personnes en recherche d'emploi. 2x4000 visiteurs,
- Commission emploi MT 21 : rencontre et échanges avec des entreprises autour de leurs problématiques de recrutement,
- Animation d'un atelier Apec « Recruter Autrement » avec le MEDEF 58,
- Animation et co-construction de l'Evènement Marque Employeur #2 avec MEDEF 21
- Animation d'une matinale Marché de l'emploi cadre en BFC et pratiques de recrutement au MEDEF 89,
- Animation de deux réunions avec le MEDEF TFC dans le cadre de la « Commission Emploi recrutement » sur les thématiques : Marque Employeur et Recrutement- Recruter et manager 4 Générations dans vos entreprises : quels enjeux ?

Quelques exemples d'actions en faveur des jeunes

- Action-Formation sur le « personal branding » avec des lycéens et étudiants IUT et l'intervention d'une experte en communication
- Simulation d'entretien avec les jeunes de l'EPIDE : 2 ateliers
- Visite de classes, mises en relation d'entreprises (stage de «3ème)

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le quadripartisme compte 32 réunions. Une activité portée principalement par le CREFOP -dont le MEDEF en a la coprésidence- qui compte moitié moins de réunions qu'en 2021. L'activité, fortement ralentie par la mise en place de la nouvelle mandature, s'est centrée en milieu d'année sur le CPRDFOP et sa méthodologie d'élaboration pour une signature en 2024.

- 1) Le CPRDFOP, le MEDEF a activement participé à la mise en œuvre de ce nouveau CPRDFOP et produit un document d'orientations ainsi que des contributions complémentaires tout au long des différentes phases de construction.
- 2) Concernant le PRIC, le MEDEF a participé à l'atelier pour la co-construction de préconisations sur 2 thématiques : la lisibilité de l'offre et le sourcing des candidats. Au total, 22 préconisations retenues reprenant les remarques du MEDEF

- 3) Concernant la thématique de l'Orientation et formation professionnelle, le MEDEF a présenté l'outil explor'ation, a fait la promotion de Wordskills et participe activement aux travaux expérimentaux et d'amélioration.
- 4) Concernant la thématique emploi et sécurisation des parcours professionnels, le MEDEF a préconisé une liste des métiers simplifiée, dite socle, et a veillé à sa bonne élaboration en lien avec les branches professionnelles. Concernant les sujets autour de la GPECT et des tensions de recrutement, le MEDEF contribue activement à la réflexion mais également opérationnellement au travers ses structures territoriales ainsi que son partenariat avec Pole emploi et ses diverses actions.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'animation des mandataires emploi formation est confiée au chef de file avec l'appui de la REF ou du CRFP : organisation des préparatoires, élaboration de documents d'aide à la réflexion, échanges sur les points à l'ordre du jour, invitation systématique à la cellule des mandats mensuelle organisée par le national :

- 14 réunions préparatoires au CA ou Bureau des instances Emploi Formation,
- Participation des chefs de file à la commission emploi formation du MR,
- Le séminaire de fin d'année de l'ensemble des mandataires MEDEF organisé par la commission des mandats du Medef BFC à Paris le 20 décembre avec la visite du Sénat et la rencontre du Medef national,
- 6 Newsletters.

Par ailleurs, la gestion des mandats est assurée par une commission des mandats chargée de garantir la bonne représentativité de l'organisation au sein des mandats relevant du champ de l'emploi et de la formation. Néanmoins, conviée en tant que personne qualifiée, la REF est présente à chacune des séances afin de présenter les dernières évolutions au sein des différents mandats relevant de ses compétences et d'éclairer, si nécessaire, les décisions des membres par des éléments tangibles : remplacement de représentants, durée mandat, dates de renouvellement, critères d'éligibilité et d'incompatibilité, tableaux de présence, etc...

Le MEDEF BFC compte ainsi des représentants dans l'ensemble des mandats avec parité Homme/Femme respectée, équité entre les territoires et entre les branches professionnelles. La REF et le CRFP y siègent aux côtés des mandataires et veillent au respect des attentes et des positions du MEDEF national et régional : CREFOP, IPR PE, Transitions PRO, APEC, CAEN, CFA SUP, CFA ASPECT, CFA ACADEMIQUE, CFA ISA, APEC, etc...

MEDEF BRETAGNE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2022, 4 axes déclinés par l'équipe de REF-CRFP au travers de plusieurs actions majeures :

- 1) Le MEDEF Bretagne a préparé et participé aux réunions régionales paritaires sur les sujets Emploi-Formation, notamment les Bureaux de la Conférence sociale régionale,
- 2) Le MEDEF Bretagne a aussi mené un lobbying appuyé pour faire modifier la gouvernance du Carif-Oref breton – le GREF Bretagne, dirigé par une ancienne REF du MEDEF Bretagne. Le MEDEF Bretagne y dispose désormais de plusieurs sièges.

- 3) Le MEDEF Bretagne a produit une contribution à l'élaboration du CPRDFOP et du SRES (et du SRDEII) et a participé à plusieurs réunions.
- 4) Le MEDEF Bretagne a aussi produit ses propositions en matière de principes à mettre en œuvre pour l'achat public, lequel concerne notamment l'achat de formations

Des Commissions régionales emploi formation (CREEF) ont été organisées, la REF est en charge de la Commission régionale éducation emploi formation qui se réunit plusieurs fois par an. Instance émanant du Comité Directeur du MEDEF Bretagne, cette commission a vocation à informer, mais aussi consulter les branches professionnelles adhérentes, les MEDEF territoriaux et les chefs de file sur les actualités des différents mandats. Au premier semestre 2022, il y a eu 3 rencontres.

Un accompagnement des entreprises a été également travaillé en soutien aux MEDEF territoriaux, la REF et la CRFP ont répondu aux questions d'entreprises portant sur l'emploi et la formation (création d'un organisme de formation et financements de la formation professionnelle, apprentissage ...).

Un accompagnement aux MEDEF Territoriaux, dans le cadre d'une réflexion sur la création d'un organisme de formation commun aux 4 MEDEF territoriaux, la REF a participé aux groupes de travail sur la préparation à la certification Qualiopi, pour mettre à disposition ses compétences en ingénierie de formation. Deux matinées ont été organisées au 2nd semestre.

Un accompagnement des Fédérations sur les Worldskills, la REF participe au COPIL de mise en œuvre des compétitions 2023, afin d'assurer un lien avec les fédérations les moins avancées sur le sujet. La REF assure également une information régulière du président du MEDEF Bretagne, du DG et du Président de la Commission formation, le MEDEF Bretagne soutenant ses fédérations adhérentes dans la position à tenir vis-à-vis de la Région.

L'organisation de RDV Emploi – Formation, la REF accompagne les MEDEF départementaux et leurs entreprises, sur la mobilisation des outils formation, leurs règles de fonctionnement et de financement et les réponses aux interrogations techniques. Dans la continuité de fin 2021, les webinaires de 2022 sont tournés vers les problématiques de recrutement des entreprises :

- Présentation de l'offre de services de l'APEC, par son directeur régional et son équipe.
- Présentation du CPF, co-animé par la Caisse des Dépôts et Consignation,
- Les enjeux de la RSE, a été présenté par la conseillère environnement sécurité RSE pour les MEDEF départementaux de Bretagne.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

La REF accompagne les instances de gouvernances régionales des élus, (Pdt MR, Pdt Branches et des 3 membres associés que sont la SNCF, EDF et ENEDIS, et Pdt MT) et du DG sur les sujets emploi éducation formation.

- 1) **CREFOP** : 2022 fût l'année d'un travail de réécriture du règlement intérieur du CREFOP et de validation d'une feuille de route afin de redynamiser et revalider ensemble la volonté d'un quadripartisme opérationnel.
- 2) **Déploiement du CPRDFOP** : La REF a participé aux travaux de réflexion du MEDEF Bretagne autour de la Stratégie Régionale des Transitions Economiques et Sociales pour donner suite à la sollicitation de la Région sur l'écriture d'un AFOM (Atout Faiblesse Opportunités Menaces). La REF a participé au séminaire de travail sur le CPRDFOP.
- 3) **Réunions paritaires trimestrielles** : Le MEDEF Bretagne a permis la mise en place de réunions paritaires trimestrielles. La REF s'assure de faire vivre ces réunions en gérant le lien avec les collèges salarial et patronal ; les décisions d'ordre du jour ; la rédaction des relevés de décisions.

La REF dispose aussi de plusieurs mandats au sein des instances régionales Emploi-Formation (IPR Pole Emploi, CREFOP, AT PRO, APEC, GREF Bretagne)

- 1) Réunions de l'IPR Pôle Emploi: 2022 fut l'année d'une présidence des organisations représentatives des employeurs. La REF a participé à toutes les réunions IPR Politique, sauf celle de juin, qui ont lieu une fois par mois en présence du directeur régional de Pôle emploi.
- 2) Réunions du CREFOP: La REF et le délégué de l'UIMM Bretagne ont assuré la suppléance du Vice-président du CREFOP et co-président de la Commission « Formation » pour le premier semestre. Au premier semestre 2022, la REF a préparé et assisté à 2 réunions de Bureau, 1 Comité plénier, 1 Commission formation et un séminaire de préparation du CPRDFOP.
- 3) AT PRO Bretagne: mise en place d'un groupe de travail paritaire dans la mise en place d'une méthodologie pour établir chaque année la liste des métiers à fort besoin en main d'œuvre. La REF a assuré le remplacement du titulaire qui s'était porté bénévole et qui n'a pas pu assister aux deux premiers groupes.
- 4) APEC: En tant que titulaire, la REF est invitée au Comité Paritaire Régional de l'APEC qui ont pour objectif: le suivi des actions territoriales de l'APEC et le bon déploiement de l'offre de service à destination des entreprises et des cadres. La REF a été présente à 1 CPR APEC sur le premier semestre 2022.
- 5) GREF Bretagne: 2022 voit l'aboutissement de 2 ans de négociation par la création de ce 4ème collège des partenaires sociaux. En cette fin du 1er semestre 2022, le dossier est en attente de validation définitive à la Préfecture. La REF représentera le MEDEF lors des AG.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le MEDEF Bretagne s'est attaché à assurer une forte présence auprès de ses mandataires en veillant notamment à la bonne diffusion de l'information, en entretenant une relation de grande proximité avec ses chefs de file et en favorisant les échanges avec les collaborateurs du MEDEF.

La REF organise et anime les réunions préparatoires aux instances où siègent les mandataires du MEDEF Bretagne, lorsque cela s'avère nécessaire (IPR, TRANSITIONS PRO, CREFOP, APEC).

Certaines sessions du CESER nécessitent un soutien des mandataires MEDEF sur les sujets emploi-formation. La REF analyse la politique régionale en matière d'éducation, d'emploi et de formation et propose aux mandataires MEDEF des contributions.

MEDEF CENTRE-VAL DE LOIRE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'année 2022 a été marquée par l'absence de la CRFP de novembre 2021 à l'arrivée du nouveau CRFP le 22 août 2022. Le REF et la Chargée de Mission Relation Ecole-Entreprise ont poursuivi une partie des missions engagée sans pour autant pouvoir compenser totalement cette absence.

- 1) IDENTIFICATION DES BESOINS EN COMPETENCES:
 - o Poursuite du projet en lien avec le GIP Alfa Centre (CARIF OREF) pour accompagner les entreprises et les acteurs dans la démarche compétences. Aller vers la création d'un collectif d'entreprises pour répondre à leurs enjeux RH,
 - o Relance des animations de clubs d'entreprises sur les thématiques compétences, emploi, formation, RH :

- Préparation avec les MT et la CCI du calendrier et des thématiques : actualités réglementaires, dispositifs de formations professionnelles, marque employeur, recrutement, repérer et évaluer les compétences, softskills, GEPP, CPF, QVT,
- Réalisation des supports de présentation et outils de communication,
- Préparation des ateliers participatifs et animation des clubs,
- Promotion de l'accompagnement compétences individualisé.

2) CONTRIBUER À L'INGÉNIEURIE DE PROJETS ET AUX ACTIONS AVEC LES ACTEURS DU TERRITOIRE :

- Participation aux Comité de Pilotages, à l'élaboration de la stratégie et des documents de référence et à la mise en œuvre opérationnelle pour : la convention AGEFIPH – MEDEF Centre-Val-de-Loire et MEDEF Territoriaux ; le Plan Régional d'Insertion des Travailleur Handicapés ; la Semaine de l'Industrie ; CMQ Numérique,
- Participation à la cellule d'appui régionale GPECT pour orienter les actions et définir un cadre d'accompagnement des animateurs en territoire.
- Appui aux MEDEF Territoriaux pour apporter réponses et conseils à leurs adhérents.

3) LA RELATION ECOLE-ENTREPRISE

- Actions de communication : Création d'un plan de communication à la fois pour le MEDEF Régional ainsi que pour les MEDEF Territoriaux ; création de supports et communication sur les réseaux sociaux.

4) MISE EN ŒUVRE DE L'ANI

Lors des réunions ou rencontres avec les entreprises ou les mandataires, le REF rappelle la philosophie et le sens de l'accord et précise le lien des dispositifs avec une approche stratégique des compétences en entreprise.

Par ailleurs, étant présent dans les instances régionales (CPRDFOP, CREFOP plénier, bureau du CREFOP, ...), il veille de manière pédagogique à orienter les actions ou dispositifs mis en place au niveau régional dans la logique de l'ANI.

5) APPRENTISSAGE

Le MEDEF Centre-Val de Loire continue de promouvoir la réforme de l'apprentissage dans la ligne des positions du MEDEF à la suite du dernier ANI.

Le Conseil Régional continue également de produire une « carte cible apprentissage » qui n'est bien sûr plus prescriptive. Il a cependant évolué puisqu'il intègre les travaux d'élaboration du PRF dans sa réflexion lors de la consultation des acteurs.

Un travail continue afin de modifier l'angle de vue des acteurs régionaux sur l'identification des besoins en compétences et sur leur capacité à construire une « carte cible » globale en amont de tout recours à des dispositifs emploi-formation permettant de répondre à ces besoins.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN ŒUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Dans le cadre de ses activités, le Délégué Général est intervenu sur les champs de l'emploi et de la formation notamment sur les thématiques ou dossiers ci-dessous :

- Stratégie mandat, gestion et animation des mandataires - Coordination politique,
- Lien formation - emploi dans les commissions, le comité des mandats, le Bureau, le CA, l'AG du MEDEF Centre-Val de Loire,
- Relations avec les branches professionnelles et les MEDEF Territoriaux,

- Relations avec les Organisations Patronales (CPME, U2P, UDES, FRSEA), relations avec les Organisations syndicales,
- Dialogue social territorial /réforme de la formation,
- Comité régional de gestion des fonds européens,
- Elaboration et mise en œuvre du SRDEII, du SRADDET, du CPER (cohérence avec les sujets emploi et formation),
- Relations avec l'Etat, le Rectorat, le Conseil régional, Pôle-Emploi.

1) DIALOGUE SOCIAL ET PARITARISME

Le quadripartisme en région CVL fonctionne depuis plusieurs années car le paritarisme, exercé notamment à la COPIRE puis le COPAREF, a permis de conserver une habitude de travail entre les partenaires sociaux et de préparer leurs positions dans les instances telles que le bureau du CREFOP.

Néanmoins, le fait de ne plus avoir d'espace dédié au dialogue social régional donne plus de marge de manœuvre à l'Etat et la Région. Nous devons souvent contrer des initiatives de leur part visant à mener des actions seuls ou à 2, mettant les partenaires sociaux devant le fait accompli...

Par ailleurs la DREETS rivalise d'initiatives de promotion du dialogue social, laissant ainsi penser que ce dernier n'est pas assez développé...

Le PRES, Pacte Régional Economique et Social, mis en place au premier confinement du Covid sous l'impulsion du MEDEF Centre-Val de Loire et de la DREETS, n'a pas été prolongé en 2022 et la question des tensions de recrutement a notamment été reprise par la DREETS via les CODEVE.

2) PACTE

Le PIC étant financé par les entreprises pour moitié, nous avons été vigilants dans les comités de pilotage ou au sein du CREFOP pour que le Conseil Régional ne décide pas seul des réorientations des actions de ce plan.

Le COPIL prévu à cet effet a ainsi pu se réunir en 2022 permettant de donner de la visibilité aux partenaires sociaux et les associant mieux dans les décisions d'orientation des actions.

3) CARTE CIBLE

Après un travail avec les BP et les MT sur la position du MEDEF Centre-Val de Loire de promouvoir le chantier de mise en œuvre « d'une carte cible tous dispositifs » dans un cadre quadripartite se substituant à la carte des formations, la carte apprentissage..., le REF a pesé de son influence dans la rédaction du CPRDFOP pour intégrer politiquement cette nouvelle façon d'appréhender le « travailler ensemble » et de coconstruire les politiques régionales EFOP.

Avec la finalisation du CPRDFOP, 2022 a permis de poursuivre le chantier de structuration des lieux d'échanges permettant de mettre en œuvre les politiques EFOP et, dans la perspective des travaux liés à France Travail, de les articuler avec les politiques « emploi-insertion » à travers le Bureau du CREFOP et la mise en place de commission dédiées.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Dans son champ de compétences, le REF participe au processus de renouvellement des mandats, en fournissant des explications sur chaque mandat afin d'orienter la désignation de personnes motivées et compétentes sur le domaine en question.

Il veille également à constituer un équilibre au niveau des secteurs d'activité représentés et assure le suivi des présences ainsi que la valeur ajoutée des mandataires dans leurs mandats respectifs en relation avec les chefs de file.

En 2022, comme chaque année, nous avons réalisé une actualisation du guide du mandataire régional constitué de fiches mandats opérationnelles à destination de tous les mandataires régionaux, des membres du conseil d'administration du MEDEF Centre-Val de Loire.

Une information régulière traitant des sujets qui relèvent des champs de la formation professionnelle et des actions menées en région sur les sujets importants est par ailleurs relayée en continu aux mandataires MEDEF de la région centre.

D'une manière générale, cette information a pour objet de d'alimenter les mandataires au fil de l'eau pour leur permettre d'exercer efficacement leur mandat.

Le projet « école des mandataires » avance bien et devrait conduire à des actions d'information et de professionnalisation des mandataires au plus proche des territoires.

SEMINAIRE DES MANDATS

Le 29 novembre 2022, s'est tenue une réunion annuelle des mandataires, à laquelle ont été conviés, comme à l'accoutumée, les mandataires régionaux ainsi que les mandataires départementaux.

Lors de cette réunion, Christophe Beaux, directeur général du MEDEF est intervenu sur une présentation macro. Nous avons également fait un point sur les schémas régionaux et présenté les travaux en cours concernant les mandats.

À la suite d'une réflexion menée lors du séminaire de juillet 2020 et la création d'un « GT Mandataires » qui a permis de tenir des réunions régulières, il a été identifié 3 projets à mettre en œuvre afin de répondre aux besoins des mandataires :

- Création sur le site du MEDEF Centre-Val de Loire d'un onglet mandataire avec un accès par mot de passe pour alimenter nos mandataires en doctrine ;
- Création de « l'écho des mandataires » pour informer et vulgariser les mandats
- Création de l'école des mandataires pour répondre aux besoins d'information et de professionnalisation sur l'écosystème, les éléments de dialectique, et des formations techniques par grandes thématiques de mandats

MEDEF CORSE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

En 2022, le MEDEF Corse sous l'impulsion de son nouveau Président a créé 6 commissions qui se réunissent régulièrement, composées d'adhérents volontaires et présidées par des adhérents experts du sujet ; 3 commissions ci-après sont animées par la CRFP et la REF.

Ces commissions sont des groupes de travail permettant de concrétiser des projets, et de porter la voix des entreprises sur les sujets économiques et sociétaux de notre territoire. Ainsi :

- Commission Compétences : soutenir et d'accompagner les dirigeants(tes) dans leur difficultés et problématique quotidiennes notamment aux difficultés de recrutement, devenir leader auprès des Pouvoirs publics,
- Commission Développement durable, transition écologique, RSE : accompagner les entreprises vers la transition écologique et économique, le développement durable et la RSE (responsabilité sociétale de l'entreprise).
- Commission Développement des entreprises : soutenir le développement des entreprises en Corse notamment à travers des mesures fiscales et financières, le développement de l'activité par le financement, le développement des transmissions/reprises, le soutien des entreprises en difficulté.

- Commission Transport, import/export, DSP
- Commission Langue Corse
- Commission Tourisme

Il a été organisé 5 rencontres thématiques webinaires et RDV animés par des experts pour nos adhérents :

- Petit déjeuner « Action logement » en partenariat avec l'Action Logement Corse à Ajaccio,
- Webinaire « Mon Compte Professionnel de Formation (Mon CPF) » en partenariat avec L'Académie MEDEF, la Caisse des dépôts et l'OPCOMmerce
- 2 Petits-déjeuners mix présentiel/visio « Aides Tremplin PME » en partenariat avec l'ADEME Corse à Ajaccio et Bastia,
- Petit-déjeuner « Cybersécurité » à Ajaccio en partenariat avec Pic informatique et les services de Cyber malveillance,
- Une soirée rencontre adhérents avec Dominique Carlac'h, porte-parole et vice-Présidente du MEDEF et de plusieurs ligues sportives dans l'objectif de créer du lien entre les dirigeants et les sportifs de haut niveau insulaires, l'occasion de présenter la plateforme MEDEF « je soutiens un athlète ».

Mise en œuvre d'actions Jobs & Sports

En 2022, le MEDEF Corse a lancé une nouvelle action visant à favoriser les recrutements de ses adhérents par le sport. 6 actions « Job & sport » ont été réalisées en 2022 en partenariat avec Pôle emploi et la Délégation aux droits des femmes et à l'égalité :

- Avril – métiers de l'aéronautique à Ajaccio,
- Mai – métiers du BTP à Bastia,
- Juin – Insertion à Bastia,
- Juillet – Action découverte pour les partenaires à Ajaccio,
- Septembre – Alternance à Ajaccio,
- Décembre – métiers de l'agroalimentaire à Ajaccio.

Mise à disposition d'un espace recrutement

131 demandes ont été traitées par notre Espace Recrutement en 2022 : 67 candidatures spontanées et 64 offres d'emploi reçues. Par la suite, les candidatures et offres sont envoyées à nos adhérents directement par email.

Actions Relations Ecole-Entreprises : avec l'appui du Chargé de mission école-entreprises déploiement des actions :

- Concours Clash tes Stéréotypes : En partenariat avec la Délégation régionale des Droits des Femmes et à l'Egalité, la 2ème édition du Challenge s'est clôturée en visio/duplex le 16/05 entre les collèges de Vico en Corse du Sud et Biguglia en Haute Corse avec la participation de 159 élèves. La Cité des métiers de Marseille avait prêté une exposition de portraits illustrant les stéréotypes métiers genrés/non genrés.

Visites en entreprise

En 2022, le MEDEF Corse a organisé plusieurs visites en entreprise afin de permettre aux élèves d'approcher de manière concrète le monde de l'entreprise, son fonctionnement ainsi que les différents métiers qui la composent.

2. LOBBYING, CONCEPTION, SUIVI ET MISE EN OEUVRE DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le Collectif Inter Financeurs est devenu un laboratoire de la relation financeurs-prestataires de formation : animé par le Medef depuis 2016 à partir du Décret Qualité des prestataires de formation,

puis Qualiopi le Collectif est composé des représentants "techniciens-experts" de la Collectivité de Corse, Pole Emploi, Agefiph, AT PRO, les Opco (notamment Construction, Opcommerce, Akto, OpcoEP, Ocapiat, Opcosanté, Afdas) et le SRC, la DREETS et le CARIF OREF. Ces travaux viennent en complément des sujets traités par le Crefop .

2022 a été centrée sur le recueil des coûts de formation par financeur pour analyse et demande de régulation et sur la poursuite de l'élaboration d'un plan de professionnalisation des OF.

Le CREFOP et ses commissions

En outre, une participation aux réunions du Bureau et aux commissions « évaluation du CPRDFOP 2017-2022 », « formation » pour l'élaboration de la liste des métiers en tension, « orientation » pour la participation à la conception et l'organisation d'un Salon des formations et des métiers à Biguglia en octobre 2022, porté par la Collectivité de Corse.

Participation aux Comités Locaux Formation – CLF Le MEDEF Corse a participé aux CLF organisés en 2022 conjointement par Pôle emploi Corse et la Collectivité de Corse sur les 5 bassins d'emploi à Corte, Plaine Orientale, Pays ajaccien et pays ajaccien industrie, Extrême sud, Grand Bastia. Objectifs : recueillir les attentes et besoins en compétences des entreprises au plus près des territoires.

Transitions Pro Corsica

En tant que titulaire la REF est présente à toutes les instances, Bureau-CA-Commission. Par ailleurs, en novembre, à l'initiative du MEDEF et porté par Transition Pro Corse avec d'autres partenaires s'est tenu le 1er salon régional corse de l'évolution et de la reconversion professionnelle.

Pôle Emploi Corse

En 2022, le MEDEF Corse a réalisé un partenariat avec Pôle emploi avec l'action Job & sport. Pôle emploi est intervenu en appui sur la communication des événements, sur le sourcing des candidats, sur la participation aux événements avec un ou plusieurs conseillers, sur la présentation des aides et mesures à l'emploi.

Aussi, le MEDEF Corse a participé aux salons en ligne organisés par Pôle Emploi Corse :

- Février - Métiers du tourisme
- Avril – Métiers du transport et de la logistique
- Septembre – Alternance

Le MEDEF Corse a participé aux club RH Pôle emploi :

- Juin – « le sourcing, étape indispensable de votre recrutement »
- Novembre - « comment recruter et intégrer une personne en situation de handicap ? »

Association A Murza-Cap Emploi Corse : convention Emploi & Handicap

Ce partenariat vise à faciliter la prise en compte des besoins des entreprises et des travailleurs handicapés, sécuriser les parcours d'accompagnement, de recrutement et de maintien dans/en emploi, renforcer la compétitivité des entreprises, favoriser l'attractivité des territoires et des secteurs professionnels.

Missions locales

En 2022, le MEDEF Corse a invité les Missions locales à participer aux actions de recrutement « Job & sport ». A ce titre, elles ont diffusé l'information, inscrit les jeunes sur les actions thématiques et participé activement aux journées.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

En 2022, le MEDEF Corse a organisé 2 événements dans le cadre de l'animation des mandataires :

- 01 juillet - séminaire des référents mandataires avec la présence de Jean Luc Monteil à Porticcio
- 09 décembre - séminaire des mandataires « Enjeux et influence » à Ajaccio

MEDEF GRAND EST

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'équipe Emploi-Formation du MEDEF Grand Est a travaillé en 2022 sur plusieurs thématiques :

- **L'emploi, la formation et les mobilités professionnelles** : L'équipe Emploi-Formation a travaillé sur l'évaluation du rapport final réalisé par le cabinet SAULEA concernant l'évaluation du marché cadre du CEP. L'équipe Emploi-Formation a également participé aux travaux visant à optimiser l'exploitation des données mises à disposition par la Caisse des Dépôts au regard des besoins du MEDEF et ainsi identifier comment aller plus loin sur les indicateurs à collecter et à exploiter dans l'optique d'une meilleure information et un meilleur outillage des adhérents du MEDEF sur le CPF.
- **L'identification des besoins en compétences et la situation de l'emploi sur la région Grand Est** : Dans un objectif de service aux adhérents, l'équipe Emploi-Formation a réalisé des fiches techniques « Emploi-Formation » sur la base des données issues d'ADECCO ANALYTICS. Ces éléments statistiques axés sur l'Emploi et la Formation accompagnent l'argumentaire du MEDEF Régional lors des instances régionales de concertation, notamment au sein du CREFOP (Comité Plénier, Bureau et Commissions). Le MEDEF Grand Est a également poursuivi le travail amorcé en 2021 avec un MEDEF Territorial sur l'identification des compétences et la définition des emplois porteurs et menacés sur un bassin d'emploi déterminé.
- **La co-construction des rencontres régionales Pôle Emploi et adhérents du MEDEF Grand Est** : Dans un contexte de pénurie de recrutement, le MEDEF Grand Est a organisé un webinaire à destination de ses adhérents. Coconstruit avec la Direction Régionale de Pôle Emploi, cette réunion poursuivait l'ambition de présenter l'offre de services de Pôle Emploi à destination des entreprises de façon pédagogique, en partant de situations réelles de recrutement.
- **L'organisation d'un échange MEDEF Grand Est et l'Union des Entreprises Luxembourgeoises** : Le MEDEF Grand Est a réuni l'ensemble de ses adhérents pour une rencontre avec l'UEL (Union des Entreprises Luxembourgeoises) sur le dispositif du CPF : ses points forts et ses points faibles, d'un point de vue patronal. Cet échange s'est inscrit dans le contexte d'une recommandation européenne sur la mise en place d'un compte individuel à la formation. L'expérience française du DIF (Droit Individuel de Formation) puis du CPF fait figure d'exemple pour les autres pays européens.
- **L'organisation Webinaire – Session de sensibilisation « Avec le CPF, l'entreprise aussi est gagnante – Mode d'emploi »** : Le MEDEF Grand Est a décliné régionalement la session de sensibilisation consacrée sur le principe de la co-construction et la codécision sur le CPF. Ce webinaire a été articulé sur la base de 3 séquences : un état des lieux du CPF en France et en région Grand Est, deux témoignages d'entreprises et deux témoignages d'OPCO.
- **Le développement de la Relations Ecole – Entreprises et la promotion de l'entrepreneuriat** : Le MEDEF Grand Est est investi au sein d'EPA (Entreprendre Pour Apprendre) Grand Est et permet ainsi de promouvoir la création d'entreprise auprès de jeunes sous statut scolaire. Par ailleurs, dans le cadre de la Semaine Ecole – Entreprise 2022 portant sur le thème « Les jeunes et les entreprises au cœur des défis des compétences », le MEDEF Grand Est, en

partenariat avec des acteurs socio-économiques, a organisé une journée de sensibilisation sur les métiers du numérique à destination d'une centaine de collégiens et lycéens mosellans.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Grand Est est représenté au sein de chacune des instances du CREFOP (Conseil Plénier, Bureau et Commissions), avec l'appui de l'équipe Emploi-Formation.

La nouvelle mandature du CREFOP Grand Est a été installée le 4 mai 2022. Le MEDEF Grand Est détient la Vice-Présidence de l'instance, il est aussi représenté au sein de chacune des instances du CREFOP (Conseil Plénier, Bureau et Commissions) ce qui permet d'influer sur la politique régionale de formation en apportant expertises et informations sur les tensions de recrutement au sein des entreprises.

- **Lobbying et réalisations MEDEF Grand Est au sein du Bureau et de la Configuration Plénière du CREFOP**

Le MEDEF Grand Est a insisté sur la nécessaire complémentarité entre les travaux de chaque Commission. Le MEDEF Grand Est a été porteur de la volonté d'instaurer des thématiques transverses à l'ensemble des Commissions : handicap, dimensions transfrontalières de la région, métiers en tension, emploi des seniors, métiers et emplois de demain, territorialisation des réponses en matière d'orientation – emploi – formation.

Le MEDEF Grand Est a été acteur de la rencontre entre le CESER Grand Est- Commission Formation tout au long de la vie et le CREFOP Grand Est, en apportant des éléments de réponse et de compréhension sur l'ensemble des thématiques de l'ordre du jour de la réunion. Les bases d'une potentielle collaboration entre les 2 instances ont été posées sur 4 thématiques majeures : l'orientation, le développement des compétences, les difficultés de recrutement et les programmations formation.

- **Lobbying et réalisations MEDEF Grand Est au sein des Commissions Formation du CREFOP**

Le MEDEF Grand Est a participé à l'élaboration de la feuille de route de la Commission. Cette dernière a ainsi pour ambition de construire une vision partagée des stratégies de développement des compétences professionnelles par la formation professionnelle initiale et continue. Il a été signalé que la Commission Compétences est un espace de consultation ou de concertation.

Par ailleurs, le MEDEF Grand Est a souligné l'importance de se rapprocher des autres régions dont l'industrie automobile est fortement présente afin de mutualiser les informations sur la thématique des transitions au sein de ce secteur d'activité.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Les mandataires du MEDEF Grand Est constituent un véritable levier d'influence et de leadership sur l'ensemble de la région. Les mandataires permettent de :

- Défendre les intérêts communs des entreprises,
- Contribuer à une gestion efficace des organismes dans lesquels ils siègent,
- Assurer une déclinaison régionale des positions et doctrines du MEDEF,
- Favoriser la création d'un environnement favorable aux entreprises,
- Promouvoir et partager l'esprit d'entreprise.

L'équipe Emploi – Formation du MEDEF Grand Est s'attache à accompagner les Présidents, Vice-Présidents, chefs de file et mandataires au sein de chaque instance régionale Emploi – Formation (CREFOP, TRANSITIONS-PRO, POLE EMPLOI, APEC, ARACT, EPA, ARDAN, ...) afin que les positions et doctrines MEDEF puissent être explicitées et argumentées au cours des débats menés au sein des réunions des instances, qu'il s'agisse de réunions de Bureaux, Conseils d'Administration, Commissions, Conseils Pléniers.

Les objectifs poursuivis par l'équipe Emploi – Formation sont multiples :

- Construire une relation qualitative de travail et d'échanges afin de porter la voix du MEDEF dans les actions de lobbying et prise de positions politiques,
- Veiller et s'assurer de la cohérence des positions portées par chaque mandataire au regard de la ligne politique nationale et régionale et pouvoir ainsi intervenir rapidement lors des réunions des instances afin de recentrer les débats,
- Être en mesure de créer des liens transverses entre les différentes instances régionales quant aux thématiques traitées aux sein des instances.

Ainsi, l'équipe Emploi – Formation veille à alimenter l'ensemble des mandataires via :

- Des éléments de langage en lien avec les différents sujets abordés lors des réunions des instances,
- Des éléments d'information de nature juridique et / ou technique,
- Des notes relatives à des thématiques précises.

L'équipe Emploi – Formation s'est donnée pour priorité de tisser des liens fonctionnels réguliers, liens qui se matérialisent par des échanges téléphoniques, mails, points en présentiel / visio, en amont des réunions des différentes instances.

En novembre 2022, le MEDEF Grand Est a organisé un séminaire des mandataires afin de valoriser la fonction de mandataire et également créer un espace d'échange et de partage.

MEDEF GUADELOUPE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

La CRFP a entrepris plusieurs actions visant à atteindre les objectifs suivants :

- Décliner la politique patronale d'emploi et de formation travailler aux orientations nationales et aux besoins spécifiques du territoire. Cela implique de prendre en compte les caractéristiques économiques, les secteurs d'activité prédominants et les demandes entreprises locales.
- Animer les mandataires, le Club RH et la commission sur les sujets liés à l'emploi ; à la formation et à l'insertion professionnelle. Le rôle de la CRFP était de favoriser les échanges, de coordonner les actions et de garantir la prise en compte des enjeux régionaux dans les prises de décision.
- Promouvoir les formations en alternance auprès des chefs d'entreprises. La CRFP a cherché à sensibiliser les employeurs aux avantages de ce type de formation.

Organisation de webinaires sur différentes thématiques liées à l'emploi-formation-inclusion :

- Retour au péyi
- Travail et handicap
- Management post-Covid
- Renforcer la gestion RH grâce au PCRH
- FNE Formation
- Activité partielle
- Réinsertion des détenus et travail en centre pénitentiaire

Formation des dirigeants : promotion et gestion des dossiers AGEFICE

La CRFP assure le service de proximité au travers du PTA AGEFICE, et de ce fait, informe sur les modalités de prise en charge, veille à la conformité des dossiers, assure un suivi du dossier jusqu'au règlement.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les mouvements sociaux ont permis de relancer son souhait de porter un dispositif d'aide au recrutement à l'instar du "Pacte pour l'emploi des jeunes". De ce fait des **projets de "pactes" en faveur des cadres et des séniors** ont été soumis au MOM à l'occasion de son déplacement,

CREFOP : il n'y a qu'une réunion et ce fut l'occasion de rappeler au Conseil régional les points sur lesquels nous étions en attente de réponses, notamment, le recouvrement des créances des OF, le paiement des stagiaires et la restructuration du CARIF OREF en le dotant des ressources humaines et financières (comme recommandé lors de l'audit de l'AFPA).

Transition pro : Lors de l'installation du CA de Transitions pro, des tensions entre les syndicats ont conduit à un placement de l'instance sous administration provisoire.

De nombreuses interrogations sur la légitimité de certaines organisations ou de ses représentants ont été soulevées auprès du Préfet de région, mais à ce jour, nos courriers demeurent sans réponses. En effet, FO ne reconnaît pas la légitimité du représentant, et la CGTG n'est pas considérée comme OS représentatives.

Ces points de blocages ne permettent pas d'avoir une visibilité sur la reprise d'une administration "normale" des mandataires

Alerte par courrier l'administrateur provisoire car peu de remontées sur les avancées des travaux au sein de la structure. Convenu d'organiser des points mensuels avec l'administrateur provisoire.

Appui pour la mise en relation avec les acteurs locaux dans le domaine de l'emploi-formation (OPCO, Conseil régional, Pôle emploi, ...) en vue de signer des conventions de partenariat.

Challenge ton Avenir : Convention de partenariat visant à accompagner les jeunes licenciés dans le cadre d'une formation et à l'issue un emploi. Les principaux partenaires institutionnels peinent à honorer leurs engagements, de ce fait, une relance active de la communication a été menée afin d'atteindre les objectifs fixés (100 licenciés par an)

HEC Paris : projet de partenariat avec une structure accueillante (ASFO, CCI ou MEDEF)

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Transitions Pro : organisation de points mensuels avec l'administrateur provisoire

En parallèle, une sensibilisation sur le dispositif TransCo a été menée auprès des adhérents, et des séances de travail ont eu lieu avec la DEETS concernant les métiers porteurs (5 dossiers aboutis).

IPR : suivi des présences des mandataires car accumulation de retard dans le traitement des dossiers des DE faute de quorum (souvent du collège patronal)

En général, le **suivi des mandats emploi-formation** est assurée par la CRFP de l'appel à candidatures, information de nomination des candidats, signature charte, vérification des remontées des CR de réunions + présence mandataire, archivage des éléments relatifs aux mandats

MEDEF GUYANE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le MEDEF Guyane s'est attaché à atteindre ses objectifs en 2022, grâce au recrutement d'une Responsable Emploi Formation et du renouvellement de l'équipe permanente.

1) Mobiliser l'écosystème régional en vue de soutenir le développement de l'apprentissage

- a) Promotion de l'apprentissage (acteurs, entreprises, instances) dans les secteurs et bassins d'emploi en tension.
- b) Promotion du plan « 1 jeune 1 solution » auprès du public entrepreneur pour inciter au recrutement d'apprentis.
- c) Animation d'ateliers sur l'alternance dans les fédérations adhérentes.
- d) Interventions dans les établissements scolaires.
- e) Rapprochement de l'entreprise auprès des étudiants grâce aux actions Ecole-Entreprise

2) Agir au sein des instances emploi-formation

- a) Participation aux instances (CEN, Transition Pro, CREFOP, ARACTE).
- b) Animation en distanciel de la commission Emploi-Formation-Éducation.

3) Accompagnement des chefs d'entreprises et appui RH

- a) Point d'accueil AGEFICE : quelques chefs d'entreprises ont été accompagnés dans leur parcours de demande de financement des formations.
- b) Webinaires de l'Académie du MEDEF proposés aux adhérents et actualités relayées dans des flashes hebdo.
- c) Création d'un Club RH animé par la REF.
- d) Sessions d'information en présentiel animées par les OF adhérentes et les institutions spécialisées (AGEFIPH, ARACTE, TRANSITION PRO...)

4) Mobiliser les acteurs pour être force de proposition face aux nouveaux enjeux de la formation professionnelle

- a) Faciliter le recours aux outils existants (CEP, Pro A, VAE, ...) par la construction d'outils clés en main, l'information, la promotion, la mobilisation des acteurs (OPCO, opérateurs CEP, OF, CFA, Institutions, ...).
- b) Co-Construction avec l'écosystème un plan d'action pour le développement des compétences numériques sur le territoire.
- c) Sensibiliser les mandataires sur les changements organisationnels que portent le MEDEF Guyane (réunions d'informations, formations, supports et outils, EDL...).

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Guyane a continué à mener ses actions entreprises sur :

- Le Club « Les entreprises s'engagent en Guyane » : le Leadership du Club est assuré par Carrefour Matoury (adhérent du Medef), appuyé par le MEDEF Guyane et les services de l'État depuis 2019. Bilan en 2022 : 23 entreprises de Guyane font parties du club, toutes sont signataires de la convention.
- Création de l'Association d'Aide Psychologique aux Entrepreneurs en Souffrance Aiguë (APESA) Guyane, avec le concours de partenaires institutionnels et privés (La Présidente du Tribunal Mixte de Commerce de Cayenne (TMC), le Greffe du TMC, l'Association Guyanaise des Psychologues (AGP), la Préfecture, La CCI Guyane, la Collectivité Territoriale de Guyane...).
- Accompagnement de l'Association Régionale pour l'Amélioration des Conditions de Travail en Entreprise (ARACTE) Guyane dans le développement des missions centrées autour de la QVCT, de la santé et de la sécurité au travail et du dialogue social.

- Sensibilisation au recrutement des personnes en situation de handicap en partenariat avec l'AGEFIPH (webinaire et projet de convention).
- Accompagnement du Pôle Étudiants Pour l'Innovation, le Transfert et l'Entrepreneuriat (PÉPITE) sur les secteurs attractifs et en tension, en partenariat avec l'Université de Guyane (UG) : Mobilisation de chefs d'entreprises pour renforcer les équipes d'enseignement pédagogique.
- Soutien à la création d'un CFA « Hors les murs » interprofessionnel localisé sur le bassin de l'ouest guyanais et promotion de l'apprentissage (acteurs, entreprises, instances), via l'annuaire des entreprises du MEDEF Guyane : Yane.gf.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- Le MEDEF Guyane s'appuie sur les formations de l'Académie et sur les organismes de formations adhérentes pour déployer des contenus pédagogiques à destination des chefs d'entreprises sur divers sujets (utilisation des fonds européens, gérer un plan de formation, utiliser les services des SPE, accompagner les salariés sur leur reconversion professionnel etc.). Pilotée par la Responsable Emploi et Formation, le MEDEF Guyane propose de large campagne d'information, notamment grâce à la commission Emploi-Formation et le Club RH, celui-ci étant destiné aux professionnels de la fonction Ressources Humaines. La vice-présidente déléguée à l'emploi et à la formation professionnelle est pleinement investie dans son rôle de chef de file. Elle a su fédérer autour d'elle des chefs d'entreprises impliqués et motivés pour déployer des actions, en faveur des personnes éloignées de l'emploi, des jeunes et actifs.
- Le MEDEF Guyane renforce ses positions dans les instances paritaires. En effet, ses mandataires occupent des rôles clefs, tels que la présidence de la médecine du travail, la caisse d'allocation familiale, l'ARACTE Guyane et le GEIQ Multisectoriel. De plus, il est systématiquement consulté et convié lors des assemblées générales et des instances consultatives de la collectivité territoriale et assimilées, sur les volets emploi et formation professionnelle. La présence des branches professionnelles parmi ses adhérents lui confère une légitimité indiscutable et fait de lui un partenaire indispensable.

MEDEF HAUTS-DE-FRANCE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Développer les liens entre le monde économique et le monde de l'éducation

Clubster Ecole Entreprise des Hauts-de-France :

En 2022, l'association a pu réellement déployer ses activités après une période ponctuée de stop and go lié à la crise sanitaire. Les actions suivantes ont été réalisées :

- Constitution et animation des bassins d'éducation
 - Au sein de ses comités locaux école entreprise (CLEE), le CLUBSTER a pour objet de développer les relations école entreprise dans le secondaire, le supérieur et en faveur de l'inclusion. Au total, environ 15 réunions de bassin se sont tenues sur la Région,
- Le développement d'un outil digital de centralisation/coordination/animation des ressources emploi/éducation/formation
 - En 2022, le cahier des charges a été rédigé par une société sélectionnée dans le cadre d'un appel d'offre. Le processus de sélection du développeur informatique sera finalisé en 2023 avec pour objectif un outil opérationnel avant juin 2023.

- Participation à la Semaine de l'industrie :
 - La DREETS Hauts-de-France a alloué au CLUBSTER une enveloppe de 30K€ afin de financer aux établissements scolaires de la Région Hauts-de-France des transports pour réaliser des visites d'entreprises industrielles. Ainsi : plus de 130 bus financés et plus de 3000 jeunes ont pu faire une visite
- La convention de coopération entre la Région Académique Hauts-de-France et le CLUBSTER
 - A l'occasion de la cérémonie des Pépites de l'alternance, s'est opérée la signature de la convention cadre de coopération entre la Région Académique Hauts-de-France et le CLUBSTER.
- La participation à des salons :
 - Le MEDEF était présent ainsi que le CLUBSTER sur les salons avec des offres d'emploi récupérées en amont par les partenaires (fédérations, chambres consulaires) et les MEDEF Territoriaux.

ADREE

Objectif : développer et financer des projets (via la collecte du 13% de taxe d'apprentissage) pour soutenir le développement des relations école entreprise

Actions réalisées :

- Mise à jour du site internet et du kit de communication ; publication sur les réseaux sociaux
Publication sur les RS
- Relais d'information auprès du réseau de la Direction Emploi Formation du MEDEF National et des adhérents du MEDEF Hauts-de-France

SOFT SKILLS FACTORY

Objectif : accompagner les adhérents du MEDEF Hauts-de-France et leurs entreprises dans le recrutement et la fidélisation des alternants.

Actions réalisées :

- Campagne de communication via l'ADREE en mode "crowdfunding",
- Animation de 3 ateliers avec une dizaine d'entreprises contributives et des partenaires pour définir le périmètre du projet.

WORLDSKILLS

Objectif :

- Soutenir le rayonnement du concours,
- Inviter les entreprises des adhérents du MEDEF Hauts-de-France à s'inscrire dans cette compétition en investissant dans l'accompagnement des jeunes (excellence, Attractivité, marque employeur) et en valorisant l'importance du "don" dans cette période (prêt de matériel, don de matière première, aides financières, etc.)

Actions réalisées :

- Participation aux 2 réunions du Comité de Pilotage Régional de la 47e édition,
- Communication sur les réseaux sociaux,
- Participation à la Délégation Nationale de Bordeaux

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Commission Régionale Emploi et Formation Professionnelle (CREF) : à destination des responsables Emploi-Formation des branches professionnelles et des MEDEF territoriaux

Objectifs : Informations échanges et débats sur les sujets d'actualité liés à la formation et l'emploi

Actions réalisées :

- Animation de 10 Commissions régionales Emploi Formation en 2022 sur des sujets d'actualités au niveau national et Régional,
- En fonction des thématiques abordées, invitation d'intervenants d'organismes paritaires : ARACT, APEC, TRANSITION PRO, etc.

RRIC Réunion régionale d'information et de coordination (RRIC) : réunion mensuelle des DG Branches et MT

Objectifs : Renforcer la capacité d'action du MEDEF Hauts-de-France en lien avec les Medef territoriaux et les organisations professionnelles sur les champs de l'emploi et de la formation professionnelle, mais également, sur le développement économique de la Région.

- Animation de 6 RRIC au niveau régional avec intervention d'experts sur les sujets d'actualité :
 - 4 RRIC qui ont réuni les DG des MT et les DG des Fédérations Professionnelles,
 - 1 RRIC uniquement avec les DG des MT,
 - 1 RRIC uniquement avec les DG des Fédérations.

Interventions lors des Conseils d'Administration du MEDEF Hauts-de-France

- Présentation aux présidents des Medef Territoriaux et des Fédérations de l'actualité du périmètre et des projets initiés par le MEDEF Hauts-de-France.

Développement d'une nouvelle offre de service à destination des adhérents

Clubs RH

Le MEDEF est attentif aux changements sociétaux et aux phénomènes RH associés notamment sur l'attractivité et la marque employeur. Les adhérents disposent parfois de compétences juridiques et rarement de compétences RH généraliste.

Objectifs : Apporter de l'ingénierie afin de compléter, les offres de service des adhérents sur le champ Emploi, Formation, Education.

Méthode : techniques d'intelligence collective pour favoriser l'échange entre les participants et faire émerger, le cas échéant, des besoins pour lequel le MEDEF pourra assurer le relai/la prise en charge

Actions réalisées :

- Formalisation d'un catalogue d'animation,
- Animation d'une quinzaine d'ateliers,
- Mise à disposition du contenu des animations.

MUTECO : PCRH (Prestation Conseil RH) :

Le MEDEF Hauts-de-France a été conventionné une seconde fois par la DREETS en 2022 pour être porteur de la PCRH. Cela a permis à 42 entreprises de bénéficier d'un accompagnement personnalisé par un cabinet RH et adapté aux besoins des entreprises. Les REF/CRFP se sont chargés du montage du dispositif, de la communication et du pilotage entre les entreprises et les cabinets RH.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Animation et formation des mandataires régionaux

Organisation de l'Université régionale des mandataires, organisée conjointement avec les MEDEF territoriaux et les organisations professionnelles régionales, a eu lieu le 07 décembre 2022 sur le campus d'Entreprises & Cités à Marcq-en-Barœul. En ce qui concerne le périmètre « Emploi Education Formation », l'équipe a profité de l'événement pour construire et animer un atelier dédié au lancement de l'EDEC TESEE.

Santé au travail

Le Medef régional s'est impliqué tout au long de l'année 2022 pour la santé au travail à travers différents axes :

- Animation des administrateurs employeurs des différents SSTI des Hauts-de-France et notamment poursuite des échanges afin de structurer une offre socle cohérente dans l'ensemble des services dans l'esprit de l'ANI signée entre partenaires sociaux,
- Organisation du réseau : poursuite des opérations de rapprochement de certains services : dans le sud de la région avec la fusion en cours de 3 services pour donner naissance au nouveau service PRESOA. Soutien au rapprochement entre le service de la Sambre-Avesnois avec celui de Valenciennes. Le rapprochement devrait être effectif au cours de l'année 2023,
- Structuration d'une organisation régionale des services de santé au travail avec la mise en place d'espaces de collaboration au sein de PrésAnce Hauts-de-France, structure présidée par Luc Baijot.

Logement

Le volet Logement a fait l'objet de nombreux travaux portant sur les sujets suivants :

- Réunion de la Commission Croissance & Territoires MR HdF le 25 février,
- Animation de l'atelier Rénovation énergétique des logements dans le cadre de la conférence des ateliers de la sobriété énergétique le 10 novembre,
- Signature de la convention de partenariat entre l'Université de Lille – le Comité régional Action Logement Hauts-de-France le 15 novembre,
- Animation de l'atelier logement en lien avec les enjeux du chantier Canel Seine Nord Europe lors de l'Université régionale des Mandataires le 07 décembre,
- Animation mandat et mise à jour des fiches ESH Action Logement et CRAL (annuaire des mandataires édition 2022).

Accompagnement des chefs de file sur leurs mandats régionaux

- Mathieu Tezenas,
- Arnaud Lefort,
- Olivier Tommasini.

Les mandats des REF/CRFP

- FORMASUP : le CFA du supérieur en Hauts-de-France avec 12.000 apprentis en 2022. Appui au président MEDEF (O TOMMAINI) et auprès du directeur de la structure. Organisation de job dating avec les entreprises, conférence de presse avec le président du MEDEF Hauts-de-France ; Participations aux CA et AG,
- APEC : Participation aux différentes réunions,
- ARACT : accompagnement du changement de statut de la structure. Désignation de nouveaux mandataires fin 2022 avec un renouvellement important compte tenu de la parité désormais imposée,
- TRANSITION PRO : participation aux CA et AG et aux réunions du bureau. Mise en place d'une nouvelle présidence MEDEF mi-2022 : Matthieu TEZENAS.

- Participation aux projets de l'association et aux GT tels que IA, Transco, VAE...
Relations institutionnelles avec la DREETS et la Région,
- CREFOP : Mise en place du CPRDFOP : groupes de travail pour l'écriture du nouveau Contrat et relations paritaires pour bâtir des positions communes OP / OS face à l'Etat et la Région.
 - CAEN : désignation de Ludivine Lenne en tant que suppléante le 18/01/2022 et participation à aux réunions. Les autres CAEN ne se sont pas tenus, faute de quorum,
 - FACULTE D'ONTOLOGIE : désignation de Ludivine Lenne en tant que personnalité extérieure le 10/03/2022 en tant et participation aux deux réunions.

MEDEF ILE-DE-FRANCE

L'année 2022 a été marquée par une vacante, pendant plusieurs mois, des deux postes emploi, formation. Dans ce contexte, sur les 3 premiers trimestres de l'année, la Délégué Général a assuré le suivi des actions et des projets en cours.

À compter du 29 août 2022, Sédalom FOLLY, la nouvelle Responsable emploi, formation a rejoint le MEDEF Île-de-France. Le poste de Coordinateur Régional de la Formation Professionnelle est resté vacant jusqu'à la fin de l'année.

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Organisation de Salons professionnels

Dans un environnement socio-économique en profonde mutation où de nombreux métiers se transforment tandis que d'autres disparaissent et se créent pour l'ensemble des publics, l'insertion professionnelle des jeunes et la reconversion professionnelle des actifs sont des enjeux majeurs. La promotion des métiers, l'alternance et la valorisation des expériences professionnelles auprès de tous les publics et particulièrement des jeunes sont des priorités pour le MEDEF Ile-de-France.

Dans ce contexte, le MEDEF Ile-de-France organise chaque année deux salons professionnels :

- La Fête des Métiers et l'Alternance a été organisée en 100% digital du 14 au 20 mars 2022.
- Le Salon des Transitions professionnelles en présentiel le 29 novembre et aussi en ligne du 29 au 03 décembre 2022.

Ces événements sont organisés avec l'ensemble des acteurs économiques, de l'orientation, de l'emploi et de la formation professionnelle de la région Île-de-France (Préfecture, Conseil Régional, Région académique, CCI, Pôle emploi, Missions Locales, Agefiph, Cap Emploi, Fédérations professionnelles, OPCO, organismes de formation et des réseaux de CFA et des entreprises de différents secteurs).

Organisation de la semaine Ecole-Entreprise

En 2022, la semaine École-Entreprise s'est tenue du 28 novembre au 2 décembre 2022 autour du thème : « France 2030 : les jeunes et les entreprises au cœur du défi des compétences de demain ».

Le 28 novembre 2022, une convention école-entreprise a été signée entre la proviseure du lycée Adolphe-Chérioux de Vitry-sur-Seine, Stéphane Carmine, président de l'association RQE, adhérent du Medef Est Parisien, la ministre chargée de l'Enseignement et de la Formation professionnelle Carole Grandjean, le ministre de l'Education nationale Pap Ndiaye et le président du MEDEF Geoffroy Roux de Bézieux.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Coopération avec le Service public de l'emploi régional (SPER)

Le MEDEF Île-de-France contribue à la co-construction de la politique publique régionale emploi, formation. Cette implication se traduit par une participation aux réunions organisées par le service public de l'emploi régional (SPER). En 2022, une réunion par trimestre a été organisée.

Au cours de ces réunions, les priorités 2022 ont été réaffirmées par le préfet :

- Le plan de réduction des métiers en tension,
- Le déploiement du Contrat Engagement Jeunes (CEJ),
- Le déploiement du CEJ « jeunes en rupture »,
- La mobilisation renforcée de Pôle emploi aux côtés des recruteurs,
- La mobilisation pour les JOP 2024,
- L'insertion des personnes en situation de handicap et le déploiement du Plan régional d'insertion des travailleurs handicapés (TH) piloté par la DRIEETS.

Partenariat avec la région académique Île-de-France

La convention de partenariat en faveur de la relation École-Entreprise

En 2022, MEDEF Île-de-France et la région académique d'Île-de-France ont poursuivi le déploiement de la convention de partenariat en faveur de la relation École-Entreprise. Le MEDEF Île-de-France concrétise cet engagement en mobilisant les MEDEF Territoriaux, ses fédérations adhérentes et de nombreux dirigeants d'entreprise ou professionnels des Ressources Humaines qui s'impliquent dans des actions très concrètes en lien avec les enseignants parmi lesquelles :

- Des visites d'entreprises,
- Des interventions dans les établissements scolaires,
- Des journées de découverte des métiers,
- Des programmes de mentorat,
- La mobilisation des entreprises au sein des comités locaux école-entreprise (CLEE).

Dans le cadre du suivi du partenariat des points mensuels sont également organisés avec la délégation académique de la formation professionnelle initiale et continue (DAFPIC) et les chargés École-Entreprise des 3 académies.

Déploiement de la convention de partenariat avec la DRIEETS (Direction régionale et Interdépartementale de l'économie, de l'emploi, du travail et des solidarités) Île-de-France

Le partenariat, visant à promouvoir l'emploi et les dispositifs d'aide à l'embauche auprès des entreprises franciliennes, a été reconduit avec la signature d'une nouvelle convention 2022/2023. Dans ce cadre, 4 Développeurs de l'emploi et de l'apprentissage ont été recrutés sur plusieurs départements (Paris, Hauts-de-Seine, Essonne, Yvelines, Seine-Saint-Denis, Val-de-Marne, Val-d'Oise).

En 2022, un bilan intermédiaire a été remis en septembre et un Copil organisé le 7 octobre 2022. Des points réguliers sont également organisés avec la DRIEETS Ile-de-France.

Défi métiers

Au côté de la Préfecture et de la Drieets Ile-de-France, de la Région académique, de la Région Ile-de-France, des acteurs de l'orientation, de la formation et de l'emploi et des partenaires sociaux, le MEDEF a été membre du Conseil d'Administration de Défi Métiers et a participé depuis plusieurs années à la construction de la politique d'orientation en région Ile-de-France. Néanmoins, la fin d'année 2022 a été marquée par la fermeture de Défi Métiers. Ainsi plusieurs réunions ont été convoquées pour définir les modalités de liquidation de Défi Métiers au 24 décembre 2022 auxquelles le MEDEF a participé.

Coopérations entre le MEDEF Ile-de-France et la Direction Régionale Ile-de-France de Pôle emploi

LAB IDF de France Travail

Au côté des différents acteurs régionaux (Conseil régional, CCI, CPME, fédérations professionnelles de branche, missions locales, Cap emploi...), le MEDEF Île-de-France a participé à une journée de travail le 25 novembre 2022.

Les axes de travail ont été les suivants :

- Orientation / formation (observatoire - actions opérationnelles vis-à-vis des jeunes - dans les collèges et lycées notamment) ;
- Accompagnement personnalisé ;
- Information / sensibilisation des entreprises ;
- Proximité (actions sur le terrain et coopération entre les autres acteurs)

A l'issue des travaux, des propositions IDF ont été formulées au Haut-commissaire à l'emploi et à l'engagement des entreprises.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Feuille de route Emploi, Formation

Au 3ème trimestre 2022, une feuille de route Emploi, Formation du MEDEF Île-de-France a été conçue sur la base des éléments suivants :

- Les grands enjeux emploi, formation (économie en pleine mutation et en accélération, tension de recrutement, anticipation des besoins et développement des compétences des salariés, transitions professionnelles et accompagnement des entreprises...)
- Les données sur la région IDF et les enjeux régionaux ;
- Les remontées des Fédérations adhérentes et des Medef Territoriaux partagées avec la Responsable Emploi Formation à l'occasion des rencontres organisées lors de sa prise de fonction.

Les quatre axes de travail de la feuille de route Emploi, Formation du MEDEF Île-de-France sont les suivants :

- Axe 1 : Accompagner les publics dans la connaissance des métiers ;
- Axe 2 : Promouvoir l'apprentissage pour le développement des compétences des entreprises et l'insertion professionnelle des jeunes ;
- Axe 3 : Accompagner les entreprises et les fédérations face aux difficultés de recrutement et soutenir les actions visant à renforcer l'attractivité des métiers ;
- Axe 4 : Poursuivre la coopération avec les acteurs régionaux de l'écosystème Education/Orientation, Emploi, Formation et participer activement aux politiques publiques régionales emploi, formation.

La feuille de route Emploi, Formation du MEDEF Île-de-France sera déployée à compter de 2023.

Réinstallation d'une nouvelle Commission régionale emploi, formation

Bertrand FERT et la REF ont consacré la fin de l'année 2022 à préparer la réinstallation de la Commission Régionale Emploi Formation du MEDEF Île-de-France. Un déjeuner de travail et une réunion ont ainsi été organisés les 8 novembre et 16 décembre 2022.

Les principales missions de cette Commission :

- Informer les membres sur les actualités en matière d'emploi, formation (veille et expertise),
- Débattre des enjeux emploi, formation et formuler des propositions et des avis,
- Echanger sur les orientations prioritaires et les axes de travail,
- Impulser des dynamiques partenariales au regard des priorités définies par la Commission,
- Mutualiser et échanger des bonnes pratiques.

Fonctionnement :

- Une réunion en séance plénière une fois par trimestre,
- Des groupes de travail thématiques temporaires pourront être mis en place si besoin.

Dans ce cadre, le calendrier prévisionnel a été défini avec une réunion par trimestre en 2023.

Animation des mandataires

Le MEDEF Ile-de-France dispose d'un certain nombre de sièges dans les instances paritaires régionales emploi, formation parmi lesquelles :

- Le CREFOP (Comité régional de l'emploi, de la formation et de l'orientation professionnelles) IDF,
- L'association Transitions professionnelles IDF,
- Pôle Emploi IDF :
 - IPR (Instance Paritaire Régionale)
 - IPT (Instance Paritaire Territoriale)
 - IPS (Instance paritaire Spécifique)
- CPRI (commission paritaire régionale interprofessionnelle (CPRI) IDF – TPE entreprises - 11 salariés,
- ARCNAM (Association Régionale du Conservatoire National des Arts et Métiers) en IDF,
- Forma SUP,
- Défenseurs syndicaux.

Des réunions préparatoires avec les mandataires patronaux sont organisées en amont des réunions des Conseil d'administration ou des instances paritaires. Sont traités à cette occasion, les points à l'ordre du jour de la réunion de l'instance considérée, les positions patronales, les questions d'actualité générale susceptibles d'apporter un éclairage sur les points traités.

Une Commission des mandats est également installée en IDF. Déterminante dans le suivi de l'action des mandataires, cette commission vise à donner aux mandataires les orientations et les consignes spécifiques à chaque organisme et, selon les cas, présenter ou désigner de nouveaux mandataires.

Au cours de cette commission des mandats, les actualités et les enjeux emploi, formation y sont présentés par la responsable Emploi, Formation, chef de file. En 2022, la Commission des mandats s'est réunie 2 fois.

MEDEF LA REUNION

1. PROMOTON DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESIONNELLE

Force est de constater que la Réunion fait preuve d'un dynamisme économique particulier qui s'est maintenu en 2022 avec des créations d'entreprises en hausse et un chômage globalement en baisse. Ce dynamisme ne doit cependant pas occulter les difficultés structurelles que continuent de subir notre marché du travail :

- Le taux de chômage reste supérieur de dix points à celui de la métropole (entre 17 et 19% en 2022),
- De nombreux métiers sont en tension de recrutement malgré ce taux de chômage (inadéquation entre l'offre et la demande, problèmes de mobilité, défaut d'attractivité des métiers, etc.),
- Le niveau de qualification des Réunionnais est globalement beaucoup plus bas qu'en métropole,
- Le taux de décrochage y est plus élevé,
- L'illettrisme concernerait plus d'une personne sur quatre sur l'île,
- La part de jeunes dans la population reste beaucoup plus élevée qu'en métropole,
- La densité de population ne cesse d'augmenter.

Plusieurs priorités ont ainsi été définies pour l'année 2022 :

- 1) Informer les entreprises sur les dispositifs de formation existants, leur financement et les aides au recrutement mobilisables,
- 2) Sensibiliser les entreprises au recours aux contrats d'apprentissage,
- 3) Mettre en visibilité le rôle du Medef dans les politiques d'emploi et de formation à La Réunion,
- 4) Animer et appuyer les mandataires Medef des différentes instances régionales,
- 5) Participer à la conception et la mise en œuvre des politiques publiques locales.

Ces priorités ont été déclinées en un certain nombre d'actions qui se sont déroulées tout au long de l'année. Les REF-CRFP ont été particulièrement investis sur les champs suivants :

- Organiser et animer des Commissions thématiques permettant de sensibiliser les adhérents aux problématiques d'emploi et de formation, mettre en avant des solutions innovantes et mettre en réseau nos adhérents entre eux et avec nos partenaires locaux,
- Appuyer techniquement et politiquement nos mandataires régionaux pour une juste représentation de l'intérêt de nos adhérents,
- Fluidifier la circulation d'informations descendant du national vers notre structure et nos adhérents, notamment sur des points de veille réglementaire et de dialogue social, et inversement, en faisant remonter nos problématiques locales ou en mettant en avant certaines de nos initiatives au national,
- Sensibiliser les jeunes Réunionnais au monde de l'entreprise via un partenariat toujours plus riche avec l'Education nationale et une mobilisation de nos adhérents afin de véhiculer une image sociale, inclusive et épanouissante de notre tissu entrepreneurial,
- Participer à des événements et en créer de nouveaux pour mettre en avant l'investissement de nos entreprises en matière de recrutement et d'apprentissage,
- Participer aux instances régionales dans le champ de l'emploi, l'éducation et la formation et développer des partenariats avec les acteurs publics pour offrir un éventail plus large de solutions à nos entreprises,
- Répondre aux demandes et interrogations des entreprises sur tous les sujets liés à l'emploi, l'éducation, la formation : contrats aidés, apprentissage, offre de formation, certification, etc.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Les REF CRFP ont travaillé au rapprochement des pouvoirs publics et du monde patronal avec notamment :

- **L'ADEME** : Le MEDEF a recruté une chargée de mission transition écologique grâce à un partenariat avec l'ADEME. Cette décision a été prise à l'occasion du plan de relance post-covid et également parce que les entreprises réunionnaises doivent se saisir des enjeux environnementaux.

Sur toute l'année 2022, à travers les différents conseils d'administration, les membres du conseil, les présidentes et présidents des syndicats ont été sensibilisés à la transition écologique et à la RSE :

- Proposition à l'ensemble des membres d'adhérer à la charte éthique et de mixité : démarche de transparence et d'adhésions à des valeurs.
 - Différentes commissions sur des sujets portant sur les déchets d'entreprise, sur les mobilités douces, sur la transition énergétique, sur « la performance durable et la taxonomie », sur l'impact de la mobilité électrique pour les entreprises, sur les économies d'énergie en entreprise, sur le réemploi, la réutilisation et le recyclage et sur l'accélération du développement de l'énergie ;
 - Différents ateliers sur des thématiques comme : « les déchets d'entreprise : des solutions locales en réponse aux objectifs de développement durable », ateliers de maillage (« Réemploi des emballages », mutualisation des ressources liées aux ressources humaines, au transport et à la logistique), ateliers autour de la biodiversité, atelier « Greenwashing, pas greenwashing : où s'arrête la com ? », généralisation du tri des déchets imposé aux entreprises.
- **La DEETS** : Continuité en 2022 du dispositif « Gadiamb » (dispositif d'insertion s'inscrivant dans la 13ème mesure du plan PETREL) soutenu par la DEETS. Gadiamb est ainsi un contrat

de professionnalisation 100 % entreprise d'une durée de 6 mois pour un jeune de moins de 26 ans lui permettant l'accès direct à un emploi. L'expérimentation de 2019 /2020 a permis de mettre en lumière les besoins des entreprises et d'identifier le public cible. Fin 2021, 305 contrats ont été signés dans toutes les entreprises de l'île. L'objectif est d'atteindre 500 signatures à fin 2023. En 2022, le lien a été fait avec les partenaires de l'insertion pour le recrutement des jeunes. Toutefois, il est important de signaler que nous rencontrons des difficultés dû à la multiplicité des partenaires. Une discussion a eu lieu avec la DEETS pour demander de changer cet objectif de 500 contrats à 500 demandes rencontrées. Pour autant, l'intérêt pour le dispositif GADIAM grandit d'année en année.

- **L'EDUCATION NATIONALE** : Conformément à notre feuille de route, nous avons mené différentes actions école entreprise en partenariat avec le Rectorat avec qui nous avons, cette année, renouvelé la signature de la convention de partenariat. Ces actions ont permis de mobiliser de nombreux chefs d'entreprise ou cadres dirigeants pour des rencontres et des actions avec les chefs d'établissement et les équipes éducatives pour mieux appréhender les attentes des jeunes en matière d'emploi :
 - Tout au long de l'année 2022, 6 commissions école-entreprise ont eu lieu ayant pour objectifs : présentation, co-construction et bilan des actions menées dans le cadre du rapprochement école-entreprise et présentation à chaque commission d'un dispositif lié aux jeunes.
 - Organisation de la Semaine de l'industrie, la semaine école entreprise et les 24 h de l'innovation,
 - Les trophées de l'apprentissage organisé en octobre 2022 qui a récompensé les entreprises vertueuses dans ce mode de formation.

Le CRFP Ecole Entreprise assure un rôle de soutien à l'équipe EPA ainsi qu'aux bénévoles pour la conduite des opérations de l'association, notamment la continuité en 2022 du dispositif BIP « Brigade pour l'inclusion Positive » avec la Mission Locale Est de La Réunion.

- **POLE EMPLOI** : Le partenariat entre Pôle emploi et le Medef avait notamment pris la forme de la création d'une application à destination des recruteurs, nommée « La bonne compétence pro », au niveau national. Face à la pénurie de main d'œuvre qui frappe le territoire réunionnais, le Medef Réunion et la Direction régionale de Pôle emploi ont décidé de mettre en avant cette application auprès de nos adhérents.
- **LE CONSEIL REGIONAL** : animation des mandataires du CREFOP et participation aux commissions et groupes de travail du CREFOP. Le Medef Réunion invite également la Région à participer à certaines commissions.
- **PAC 2022** : Après la réussite du programme Les Audacieux « Passer de l'envie au projet » en 2021, le MEDEF Réunion a souhaité renouveler le dispositif tout en impulsant une nouvelle dimension et fait appel à un nouveau financeur à savoir l'Union Européenne et le Fonds Social Européen (FSE). Cela a permis de développer le programme en qualité (formation plus longue avec des accompagnements plus personnalisés) et en quantité (cinq sessions au lieu d'une).

4. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

En septembre 2022 : A eu lieu le Séminaire des mandataires du Medef Réunion. Evènement qui a réuni une centaine de chefs d'entreprises engagés et animés par les mêmes valeurs pour le développement du territoire. Plusieurs ateliers se sont tenus : (Emploi-formation, social, juridique et économique)

Le MEDEF Réunion accompagne dans leurs missions les mandataires (séances d'informations, séminaires, ateliers de travail, séminaires/conférences par des prestataires extérieurs « experts » et des débriefings tout au long de l'année). 4 axes sont développés auprès des mandataires :

- Emploi-Formation
- Santé au travail (pour mandataires CAF, CGSS, et PRST)
- Dialogue Social (Mandataires de la CPRI, observatoire du dialogue social et le CROCT)
- Formation et accompagnement de nos conseillers prud'hommaux (CPH)

En 2022, Les REF CRFP ont exercé les mandats suivants : (AKTO, Transitions Pro, CREFOP, IPR, PRODIJ, Conseil de perfectionnement CFA Académique, RSMA, CFA Chambre des métiers, Commissions Académiques des Formations Post Bac)

MEDEF MARTINIQUE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Service apporté aux adhérents en réponse aux besoins en compétences :

- Le MEDEF Martinique a organisé, en mars 2022, la cérémonie de remise des Trophées des qualifications « Bouchers en Grande Distribution » (promotions 2020 et 2021). Les Trophées des qualifications « Bouchers en Grande Distribution » ont pour objet de faire connaître, encourager et promouvoir l'action des chefs d'entreprises de la grande distribution ainsi que de valoriser les enseignants et leurs alternants par des remises de trophées et médailles.
- Le MEDEF Martinique avec l'appui d'AKTO, délégataire OPCOMMERCE a souhaité promouvoir et valoriser l'action des enseignants de la grande distribution ayant participé aux 2 promotions 2020 et 2021 de « CQP Boucher en Grande Distribution » en contrat de professionnalisation.
- Le Medef Martinique a organisé la cérémonie « Valorisation de la 1ère promotion de la formation CONTROLEUR DE GESTION », en juin 2022, avec ses partenaires, SKILLFOR Campus et ESSYM,
- Lancement des formations BAC Pro Maintenance des Systèmes de Production Connectés (MSPC) ET BAC Pro Pilote de Ligne de Production (PLP). Un job dating a été organisé par le Medef Martinique en octobre 2022 dans le but de recruter les futurs alternants.
- Lancement de la formation « Cybersécurité » : Une formation en partenariat avec Orange et la CCI Martinique, qui s'ouvre à toute entreprise désireuse de renforcer les compétences en cybersécurité de sa ressource informatique déjà présente et ce, quel que soient sa taille et son secteur d'activité.
- Contribution à la conception et mise en œuvre du salon "Martinique pour l'Emploi" (initiative de Pôle emploi avec des partenaires), qui s'est déroulé en septembre 2022.

Conventions de collaboration :

- Signature de la convention entre le RSMA-M et le Medef Martinique : L'objectif étant de faciliter l'intégration des jeunes du RSMA-MQ dans le monde du travail favorisant ainsi le dynamisme de l'économie martiniquaise. Ce partenariat se concrétisera par des actions conjointes qui auront pour objectif d'améliorer la connaissance de l'entreprise par les volontaires, stagiaires ou techniciens, n'ayant aucune expérience dans ce domaine.

Salon de l'alternance en Juillet 2022 "Le Rendez-vous de l'alternance" :

POLE SOCIAL

- Le MEDEF a organisé le salon "Le Rendez-vous de l'alternance". Cette opération avait pour objectif de faciliter l'accès aux projets de formation des adhérents du Medef, de répondre aux besoins en compétences sur des "métiers en tension" en faisant appel à différents partenaires de l'insertion, de la formation et de l'emploi. Au regard de la réussite de cette manifestation (400 étudiants ont répondu à l'appel), le Medef souhaite la reconduction en Juillet 2023.

Matinales et webinaires :

- Club RH Medef (juin) / Matinale "OETH - Recrutement et Aides financières" - AGEFIPH (mars) / Matinale "Optimiser sa Marque Employeur" - APEC (mai) / Matinale "Intégration des nouveaux collaborateurs" / APEC (novembre).
- Participation au « Printemps de l'Orientation » Dans la continuité des semaines de l'orientation, cette période a pour ambition de devenir une étape incontournable pour les élèves de 2de et de 1ère. Organisée durant 3 jours courant mars, cette opération leur permet d'approfondir, en autonomie, leurs connaissances sur les métiers et les formations.
- Production de "Flash info Formation et emploi" dans le but d'apporter des actus emploi et formation aux adhérents (réglementaires, financières, opérationnelles, ou stratégiques) + sélection de conseils de lectures

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Positionner le MEDEF Martinique le plus fortement possible au sein du CREFOP

- Titulaire au bureau CREFOP
- Titulaire commissions Emploi, Formation pro et Orientation, Territoire au sein du CREFOP
- Lead sur la sous-commission Alternance de la Commission Emploi

Positionner le MEDEF comme un des acteurs de l'accompagnement des transformations professionnelles liées à la crise sanitaire

- Le MEDEF Martinique a soutenu la création d'un CFA "Grande distribution" et a contribué à le faire connaître aux professionnels via des rencontres.
- Le MEDEF Martinique a étroitement collaboré avec Transitions Pro Martinique pour concevoir et mettre en œuvre, en local, la "Journée nationale de la nouvelle vie professionnelle", qui s'est tenue en novembre 2022.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- Animation de la Commission "Education Jeunesse Formation Professionnelle et Emploi" en lien avec le Président de cette commission, notamment :
 - Constitution d'une nouvelle feuille de route 2022-2023 coconstruite avec le Président et les membres,
 - Réunions groupe de travail :
 - Relations avec les jeunes des Classes Prépa
 - Immersion des enseignants en entreprise
 - Prévention décrochage scolaire
 - Sensibilisation à l'entrepreneuriat

MEDEF MAYOTTE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Au premier semestre

Déplacement de professionnels de l'audiovisuel auprès du lycée : Intervention au lycée des lumières de l'entreprise NZNASTODIO. L'action avait pour objectif, la découverte des métiers du journalisme et de l'audiovisuel. Un groupe d'une vingtaine de jeunes était concerné.

Organisation de matinale RH sur l'insertion : Coanimée avec pôle emploi, cette matinale avait pour objectifs :

- Présenter les actions à mettre en place suite à la signature de la convention entre le MEDEF et PE en vue de favoriser le déploiement des dispositifs : les aides au recrutement : les aides à l'embauche des jeunes ; les aides exceptionnelles pour les employeurs ; le contrat d'apprentissages ; le contrat de professionnalisation; parcours emploi compétences , l'emploi franc ;
- Créer un moment de dialogue privilégié entre les adhérents MEDEF et les référents PE en charge des dispositifs ;
- Favoriser la convergence du déploiement des dispositifs nationaux de l'emploi avec les besoins des entreprises, notamment les compétences et métiers en tension.

Actions réalisées lors du printemps de l'orientation : Lancement d'une grande tournée dans l'île pour aller à la rencontre des jeunes lycéens en partenariat avec le rectorat. Les Cinq mini reportages réalisés en octobre dans le cadre du projet CARAVANE DU MEDEF ont été projetés dans quatre lycées à raison de 30 élèves par groupe. Les séances ont été coanimées par des représentants MEDEF Mayotte et les représentants du rectorat, notamment les psychologues de l'éducation nationale.

Au second semestre

Organisation de matinale sur l'orientation professionnelle :

L'ensemble des parties prenantes de l'orientation professionnelle opérants sur le territoire avaient répondu présents pour prendre part à cette matinale. Les interventions étaient articulées en plusieurs temps notamment l'APEC et l'AGEFIPH. Ainsi que l'ensemble des partenaires en charge de l'orientation et de la formation professionnelle : DARP, le conseiller formation AKTO, un cabinets RH en charge de la PCRH et le chargé de mission ATPRO.

Evènement Ecole Entreprise : Organisation de Tournoi de football intitulé "La découverte des métiers au travers des valeurs sportives". En partenariat avec le rectorat et l'internat d'excellence, cette rencontre renfermait trois objectifs complémentaires :

- Renforcer le lien école -entreprise
- Favoriser la captation des entreprises (ex. projet de parrainage, expression des besoins)
- Favoriser la captation des jeunes hauts potentiels (ex. sensibiliser sur le besoin des cadres et leur retour sur le territoire)

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Au second semestre

Conventionnement et appui financier à deux associations : M2E et Emanciper Mayotte en faveur de l'attractivité des hauts talents.

Appui financier au projet "filière Sciences Po" du lycée des lumières

Projet trophée de l'apprentissage

Objectif de ce projet : mettre à l'honneur, lors de l'événement "trophées de l'apprentissage », l'engagement des organismes de formations du club OF dans l'insertion, la formation professionnelle et la sensibilisation des entreprises, notamment sur l'apprentissage, la lutte contre le décrochage et l'accompagnement des jeunes dans le cadre de leurs parcours professionnels.

Il s'agit de réaliser 7 portraits de dirigeants d'OF pour recueillir leurs témoignages sur la mise en œuvre et déploiement des formations du secteur privé mahorais.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Réalisation d'un film témoignages des mandataires

Objectif : faire mieux connaître les rôles de nos mandataires, acteurs incontournables de notre organisation patronale, avec un film témoignages des mandataires qui sera diffusé lors de nos réunions ouvertes au non-mandataires, afin de former et mieux intégrer les futurs mandataires.

A travers les témoignages sous forme d'interview, nous avons souhaité mettre en avant le travail de nos mandataires tout au long de l'année pour la société, les entreprises mahoraises et du MEDEF. La diffusion de cet outil aura lieu lors de séminaires des mandataires en partenariat avec la cellule mandat du MEDEF national.

MEDEF NORMANDIE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

L'offre de service aux adhérents

- Université des Entrepreneurs Normands : Organisation et mise en place de l'espace Emploi et Compétences : Ecosystème Richesses Humaines : partenariat et interventions
- Webinaire/animations (Club RH) / Réunions techniques sur les dispositifs assurés auprès des MT sur le CPF, PCRH, apprentissage, PE, Bonus-Malus,
- Financement d'accompagnements collectifs ou individuels d'entreprises : finalisation du projet sur le recrutement via du financement de la DREETS,
- Réunion d'actualité mensuelle emploi Formation : 10 visioconférences organisées,
- Contribuer sur le plan éditorial du MR sur les sujets EFOP : proposition d'articles pour réseaux sociaux, lettres hebdomadaires et / ou lettres mensuelles : 10 news EFOP faites + publications mensuelles sur les réseaux sociaux,
- Contribution à la mise en place d'un projet d'accompagnement des demandeurs d'emploi avec Pole Emploi pour le MEDEF Orne,
- Etats généraux du recrutement organisé par le MEDEF Calvados : Appui sur le choix des thèmes et participation à des tables rondes,
- Accompagnement opérationnel via offre de service (dossier en cours de financement) auprès des MT et les branches pour des solutions d'accompagnement sur Emploi, Formation, RSE – 1er trimestre 2022 – jusqu'à fin 2023,
- Animation de « la Route RSE » (Kesako RSE et RDV Experts).

Animation de la commission Education-Emploi-Formation régionale :

- Animation du point flash info mensuel d'une heure pour les branches et MT : 10 flash actu faits
- Participation aux commissions, sous commissions, groupe de travail liées la Direction Emploi Formation notamment sur le paritarisme et le CREFOP,
- Séminaire CREF une fois dans l'année,
- Point Hebdo avec notre chef de file E/F régionale,

- Groupe de travail spécifique avec certaines branches et mise en place d'échanges : France Chimie, UIMM, FFB, AREA, FHP,
- L'observatoire Régional Informel (ORI) réunit les partenaires sociaux tous les mois et demi pour évoquer l'ensemble des sujets relatifs notamment au dialogue social. 3 thèmes de travail prioritaires qui ont été dégagés lors des travaux précédents :
 - L'égalité professionnelle femme/homme,
 - Le recrutement et les besoins en compétence,
 - La qualité de vie au travail.

Des expérimentations ont été portées en 2022 :

- Temps Partagé avec 3 entreprises : La POSTE / Transdev / Groupe CANDOR,
- Parrainage Professionnel : Ce projet consiste à déployer dans les entreprises et, au sein des réseaux respectifs, un dispositif de « parrainage professionnel », visant à accélérer l'intégration vers l'emploi de profils qui s'en trouvent privés d'accès.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le MEDEF Normandie dispose de plusieurs mandats au sein des instances régionales emploi formation

- Transition Pro Normandie : Présidence MEDEF,
- PÔLE EMPLOI / IPR - Instance Paritaire Régionale : Vice-Présidence au MEDEF dans la cadre de l'alternance annuelle,
- CREFOP : 3 mandataires MEDEF dont la REF au Bureau,
- APEC : Présidence MEDEF,
- CARIF OREF DE NORMANDIE et le Réseau national des CARIF OREF : Notre chef de file Olivier VARTERESSIAN a intégré RCO en est le trésorier et est membre titulaire au Bureau et à l'AG du Carif Oref Normand,
- Animation et secrétariat de la CPIP : Commission Patronale Interprofessionnelle (lieu d'échange entre organisations patronales créée en 2021 pour préparer les sujets abordés en CREFOP et plus largement pour évoquer les enjeux emploi/formation et la légitimité des OP),
- Contribution à l'élaboration du futur CPRDFOP (Contribution CESER + CREFOP) : 4 réunions spécifiques avec la CPME et l'U2P pour travailler sur une contribution commune. Poursuite des travaux sur 2023 pour finalisation CPRDFOP en juin.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- Mandataire et animation des mandataires dans les principaux mandats (professionnalisation, Transmission des orientations du Medef, informations, reporting...)
- Réunions de la commission emploi Formation régionale : Branches et MT
- Séminaire des mandataires : organisé en présence de Bernard Vivier, Directeur de l'Institut Supérieur du Travail et Christophe Beaux- 90 mandataires présents.
- Création d'une gamme de BD pour illustrer le rôle et les enjeux pour nos mandataires au sein des différentes organisations dans lequel nous pouvons siéger : Transition Pro, Urssaf, Carsat, Logement.

MEDEF NOUVELLE AQUITAINE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Les REF-CRFP sont des interlocuteurs privilégiés des fédérations professionnelles, des entreprises, de l'Etat et du Conseil régional et des partenaires institutionnels (Pôle emploi, APEC, Rectorat) sur les questions formation, emploi et éducation.

Pour accroître leur compétitivité et faire face à un contexte de reprise d'activité et de pénurie de compétences, les entreprises peuvent : recruter, former, fidéliser, se transformer, s'engager. Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a développé son offre de services pour accompagner ses adhérents et leurs entreprises autour de plusieurs axes :

L'accompagnement et conseil aux adhérents et à leurs entreprises (250 en 2022)

- Appui individuel auprès d'entreprises adhérentes des MEDEF Territoriaux,
- Animation de 23 ateliers collectifs dans les MEDEF territoriaux à destination des professionnels RH-emploi et formation et des dirigeants d'entreprise (matinées d'information, club RH...),
- Co-animation de deux webinaires régionaux avec les partenaires (Transition pro, APEC, CDC) :
 - Les mobilités professionnelles comme solution à mon besoin de recrutement,
 - Avec le CPF, mon entreprise aussi est gagnante.

L'appui aux Medef Territoriaux sur des actions spécifiques

- Participation et soutien à l'organisation d'un forum de l'emploi en Vienne porté par le MT en réponse à la fermeture des fonderies du Poitou : anticipation et réflexion autour de la reconversion professionnelle des salariés, coordination de partenaires et d'entreprises participantes, animation.
- Accompagnement du MT Périgord dans le cadre d'une opération suite à la fermeture des Menuiseries Gregoire : participation à un forum de l'emploi local, coordination avec le cabinet de reclassement, lien avec les entreprises adhérentes souhaitant recruter...)
- Accompagnement d'une structure sur l'opportunité de créer un centre de formation
- Co-construction et co-animation avec le MT Deux-Sèvres de la semaine de l'Entreprise Responsable et Inclusive au travers d'ateliers sur différentes villes du département. A l'issue de la SERI, élaboration d'un annuaire de l'emploi pour permettre aux entreprises d'identifier facilement les interlocuteurs locaux en matière d'emploi, de transports, de logement, d'aides financières.

Les Relations Ecole-Entreprise

- Déploiement du plan d'actions issus de la convention de coopération MEDEF Nouvelle-Aquitaine/Région académique de Nouvelle-Aquitaine : les jeunes parlent aux jeunes, accueil des personnels enseignants et élèves, accompagnement et parrainage de futurs diplômés
- Animation de sessions de formation dans le cadre du DU Réagir de l'université du Limousin (jeunes en reconstruction de projet professionnel)
- Accompagnement d'EPA Nouvelle Aquitaine à la mise en place de mini-entreprises dans les territoires : appui à la recherche de mentors, jurys dans le cadre des finales régionales, mise en relation avec les MT
- Participation au printemps de l'Orientation.

Mise en place d'une plateforme d'échanges à destination des juristes et interlocuteurs emploi-formation des MEDEF Territoriaux (Club Compétences)

- Mutualisation des informations et évolutions juridiques, partage des fiches mémo et des analyses juridiques sur les sujets, mise à disposition des textes juridiques en vigueur et des questions-réponses du ministère du travail.

Collecte, analyse et diffusion de données socio-économiques, démographiques et emploi-formation régionales pour une vision patronale ambitieuse et partagée.

- Parution d'un bulletin d'information trimestriel, Interpro'Actus,
- Rédaction de portrait de territoires (zones d'emploi).

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

CREFOP

L'équipe emploi-formation est membre du Bureau du CREFOP. REF : présidence de la commission prospective, CRFP : membres de la commission prospective et de la commission orientation

Membres du COTECH en charge de la rédaction du CPRDFOP

Influence sur les orientations du Plan Régional de Formation pour l'adapter aux besoins des entreprises en fonction de leurs secteurs d'activité et de leur territoire. Amélioration de la lisibilité de l'offre de formation pour faciliter les démarches entreprises

Transition pro Nouvelle Aquitaine

Le REF et une CRFP sont Administrateurs de Transitions PRO Nouvelle-Aquitaine et participent, à ce titre à l'élaboration et la mise en œuvre de la politique de cet organisme : optimisation des budgets en tenant compte des besoins d'entreprises et en assurant la promotion du dispositif Transco : pilotage du déploiement de la plateforme Traits d'Union pour accompagner efficacement les transitions professionnelles et permettre aux entreprises de recruter des profils formés.

Ce sont près de 25 réunions paritaires auxquelles le REF et les CRFP ont participé entre janvier et décembre 2022.

De plus une CRFP est membre de la Commission Paritaire d'examen des dossiers CPF TP, qui se réunit tous les mois. Elle participe également au GT paritaire Perspectives et Développement dont l'objectif est d'impulser des actions innovantes et de développer de nouveaux partenariats.

IPR POLE EMPLOI

Le REF est membre de l'IPR de Pôle Emploi Nouvelle-Aquitaine. A ce titre, il joue un rôle de conseiller politique et technique auprès du Président MEDEF de cette Instance : influencer les orientations des financements et aides à la formation des demandeurs d'emploi pour répondre aux besoins des entreprises ; permettre aux entreprises de connaître et bénéficier de l'offre d'accompagnement au service de l'emploi dans les territoires. Ce sont plus de 12 réunions qui ont été organisées afin de définir la ligne politique des Partenaires Sociaux au sein de cette Instance.

RELATIONS FEDERATIONS & TERRITOIRES

Le REF et les CRFP entretiennent des relations étroites avec les Délégués Généraux des Fédérations Professionnelles qu'il réunit autant que de besoin, et qu'ils animent et coordonnent dans le cadre des Mandats qui leurs sont confiés par le MEDEF Nouvelle-Aquitaine, sur les sujets Emploi/Formation.

Animation du CLEF : comité de liaison emploi-formation qui regroupe les MT et Fédérations mais aussi la CPME, l'U2P et l'UDES pour construction d'une parole patronale partagée. Instance privilégiée par le Directeur régional de la DREETS qui intervient à sa demande.

RECTORAT

Le REF et les CRFP ont contribué à faire vivre la convention de partenariat liant la région académique NA et le MR ; et la font vivre au travers d'un plan d'action déployé sur les territoires en collaboration étroites avec les 3 MAEE.

En 2022, signature d'une convention avec l'académie de Poitiers sur la mise en œuvre et le déploiement de conseillers entreprise pour l'école.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le MEDEF Nouvelle-Aquitaine a mené au cours de l'année 2022, des missions permettant la définition d'une politique régionale patronale emploi-formation correspondant aux besoins des entreprises locales et la mobilisation des adhérents, par la mise à l'ordre du jour de chaque CA du MEDEF Nouvelle-Aquitaine, des points liés à la Formation Professionnelle, aux enjeux liés à l'emploi et aux développement des compétences, au développement de l'apprentissage, et développement des relations école-entreprise, ainsi que l'organisation de l'équipe emploi-formation en région.

A ce titre, le REF a été en contact permanent avec les Présidents et Délégués généraux des 11 MEDEF territoriaux et 23 Branches professionnelles membres du MEDEF Nouvelle-Aquitaine, afin d'effectuer les désignations des mandataires dans les instances liées aux questions emploi formation et issues de la mise en œuvre de la réforme territoriale.

Cette démarche s'est faite dans un esprit de représentativité de l'ensemble des territoires constitutifs de la nouvelle région, et dans un esprit d'équilibre régional et de valorisation des compétences des Mandataires concernés.

1 réunion de mandataires au printemps : point de situation de chaque instance, actualités régionales, CPF, enjeu des mobilités professionnelles et ANI paritarisme. Avec les interventions de la Déléguée régionale de l'APEC et du Directeur régional de Pôle emploi.

Mise à disposition des outils d'analyse et de données chiffrées pour appuyer les prises de positions dans les instances.

MEDEF OCCITANIE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Organisation de webinaires :

- CPF en lien avec la CDC et la DEF du MEDEF
- Le recrutement des militaires en reconversion (dans le cadre de la convention de partenariat avec l'armée)
- La promotion de la réserve opérationnelle (dans le cadre de la convention de partenariat avec l'armée)

Déclinaison de la convention de partenariat avec l'armée :

- Mise en lien des militaires à la recherche d'un emploi et des entreprises qui recrutent
- Mise en lien des délégations militaires départementales avec les MT pour des déclinaisons départementales de la convention régionale.

Participations aux Copil du MEDEF Régional

- Préparation et animation des actualités autour des sujets emploi/FP lors des réunions des DG des MT et des branches professionnelles (8 par an).

Alimentation de la newsletter mensuelle du MR sur les sujets emploi/FP et du site internet du MR

Participation au programme d'égalité des chances DISPO développé par Sciences PO et dont la mission est de révéler et d'accompagner les ambitions des élèves vers les études supérieures longues.

Participation à la remise des trophées de l'AFDET aux apprenants afin de valoriser leur CAP.

Participation au festival Mini Entreprise d'EPA aux côtés du DG pour une remise de prix post BAC aux élèves méritants.

Accompagnement des adhérents, particuliers des entreprises sur des sujets comme les tensions de recrutements, télétravail, etc.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Participation à l'élaboration des politiques publiques régionales emploi formation

Contribution au CPRDFOP (et SREll) à travers la participation à des ateliers de travail autour des différentes thématiques abordées & Elaboration des différents indicateurs de suivi.

Contribution et référencement du service Modes d'emploi co-financé MR-Région-Etat dans le Pacte pour l'embauche de la Région Occitanie dont l'objectif est de lever les freins externes et internes à l'entreprises et les freins dans les parcours.

Participation à la conception de la plateforme NEOCAP portée par AIRBUS dans le cadre des transitions collectives

Participation aux différents travaux permettant le déploiement en Occitanie de la plateforme (en lien avec l'animation paritaire de Transitions Pro Occitanie)

Participation aux différents GT mis en place par la Direction Education Formation notamment sur l'alternance et la relation école-entreprise

Participations aux Copil organisés par le Conseil Régional autour des Worldskills et du Printemps de l'Orientation

Participation à des évènements organisés par les adhérents autour de l'emploi formation (Industrie CUP, Commissions de MT, Réunion d'observatoires régionaux)

Déclinaison de la convention régionale avec le Rectorat de la Région académique

- Réunions régulières de suivi de la convention
- Participation à des GT notamment sur la conception d'une Charte Egalité en partenariat avec le Rectorat et l'UIMM Occitanie.
- Participation aux réunions des Commissions du Club régional Ecole Entreprise et plus particulièrement pour les CRFP : les commissions CLEE et égalité

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

L'animation des mandataires Emploi-Formation par les CRFP en appui du chef de file

Les CRFP ne sont pas présents dans les mandats. Le parti a été pris par le MR de faire siéger uniquement des Dirigeants et Employeurs dans l'instance et d'animer les mandataires en amont des bureaux et des CA. Sur les 345 mandataires du MR, 2/3 sont positionnés dans l'emploi/FP.

Notre mission d'animation intervient à différents niveaux :

- Audition des candidats
 - Restitution en vue d'éclairer la décision de la commission des mandats du MR

- Animation des mandataires dans le cadre de leur mandat
 - Installation et accueil des nouveaux mandataires,
 - Réunions de préparation en amont des CA : échanges entre les mandataires sur les points à l'ordre du jour, élaboration de documents d'aide à la réflexion, rappel des positions à défendre, mise en évidence des points de vigilance ou points d'alerte/sujets sensibles) – 7 réunions pour Transitions Pro, 8 réunions pour le CREFOP, 3 réunions pour le Carif-Oref,
 - Invitation systématique au webinaire mensuel organisé par la cellule mandats du Medef National,
 - Relai de l'offre de l'Académie MEDEF,
 - Envoi de la newsletter mensuelle du MR reprenant les différents points d'actualité
 - Animation dans le cadre de la Commission Emploi Formation (déclinée notamment dans des ateliers lors du séminaire annuel et de rencontres lors de la REF à Paris) – 5 Réunions en 2022,
 - Mise en place d'une plateforme numérique Teams (sur le modèle de celle proposée sur l'animation des conférences régionales du Sport) avec pour finalité :
 - Un espace question réponses pour aider à la prise en main de l'outil
 - Un espace dédié au partage des coordonnées des mandataires
 - Un tchat animé par le CRFP ou DG,
 - Un espace de stockage des documents,
 - Un accès intranet sur le site du MR afin de permettre aux mandataires d'accéder à leur espace et des ressources spécifiques dédiées (news, supports de formations etc.)
- Animation spécifique des chefs de file
 - Liens réguliers et systématiques avec les chefs de file en amont des Bureaux et des CA,
 - Travail sur les feuilles de route des instances et de leurs commissions,
 - Pour les chefs de file invitation au Café du Pôle Social.
- Formations des mandataires en lien avec la Cellule Mandats du Medef national
 - Animation des sessions « Bien prendre en main son mandat MEDEF » et « Analyse financière et maîtrise des risques ». Le MR en lien avec la Cellule Mandats a hybridé les formations initialement produites pour les rendre cohérents avec les outils et pratiques déployées en région – 4 sessions en 2022.
- Préparation et Participation en appui du DG et de la VP du MR en charge de l'emploi formation aux réunions entre OP et OS – 3 réunions en 2022.

MEDEF PAYS-DE-LA-LOIRE

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Accompagnement des MEDEF Territoriaux et des branches professionnelles :

- **Comités permanents :** Le REF et le CRFP participent activement à la préparation et à l'animation des temps dédiés aux Medef Territoriaux et Branches adhérentes au travers du Comité Permanent. Cette instance permet de coordonner voire de dupliquer les actions, d'informer les MT et les branches sur les sujets nationaux et les actualités emploi formation et de développer le dialogue avec les territoires.

- Organisation des rendez-vous avec les différents DG des MT pour développer les actions auprès des entreprises, ainsi que les rendez-vous avec les branches professionnelles et les partenaires (FFB, UIMM, FNTR, FNTV, NUMEUM, ...).
- Pilotage de l'évènement avec le MEDEF Vendée le 3 mars 2022 "partenariats innovants entre les entreprises et les associations" autour des projets sociétaux et la notion de bien commun, retour sur les partenariats entre entreprises et les associations sur l'emploi, l'insertion, les problématiques de logement, le handicap ...
- Redéploiement et animation du Club "Recru'Méninges, animations de rencontres avec les entreprises adhérentes du MEDEF Vendée.
- Animations d'ateliers animées avec le MEDEF Anjou au second semestre sur les problématiques de recrutement et sur la marque employeur.
- Animations ateliers « Défiiez vos préjugés » avec Mozaik RH sur le management de la diversité et l'inclusion pour les professionnels RH et managers (recruter de la manière la plus diversifiée possible et sans discriminer).
- Organisation matinales Handicap et Emploi avec le MEDEF Anjou et CHEOPS dans le cadre de la #SEEPH2022 « À quand le plein emploi pour les personnes en situation de handicap ? »
- Pilotage et animation de la Commission compétences et inclusion du MEDEF Pays de la Loire (15 membres : chefs d'entreprises, DRH, responsables formation, branches professionnelles)
- Organisation et animation de la Conférence sociale régionale sur problématiques de recrutement et sur les freins périphériques à l'emploi, avec les acteurs régionaux.
- Organisation des webinaires « Les Midis de l'emploi et de la formation », en 2022 ce sont 6 webinaires organisés notamment sur : "Les aides Alternance" ; "Les aides pour former et accompagner un nouveau collaborateur" ; "Prestation conseil PCRH" ; "Parcours TPME vers l'emploi" ; "Un logement pour accéder à l'emploi"/ intervention d'Action Logement ; "Et si je me faisais accompagner pour mieux recruter ?".
- Rédaction des articles emploi formation du magazine Medef PDL - 1000 contacts (MT, branches professionnelles, mandataires, entreprises adhérentes, acteurs régionaux, institutionnels, Etat, Région...)

Orientation, relations écoles-entreprises et alternance :

- Renouvellement de la convention et journée de signature de la convention avec le rectorat.
- Redéploiement de l'action Rencontre avec l'entreprise sur l'ensemble des territoires, via les MT (stage de 5 jours pour les enseignants dans les entreprises).
- Organisation du Concours des Pépites de l'Alternance : 2022 a vu naître le projet et ses premières étapes de mise en œuvre avec la constitution du comité de sélection et son premier regroupement le 6 novembre 2022.

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Poursuivre notre influence au sein du quadripartisme régional en permettant la concertation et en participant à l'animation des acteurs régionaux :

- **CREFOP** : le MEDEF dispose de la Vice-Présidence du CREFOP. Le REF quant à lui est membre des commissions et GT :
 - Une commission mutations économiques,
 - Une commission "orientation et territoires",

- Un groupe de travail "apprentissage",
- Un groupe de travail "Opérateurs de compétences et Transitions pro", à l'initiative des partenaires sociaux avec une priorité notable en 2022, l'impact des transitions écologique et environnementale sur les compétences et l'emploi.
- **Travaux stratégiques pour développer la SREFOP 2023 – 2028** : le REF est membre du comité rédactionnel de la SREFOP
 - 4 enjeux prioritaires pour le Medef :
 - L'enjeu de la transition écologique : un défi de décarbonation pour une économie régionale tirée par les secteurs productifs,
 - L'enjeu de vieillissement de la population active,
 - L'enjeu du « plein emploi » : un accès et maintien en emploi à garantir sur tous les territoires,
 - L'enjeu de "montée en compétences",
- **COPIL PACTE** : le REF étant membre du COPIL, il a pu participer aux différentes réunions de travail, notamment au rendez-vous annuel en présence de la Haut-Commissaire aux Compétences.
- **Transitions Pro Pays de la Loire** : Le MEDEF a la vice-présidence, de ce fait le REF accompagne l'élu dans la préparation aux réunions et aux Conseils d'Administrations sur la stratégie régionale emploi formation et autour des enjeux de reconversions et des mobilités professionnelles

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

- **Formasup Pays de la Loire** : Présidence MEDEF ainsi le REF a animé les réunions mandataires et a suivi du développement du CFA SUP des Pays de la Loire (Forma sup). L'année 2022 a été stratégique pour pouvoir continuer à assurer la croissance du CFA notamment par le recrutement de nouveaux référents.
- **APEC** : le REF a animé les réunions des mandataires du comité paritaire.
- **ARACT** : Accompagnement des es 5 mandataires MEDEF dans le cadre du projet de fusion ANACT - ARACT. Interventions et expertise de l'ARACT PDL pour accompagner et animer le Club Rh « Recru'Méninges » en Vendée (7 sessions entre novembre 2022 et juin 2023).
- **EPA** : Le CRFP est membre du CA et accompagne les mandataires MEDEF. Cette structure est importante dans notre écosystème au regard du contenu que propose l'association aux établissements scolaire en matière de sensibilisation à l'entrepreneuriat pour les jeunes.

MEDEF SUD-PACA

1. PROMOTION DE L'EMPLOI ET DE LA FORMATION PROFESSIONNELLE

Le pôle a mis en œuvre les actions d'information des responsables d'entreprises, de DRH et responsables de formation des relais territoriaux, notamment en animant des webinaires Formation/RH. En 2022, ce sont 9 réunions à distance qui ont été animées sensibilisant environ 350 chefs d'entreprises et acteurs de la formation particulièrement sur les thématiques suivantes : La problématique de l'emploi saisonnier dans les Alpes-de-Haute-Provence et les Hautes-Alpes ; L'apprentissage dans le supérieur ; Le Conseil en Evolution Professionnelle (CEP) ; L'action de formation en situation de travail (AFEST) ; La relation emploi-formation ; Le développement des compétences ; La création d'un CFA d'entreprise ; Le Compte Personnel de formation (CPF) - 2 sessions).

Le pôle emploi-formation diffuse une lettre d'information auprès de 300 lecteurs. 11 numéros ont été diffusés en 2022. Cette lettre, d'une douzaine de pages, apporte des informations sur les thématiques suivantes : Emploi ; Formation professionnelle ; Éducation et enseignement supérieur ; Santé au travail ; Dialogue social. Par ailleurs, le pôle Emploi-formation élabore et diffuse tous les trimestres un baromètre de l'emploi, au niveau régional puis décliné par bassin d'emploi avec un focus « métiers ».

Transitions Pro

Depuis la suppression par la loi du 5 septembre 2018 du Comité paritaire interprofessionnel régional pour l'emploi et la formation professionnelle (COPAREF), c'est donc l'association Transitions Pro qui a repris un certain nombre de fonctions du COPAREF, notamment les jurys CLÉA. Ce sont ainsi plus de 2 346 certificats qui ont été délivrés en 2022 par l'association Transitions Pro (contre 1 879 en 2021).

Membre du Conseil d'administration de l'AT Pro, du Bureau et de la commission d'instruction des dossiers PTP/démissionnaires/VAE-CléA, le REF a poursuivi son activité, notamment avec le chef de file patronal, président d'AT Pro, permettant un suivi de l'activité de cet organisme, tant sur le plan de l'organisation que de sa gestion. À ce titre, 4 réunions de CA ont été tenues en 2022 et 11 réunions de Bureau, ainsi que 15 journées de commissions. En 2022, ce sont plus de 1 505 parcours de reconversion qui ont pu être financés pour un coût moyen de 21 417€.

Nouveau Cap – Think Tank des territoires

Dans le cadre du think Tank « Nouveau Cap », incubé par le MEDEF Sud, le pôle Emploi-formation a rédigé le 4^{ème} rapport intitulé « *Développer l'alternance : une nécessité pour lutter contre le chômage* ». Enfin, s'appuyant sur l'expertise de nombreux contributeurs ainsi que sur des regards croisés entre alternants, chefs d'entreprise et tuteurs ou maîtres d'apprentissage, le pôle emploi-formation a formulé des propositions d'optimisation du dispositif pour aller encore un peu plus loin dans son efficacité.

Elaboration de baromètre emploi

Le MEDEF Sud avait pris l'initiative de construire, à destination de ses adhérents, un baromètre emploi trimestriel à la fois au niveau régional mais également par zone d'emploi (en sachant que la région Sud en comptabilise 22). Ce baromètre comprend :

- Une photographie de l'emploi salarié, son évolution dans le temps sur les deux dernières années et en glissement trimestriel en comparaison avec les données nationales, sa répartition par sexe et tranche d'âge et par secteur d'activité ;
- Les demandes d'emploi avec à date le nombre de ressources disponibles, leur répartition selon la catégorisation (turn-over, catégorie A, B ou C) et l'évolution du taux de chômage par zone d'emploi ;
- Les offres d'emploi avec le nombre d'embauches prévues, d'offres publiées et leur répartition par type de contrats ;
- Un focus sur un métier particulièrement stratégique sur notre région ;
- La liste des 50 métiers ayant une forte tension sur le marché ;
- Les 50 métiers ayant une forte exposition au chômage.

L'élaboration de ces deux listes permettent :

- D'identifier des secteurs d'activité qui pourraient potentiellement être concernés par le dispositif Transitions collectives ;
- D'objectiver les ressentis ou les assertions parfois approximatives de fédérations professionnelles ;
- D'asseoir les décisions prises lors de l'examen des dossiers PTP et Trans co pendant les comités d'AT Pro sur des éléments statistiques ;

- De servir de base pour mener des actions expérimentales en faveur de l'emploi et de la formation sur le territoire concerné.

Inclusion

Élu président du MEDEF Sud en juin 2022, Jean-Louis Maurizi décide de consacrer un axe de sa mandature à l'inclusion qui se décline en 2022 autour de trois opérations :

- **Semaine de l'entreprise responsable et inclusion**

Le travail de benchmark a permis la construction et l'animation de 5 webinaires dans le cadre de la Semaine de l'Entreprise Responsable et Inclusive qui s'est tenue du 3 au 7 octobre 2022 en partenariat avec l'AFMD (Association Française des Managers de la Diversité) :

- « L'E2C 83 : outil territorial en matière de RSE, de diversité, d'inclusion et d'emploi » ;
- La Charte « Les entreprises s'engagent » ;
- « Former et recruter autrement : regards croisés – ACCOR, Les Apprentis d'Auteuil et la Fédération des Entreprises d'Insertion PACA » ;
- « CAP Raison d'être, et après ? Le chemin de l'entreprise vers la société à mission » ;
- « Apprentissage dans le supérieur : un engouement sans précédent. Et demain ? »

- **Semaine européenne de l'emploi et des personnes handicapées**

Le pôle emploi-formation du MEDEF Sud s'est rapproché de l'AGEFIPH et du réseau des Cap Emploi pour s'associer et s'impliquer sur les actions décidées lors de la SEEPH du 14 au 18 novembre 2022. Le MEDEF Sud a ainsi été pour la première fois partenaire de cette 26ème édition pour laquelle plusieurs manifestations sur la thématique du maintien dans l'emploi ont été organisées comme le Théâtre forum ; la Conférence et débat sur le thème du maintien dans l'emploi ; Escape Game Digital.

Enfin, le MEDEF Sud s'est fait le porte-parole auprès de ses adhérents de l'opération « DuoDay

- **Comité Inclusion par l'Emploi COMITÉ INCLUSION PAR L'EMPLOI**

À l'instar de l'initiative menée par le MEDEF national, il a été alors décidé de créer un Comité Inclusion par l'emploi pour répondre à un triple enjeu :

- Mener une réflexion au niveau territorial sur les enjeux d'exclusion sociale et de la valeur travail en entreprise ;
- Être force de propositions sur des leviers d'action permettant d'inclure dans l'emploi les personnes éloignées du marché du travail ;
- Sensibiliser et acculturer les entreprises, et notamment les managers, à cette question.

Avant même le lancement officiel de ce Comité prévu en 2023, le pôle Emploi-formation a questionné durant le dernier trimestre 2022 les fédérations adhérentes (32 au sein du MEDEF Sud) sur plusieurs sujets :

- Leur niveau de connaissance et les actions menées en faveur de l'insertion ;
- Le recensement qualitatif et quantitatif des besoins de leurs entreprises adhérentes en termes d'emploi ;
- L'aide que pouvait leur apporter le pôle emploi-formation pour répondre à leurs difficultés de recrutement.

Enfin, à leur demande, le pôle emploi-formation est également intervenu lors d'un forum CFTC (santé au travail) et d'une AG de la Fédération de l'Hospitalisation privée (difficultés de recrutement).

2. LOBBYING, CONCEPTION, MISE EN OEUVRE ET SUIVI DES POLITIQUES PUBLIQUES

Le pôle emploi - formation ouvre au rapprochement des pouvoirs publics et du monde patronal avec notamment :

- Le Conseil régional, acteur essentiel dans les domaines de l'emploi et de la formation, notamment en animant les mandataires du CREFOP et en participant aux commissions et groupes de travail du CREFOP ;
- Le CESER, en apportant son expertise aux mandataires patronaux sur les dossiers liés à la formation et à l'emploi, et particulièrement le PRF (Programme Régional de Formation), mais aussi sur les dossiers liés à la formation initiale secondaire et supérieure, notamment l'orientation et l'information sur les métiers, nouvelle compétence de la Région ;
- L'Education nationale, dans le cadre de la validation des acquis de l'expérience, des lycées des métiers, le parcours de découverte des métiers, les campus des métiers et des qualifications, la semaine école-entreprise ;
- Les Universités et IUT, sur les thèmes de l'apprentissage, ainsi qu'une forte implication au niveau de la filière Instrumentation de l'UFR de sciences d'AMU, en lien avec les structures patronales de la chimie, du pétrole et de la métallurgie.
- L'Etat, notamment la DREETS, en participant à la Conférence régionale du travail.

3. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Les candidatures pour les mandats régionaux renouvelés au cours de l'année, ont toutes été examinées par les six membres de la commission des mandats du MEDEF PACA (trois représentants des territoires et trois représentants des branches), réunis 6 fois en 2022. La préparation et le suivi administratif de ces commissions ayant été réalisés par le pôle mandats.

Le pôle emploi-formation a en charge la formation et l'animation des mandataires sur les instances suivantes :

- CPRI PACA (Comité Régional De Protection et de Santé au Travail Conditions de Travail) et CROCT (Comité Régional d'Orientation des Conditions de Travail) avec pour 2022 le projet de règlement intérieur, une réflexion autour de la définition des axes de travail de cette nouvelle mandature, le lancement du PRST4 ;
- GIP CARIF OREF (Conseil d'Administration) avec une année 2022 consacrée essentiellement à la fin du travail de fusion des deux anciennes structures, ainsi que par le recrutement d'une nouvelle directrice. Le MEDEF Sud est administrateur de la nouvelle structure, et participe à la vie du GIP (AG, CA et Bureau) et également aux nombreuses commissions et groupes de travail, notamment dans la perspective de la signature du nouveau CPRDFOP ;
- CREFOP (Comité plénier) ;
- Transitions Pro PACA (Conseil d'Administration et CPIR - Commission d'instruction) ;
- ARACT PACA (Comité Paritaire Régional) ;
- CAEN (Conseil Académique de l'Éducation Nationale) Nice ;
- FORMASUP PACA – CFA Epure Méditerranée (Conseil d'Administration et Conseil de perfectionnement) ;
- Le CFA régional de l'académie d'Aix-Marseille (Conseil de perfectionnement) ;
- Le CFAIM (Centre de Formation d'Apprentis Inter consulaire Méditerranée) (Conseil de perfectionnement)
- EPA (Entreprendre Pour Apprendre) PACA (Conseil d'Administration).

MEDEF Seine-Estuaire

1. FORMATION ET ANIMATION DES MANDATAIRES

Le travail de l'équipe pour désigner et animer les mandataires a été très fourni en 2022 avec notamment le renouvellement des 17 conseillers prud'hommaux et un grand renouvellement des mandats sociaux ainsi que ceux des organismes la santé au travail. Cette tâche a été d'autant plus ardue que le renouvellement de la gouvernance du Medef est intervenu la même année ainsi qu'un renouvellement complet de l'équipe des permanents. Il a donc fallu un long temps d'appropriation pour prendre connaissance des mandats et des mandataires.

Ce renouvellement complet a donné lieu à plusieurs entretiens en amont des nominations et nous avons par ailleurs reçu les CPH « sortants » afin de les remercier de leur engagement.

La rencontre des mandataires normands s'est déroulée le 8 juillet 2022 à Deauville. C'est le MEDEF Normandie qui organise cet événement mais le MEDEF s'est également investi pour accueillir nos mandataires

Nous avons également entamé un très gros travail de recensement des mandats et mandataires : la base de données du CRM étant obsolète, c'est un travail de fourmi qui a été entamé et qui occupe une part conséquente du temps de l'assistante administrative.

Le suivi régulier des webinaires du MEDEF Normandie concernant les mandataires est un appui certain de nos missions en ce domaine.

La concertation pour l'élaboration des politiques publiques

Outre des entretiens individuels entre le Président Fabrice TOURRES et des élus locaux, nous avons organisé des rencontres entre nos adhérents et des parlementaires afin qu'ils puissent évoquer avec les élus leurs problématiques en vue d'intégrer des solutions dans le corpus législatif.

MEDEF Artois

Afin de conduire sa mission d'intérêt général, le MEDEF Artois a articulé son plan d'action 2022 autour de 3 grandes missions :

1) Représenter les entreprises

Le MEDEF Artois a renouvelé l'entièreté des mandats des Conseils de Prud'hommes de Lens, de Béthune et d'Arras, soit 43 postes.

Il a eu à renouveler également les mandats d'autres organismes comme la CARSAT, l'IUT, l'UFR EGASS, ...

Une animation « Conseils de Mandataires » s'est déroulée le 28/02/2023. Elle a permis de présenter les nouveaux élus de la CCI Artois. Elle a permis également de lancer l'appel à candidatures pour le renouvellement complet des Conseils de Prud'hommes. Cette rencontre a réuni 25 participants.

L'Université des mandataires s'est tenue le 07/12/2023. Le MEDEF Artois s'est investi dans cette événement régional qui a réuni près de 200 mandataires.

Le MEDEF Dating, avec les retards pris dans le cadre de la désignation des conseillers prud'hommaux, s'est tenu finalement le 28 février 2023. Il a permis de réunir 15 mandataires qui ont pu se connaître et exprimer leurs besoins et attentes au quotidien.

Une nouvelle animation « Conseils de Mandataires » spécial CPH s'est également déroulée en mars 2023 pour permettre de faire connaître ce mandat de CPH et de créer du lien entre les adhérents et

les conseillers. Un avocat spécialisé dans la défense des droits des entreprises est intervenu pour apporter son expérience et ses conseils aux entreprises présentes. Cette animation a réuni 30 personnes

Accompagner les entreprises

Service Public de l'Emploi Local (SPEL) de Lens : Un comité qui permet de coordonner les actions en faveur de l'emploi et de la formation sur l'arrondissement de Lens.

Tandem : concours des Pépites de l'Alternance

Le MEDEF Artois a soutenu ce concours et encouragé les entreprises à favoriser le recrutement d'alternants. Les entreprises artésiennes ont ainsi trusté les places du podium

Animer les entreprises

1 Conseils de Mandataires :

- 25 participants
- Présentation des nouveaux élus CCI et appel à candidatures pour le renouvellement complet des Conseils de Prud'hommes

6 Cafés RH de l'Artois

- Entre 10 et 15 participants par réunion
- Les thèmes abordés :
 - Bonnes pratiques autour du recrutement
 - Changements sociétaux : quels impacts RH ?
 - Et si on discutait marque employeur ?
 - Comment utiliser LinkedIn au service de sa marque employeur
 - NAO : dans un contexte inflationniste, quelle posture managériale adopter ?
 - De la contrainte à l'opportunité, les entretiens ces RDV à ne pas manquer

3 RDV Prévention Sécurité Santé

- 47 stagiaires
- Les thèmes abordés :
 - La sensibilisation à la sécurité par le jeu
 - Comment traiter les problèmes d'addiction en entreprise ?
 - Le DUERP, un outil essentiel de prévention et de performance pour votre entreprise

2 sessions de sensibilisation : Intelligence Artificielle, comprendre les enjeux et l'impact de l'IA

- 10 participants

2 Conférences PCRH : Comment devenir acteur et ne plus subir l'absentéisme ?

- En partenariat avec le Comité FBF Artois, AG2R La Mondiale et E-KONSEIL RH
- 30 participants

2 Animations régionales

- Les ateliers de la sobriété énergétique
- L'Université des Mandataires Hauts-de-France
- Soit au total : 14 animations locales pour plus de 200 participants

Rapport d'activité AGFPN-Pôle Economie

Etudes

Rexecode a fourni des prestations régulières au cours de l'année 2022. Plusieurs directions du Medef font appel à leur services (économie, social, transition écologique ...). Les principaux travaux réalisés portent notamment sur :

- Points réguliers sur la conjoncture lors des bureaux et commissions Eco
- Partage de la valeur
- Intervention dans les instances du Medef (dont le CE sur compétitivité...)
- Appui technique régulier des équipes de la direction Eco
- Etude sur le coût de la décarbonation
- Emploi des seniors
- Trappes à inactivité
- Prévisions sur les revalorisations du SMIC, etc

Semaine de l'épargne salariale

Le MEDEF a contribué aux actions de la Semaine de l'Epargne Salariale pour son édition 2022-2023 du 27 au 31 mars.

La Semaine de l'épargne salariale (SES) a été créée en 2017 par les acteurs institutionnels et privés dans le but de promouvoir ce mode d'épargne collective auprès des entreprises et de renforcer l'information des salariés. Cette semaine permet ainsi de concentrer les initiatives et événements des partenaires sur ce sujet, en articulation avec une campagne de communication mutualisée.

Les sommes mobilisées ont été allouées à cette campagne de communication principalement ciblée sur les dirigeants des entreprises les moins matures (PME et surtout TPE).

Les messages portés valorisaient la simplicité de ce type d'épargne, ses avantages et son efficacité pour partager la valeur, en particulier pour les TPE-PME.

Le canal privilégié est celui des réseaux sociaux et singulièrement de Twitter pour toucher plus efficacement les influenceurs.

Pôle transition écologique Actions AGFPN

1. Descriptif des actions pour le Rapport Annuel

- ▶ **Act 4 Nature.** Depuis sa création en 2018, le MEDEF est partenaire du dispositif d'engagement Act4Nature International créé par EPE. Ce dispositif offre une véritable reconnaissance des actions des entreprises en faveur de la biodiversité et permet par son ambition et sa gouvernance de crédibiliser l'action du MEDEF et des entreprises en faveur de la biodiversité. En 2022, le MEDEF a poursuivi son investissement dans Act 4 Nature aux côtés des autres partenaires engagés.
- ▶ **COP 27.** Une délégation de 2 jours avec une dizaine d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs a été organisée conjointement par la Task force Ville durable de MEDEF International et le Pôle Transition écologique du MEDEF autour de plusieurs séquences :
 - **Organisation par le MEDEF, MEDEF International, France Urbaine et le Global Covenant of Mayors d'un side event sur la ville durable sur le pavillon de la France** (*« Accélérer l'action des villes en faveur du climat grâce à des solutions innovantes, à la collaboration public-privé et à l'accès au financement »*): évènement animé par le MEDEF en présence d'entreprises (Vicat, RATP, Vinci), d'organismes publics, de financeurs et de collectivités : maire de Grenoble, ancien maire de Vancouver, maire adjoint de Dakar, maire de Chefchaouen au Maroc. Près de 50 participants sur place, diffusion sur la page YouTube du gouvernement¹ et relai sur les réseaux sociaux du MEDEF.
 - **Participation du MEDEF (Guy Sidos) à une conférence sur la transition juste** (*« Rendre la transition climatique juste : protéger les personnes, favoriser une transition juste à travers la protection sociale »*) organisée par l'Organisation internationale du travail (OIT), l'Organisation internationale des employeurs (OIE), la Confédération internationale des syndicats (ITUC) et la Convention cadre des Nations unies sur le changement climatique (CCNUCC).
 - **Réunions avec des institutions financières européennes et internationales** sur les dispositifs existants et sur les opportunités d'appui logistique et technique et de financement des projets bas carbone des entreprises : Banque Européenne d'Investissement (BEI), Agence Française de Développement (AFD), Global Environment Facility (GEF).
 - **Réunions avec des organisations patronales et des représentations nationales :**
 - Roberto Suarez Santos, secrétaire général de l'Organisation internationale des employeurs. L'OIE et l'OIT étaient très présentes et actives cette année autour du thème de la Transition juste et des synergies entre climat et cohésion sociale,
 - La responsable énergie-climat du patronat britannique (CBI),
 - L'équipe de Eco-FEI, la branche transition écologique du patronat égyptien sur le pavillon Egyptian Business,
 - Des présidents de régions du Maroc : Casablanca, Tanger, Draa, Agadir, Fès-Meknès
 - L'équipe de DI (patronat danois) : échanges sur la politique climatique danoise sur le pavillon du Danemark hébergé conjointement par le gouvernement, le patronat et des entreprises

¹ Lien vers le replay : [COP27 - 15 novembre 2022 : conférence sur les changements climatiques - Charm el-Cheikh - YouTube](#)

- EK (patronat finlandais), l'ambassadeur finlandais pour le climat et Business Sweden : réunion sur le pavillon de la Suède sur les opportunités croisées en matière d'énergie et de ville durable
- Le Secrétaire au Climat et aux relations internationales du ministère de l'Environnement du Brésil
- Invest in Québec, le Conseil du patronat du Québec et plusieurs entreprises
- **Briefing de l'ambassadeur Stéphane Crouzat sur l'état des négociations** en présence des réseaux AFEP, EpE, MEDEF et MEDEF International
- **Echange avec le climatologue Jean Jouzel, cofondateur de la société NetZero** spécialisée dans la production de biochar qui permet de capter du CO2 en améliorant la qualité des sols. Elle fait partie des 15 start-ups sélectionnées par la fondation Elon Musk dans le cadre d'un concours de projets liés à la décarbonation.
- **Organisation d'un évènement** en présence d'organisations patronales (OIE, BDI, CEOE, NHO...), d'acteurs français (EdF, TotalEnergies, Vinci, EpE, Finance for Tomorrow...), allocutions de Marc Baréty, ambassadeur de France en Egypte, d'Eric Piolle, maire de Grenoble (au titre de la coopération sur la ville durable) et de Guy Sidos pour le MEDEF et MEDEF International.
- ▶ **French Business Climate Pledge.** Né en 2015, à la veille de la COP21 et porté par le MEDEF en partenariat avec l'AFEP, le Collège des directeurs du développement durable (C3D), Entreprise et Progrès, Entreprises pour l'Environnement (EpE) et le Global Compact France, le French Business Climate Pledge est un engagement volontaire d'entreprises implantées en France qui agissent concrètement pour réussir la transition vers une économie bas carbone, l'innovation et le développement de solutions, technologies, produits et services bas carbone. Par cette mobilisation collective, il s'agit de montrer que l'initiative volontaire a un rôle clé à jouer pour réussir la transition écologique et de mettre en lumière la diversité des solutions apportées par les entreprises dans la lutte contre le changement climatique, quelle que soit leur taille et quel que soit leur secteur d'activité. En 2022, le MEDEF a poursuivi son action de coordination du French Business Climate Pledge, notamment par la réalisation de 2 programmes courts présentant l'engagement d'entreprises partenaires.

2. Règles d'allocation pour les imputations AGFPN

- ▶ **Principes Généraux:** le Pôle Transition Ecologique du MEDEF a pour mission d'animer cette thématique au sein du réseau MEDEF. Cela signifie concrètement :
 - **Animer et superviser les travaux de la Commission Transition Ecologique et des groupes de travail associés (Comité Energie Compétitivité Climat, Comité Environnement, Comité Economie circulaire...).** Ces groupes de travail abordent des sujets entrant dans le périmètre des missions de l'AGFPN.
 - **Communiquer et décrypter l'actualité relative à la transition écologique au sein du réseau MEDEF.** Là aussi, cette activité relève des missions AGFPN.
- ▶ **Règles d'allocation.** Suivant les principes généraux évoqués ci-dessus, la quote part AGFPN des membres de l'équipe a été calculée en fonction de leur contribution aux missions de l'AGFPN sur les points suivants :
 - La politique climatique est une politique publique et nécessite un accompagnement poussé des adhérents du MEDEF, ainsi qu'au sein d'un écosystème plus large (COP).
 - Organisation des actions du pôle liées aux missions de l'AGFPN.
 - L'énergie est une politique publique et nécessite un accompagnement poussé des adhérents du MEDEF. En 2022, dans un contexte particulier de crise énergétique, le MEDEF a organisé, conjointement avec les cabinets du Ministère de la Transition Energétique ainsi que de l'Economie et des Finances, une série de webinaires pour présenter le dispositif d'aides aux entreprises.



- Via les différents mandats représentatifs du MEDEF (CNTE) et représentation du MEDEF dans des réunions initiée par les pouvoirs publics (CNR, réunions ad hoc),
- Accompagnement des adhérents du MEDEF dans la mise en œuvre des lois relatives à l'énergie, la mobilité et le climat.
- Animation du French Business Climate Pledge (site, Linked In)
- Via les différents mandats représentatifs du MEDEF (CNTE, OFB, CNB) et la représentation du MEDEF dans des réunions initiée par les pouvoirs publics (CNR, réunions ad hoc)
- Sur le périmètre économie circulaire, biodiversité, sites industriels ainsi que via les mandats exercés (CIFREP).



POLE TRANSITION NUMERIQUE ET INNOVATION BILAN AGFPN DES ACTIONS 2022

Baromètre Progrès 2022

Ses investigations sur la **perception du progrès et le niveau d'adhésion de l'opinion publique aux innovations** (les résultats ont été présentés au CE du 16 mai 2022)

Pour mémoire la 4^{ème} édition de ce baromètre a permis un double focus

- ✓ *Sur les jeunes de 12- 24 ans : Ils se montrent souvent plus enthousiastes que les autres catégories de la population sur les différentes technologies proposées par le baromètre **sauf sur le nucléaire***
- ✓ *Sur La mesure de l'intervalle de confiance dans le progrès : motivations de l'adoption ou du rejet d'une innovation. L'appétence pour certaines technologies et innovations est liée au fait qu'elle améliore la santé/la vie. En revanche l'atteinte à la vie privée et les risques pour la santé sont les principales raisons de l'opposition à certaines technologies et innovations.*

Et de valider et préciser la grille de lecture sur la perception du progrès et les conditions de son adhésion :

- ✓ **Avoir une vision commune des objectifs du progrès** : attentes prioritaires entre les générations et les catégories sociales
- ✓ **Partager les bénéfices du progrès entre tous** : en bénéficier soi-même, en faciliter l'accès à tous

Gagner la confiance dans les usages : information transparente et fiable, expérimentation éprouvée, (exemple transport autonome).

**

*

DOC PRO

Les pays leaders de l'innovation ont un nombre de diplômés d'un doctorat nettement plus élevé dans leur population active par rapport à la France. En Suisse ou en Allemagne, par exemple, il y a deux fois plus de personnes détenant ce grade qu'en France. De plus, le taux de chômage des docteurs est également plus bas et leur intégration dans la vie active est souvent plus rapide dans ces pays voisins, ainsi que dans la plupart des pays du nord de l'Europe.

Conscient de l'importance de l'emploi scientifique pour le développement de l'innovation et sachant que de plus en plus de docteurs trouvent des opportunités dans le secteur privé, le Medef mène régulièrement depuis plusieurs années des actions visant à promouvoir la formation par la recherche. L'objectif est de renforcer la reconnaissance du doctorat, en collaborant avec les universités et les écoles doctorales, afin de mettre en valeur les compétences acquises par les docteurs et de communiquer sur la valeur ajoutée qu'ils apportent aux entreprises. Dans cette optique, le Medef a co-créé la plateforme internet "Doc pro" pour soutenir cette initiative.

**

*

MISE EN PLACE DE LA JUB

Juridiction unifiée du brevet/JUB. Le MEDEF est intervenu dans plusieurs manifestations nationales et européennes pour promouvoir la JUB, dont le siège s'installe à Paris et sera présidée par une magistrate française.

La JUB, inaugurée au printemps 2023, marque l'entrée en application du brevet à effet unitaire dans 17 pays et dans 24 pays dans les mois suivants. Pour un coût moindre, les entreprises pourront plus facilement faire valoir leurs droits face aux entreprises étrangères.

L'entrée en application du brevet à effet unitaire en juin 2023 va faciliter l'exploitation la diffusion et la valorisation des innovations sur le marché européen

- ✓ Inauguration officielle de la JUB à Paris en juin 2023
- ✓ Le MEDEF se satisfait de l'aboutissement de ce chantier européen, longtemps considéré comme une Arlésienne (*plusieurs décennies de négociation entre les Etats membres de l'UE ont été nécessaires et le Brexit a failli ruiner cet accord*).

Nous avons organisé avec l'union pour juridiction unifiée du brevet - UJUB, association co-fondée par le MEDEF qui réunit tous les acteurs français de la propriété intellectuelle et qui est présidé par l'un des membres du bureau innovation, une manifestation européenne – un procès blanc (mock trial) dans le cadre de l'installation progressive du siège de la division centrale de cette nouvelle juridiction unifiée du brevet à Paris

- ✓ L'objectif est de familiariser les entreprises avec les nouvelles procédures judiciaires de validation des brevets et de sanction des contrefaçons
- ✓ **200 personnes étaient présentes et plus de 1200 professionnels de la propriété intellectuelle et entrepreneurs l'ont suivi en ligne.** La moitié des spectateurs en ligne ont suivi l'évènement depuis l'Asie et l'autre moitié depuis l'Europe et l'Amérique

**
*

MOTHERBASE

Solution proposée par l'entreprise UCHANGE, Motherbase est la première plateforme dédiée à l'identification et à l'analyse des écosystèmes d'innovation, basée à 100% sur l'IA.

Motherbase analyse en continu les interactions entre acteurs de l'innovation sur les réseaux sociaux. Depuis janvier 2018, MotherBase, la base de données dynamique de l'innovation en France et en Europe a identifié et qualifié plus de 60 000 acteurs. Quel que soit le secteur, quelles que soient les technologies utilisées, elle permet d'identifier en temps réel les startups, incubateurs, accélérateurs, acteurs publics, etc. de tout écosystème.

Un test a été fait sur plusieurs mois afin de voir dans quelles mesures cet outils pourrait 1) servir au pôle Transition numérique et Innovation et 2) servir dans un second temps aux MEDEF Territoriaux pour identifier de nouveaux prospects (adhérents potentiels).

Si l'outil est performant, nous n'avons pas pu l'exploiter et trouver la fonctionnalité clé qui nous aurait permis d'aller au-delà d'une phase de test. Celle-ci n'a pas été totalement concluante et le projet a donc été stoppé fin 2022.

**
*

LA REF NUM 2022

Tech éthique ou tech en toc ? Tous engagés pour une innovation responsable !

Innové, oui, mais pas sans conditions. Toutes les entreprises doivent être engagées et savoir s'ouvrir à de nouveaux partenariats. Il faut aussi qu'elles sachent s'entourer de la richesse humaine qui les accompagnera dans les transitions en cours. Lieu : VivaTech

Date : 15 juin

Fréquentation :

- ✓ 2880 personnes en ligne au live sur LinkedIn
- ✓ 2,7 M d'impressions Twitter
- ✓ 200 personnes présentes sur l'espace dans la journée
- ✓ Suivre les connexions

Points forts :

- ✓ Sujet de la Tech responsable a été un très bon angle dans le contexte VT, et plus largement eu égard à l'actualité politique, sociétale et environnementale
- ✓ La présence du MEDEF sur VT a été très positive pour son positionnement d'acteur du numérique
- ✓ La soirée d'inauguration coorganisée avec l'AFNUM et des acteurs plus institutionnels a été un franc succès qui s'installe dans le contexte de VT (442 personnes présentes dont 47% d'étrangers)
- ✓ Stand très apprécié des adhérents, visite de nombreuses personnalités du numérique
- ✓ Satisfaction et grande reconnaissance de la part des partenaires présents (retours unanimes)
- ✓ Nombreuses et très bonnes retombées presse imputables notamment au petit-déjeuner organisé en amont
- ✓ La REF|Num a pu bénéficier de l'actualité VivaTech
- ✓ Les Explorer Tours ont été très appréciés par nos adhérents

**

*

LearnEx (juin 2022)

Les 2 LearnEx (VivaTech et le World AI Cannes Festival) ont rassemblé en 2022, une cinquantaine de nos adhérents (40 sur VivaTech et 12 sur le WAICF) partageant l'ambition de découvrir ou d'approfondir leurs connaissances des technologies disruptives telles que l'IA ou celles présentées par les startups de VivaTech. Ces deux LearnEx s'adressaient exclusivement à nos adhérents, à la fois des territoires et dans fédérations professionnelles. Les contenus (masterclasses, conférences, rencontres d'entreprises ou de dirigeants) ont été sélectionnés par l'équipe numérique en fonction des thèmes qui faisaient l'actualité de notre commission et qui nécessitaient une pédagogie adaptée à nos adhérents concernés par les transformations numériques mais dont les secteurs d'activité ne sont pas au cœur du sujet numérique.

Prestataires :

- ✓ VivaTech : Hub Institut.
- ✓ WAICF : les organisateurs du WAICF (en pro bono), seuls les frais de déplacements, d'hébergement et de restauration nous incombaient.

**
*

Evénement Connected Women d'Angers (novembre 2022) :

Organisée par la French Tech d'Angers, cet événement dont c'était la première édition avait pour objectif de promouvoir les femmes dans les métiers du numérique. Le MEDEF, partenaire institutionnel de l'événement a saisi cette occasion pour mettre en exergue par une prise de parole son engagement dans cette cause des compétences numériques au féminin. Tiphaine Bichot, chef d'entreprise de la Tech en région Nouvelle Aquitaine était notre porte-parole et a participé à une table ronde.

Cette opération bien que dans sa première édition, a rassemblé un millier de personnes dont plus de la moitié de lycéennes et étudiantes.

Prestataire : Angers FrenchTech

**
*

Diag Numérique

Le numérique est une priorité pour le MEDEF et pour l'Etat qui a multiplié les politiques publiques pour que les entreprises se transforment ou accélèrent leur transformation.

La prestation correspond à maintenance du site web <http://www.diag-numerique.fr/de> diagnostic numérique .

Ce test a pour objectif d'aider les entreprises à prendre des décisions cruciales dans une économie où la rapidité est primordiale et où les frontières s'effacent pour ouvrir de nouveaux marchés à tous.

Il présente également les bonnes pratiques via des témoignages vidéo.

Conventions AGFPN

Année 2022

1. A3M

- ▶ Participation au **Groupe de Travail (orientation compétence)** du Conseil national de l'Industrie
- ▶ **Réponse à l'AMI Compétences et Métiers d'Avenir** de France 2030 pour la filière mine & métaux face aux enjeux de décarbonation, d'évolution de process, de développement du recyclage
- ▶ **Organisation d'une journée pédagogique** sur site industriel sur les enjeux de la décarbonation et de l'efficacité énergétique à Chateaubriant le 30.11.2022 chez FFMGC avec la Fédération Forge Fonderie
- ▶ **Montage d'un projet** dédié « chaîne de valeur mine/métallurgie » dans le cadre de la mise en œuvre de l'Académie de la Batterie
- ▶ **Améliorer l'attractivité de la filière** : participation au salon de la Société de l'Industrie Minérale à Marseille les 19, 20 et 21 octobre 2022

2. ANIA

- ▶ **Actions d'animation** : lancement de la commission sociale élargie ; travail sur des outils alternatifs aux contrats courts avec la commission
- ▶ **Actions de communication** : Salon de l'agriculture, édition 2022 : « Les entreprises de l'alimentaire s'engagent pour les jeunes » en partenariat avec le ministère du travail ; Partenariat ANIA - Le Réseau E2C France pour faire connaître les métiers de l'agroalimentaire aux jeunes ; Organisation d'un colloque le 7 avril 2022 pour la promotion des Femmes dans l'alimentaire ; Appel à manifestation d'intérêt « Compétences et métiers d'avenir »
- ▶ **Actions d'information** : Veille sociale/Newsletter ad hoc Affaires sociales ; Mise en place d'un observatoire des rémunérations
- ▶ **Protection Sociale, Santé au travail** : Projet Qualité de vie au travail en lien avec l'ANACT, enquête pôle emploi QVT pour alimenter le guide de bonnes pratiques ;

3. SYNTEC

- ▶ **Organisation d'un colloque « Industrie de la connaissance et compétences : quelles solutions pour préparer le monde de demain ? »**
- ▶ **Objectifs** : Informer les entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activités des opportunités offertes par la formation professionnelle pour accroître leur compétitivité et participer au développement de l'employabilité de leurs salariés ; Mobiliser les entreprises et les inciter à recruter des jeunes en alternance ; Rendre visible auprès du grand public l'engagement des entreprises sur les questions d'emploi et de formation

Note sur l'éligibilité du système Eudonet au financement AGFPN

- ▶ En 2022, le MEDEF a poursuivi l'accompagnement de son réseau territorial sur la solution CRM Eudonet (déployée sur 69 MEDEF territoriaux et régionaux).
- ▶ Cette solution permet la gestion complète de toute l'arborescence mandats / mandataires (durée du mandat, âge limite, prochain renouvellement, dernier renouvellement, nom/prénom, coordonnées, date de naissance, sexe, qualité « titulaire/suppléant », par qui a-t-il été désigné, qui l'a nommé ...) ainsi qu'un suivi des « futurs candidats » pour les prochaines mandatures (intérêt pour quel mandat, nom/prénom ...).
- ▶ En centralisant ces informations, la solution Eudonet facilite, au quotidien, l'organisation, la communication et l'animation des mandats / mandataires dans le cadre du paritarisme.
- ▶ Dans la continuité du déploiement d'Eudonet, le MEDEF s'est équipé de la solution Artique Platform qui permettra, à chaque MEDEF territoriaux et régionaux, de mieux visualiser leurs données enregistrées dans Eudonet et d'enrichir ainsi l'analyse de leurs données avec un dimension spatiale.

Rapport AGFPN

Entrepreneuriat

- **Guide prévention des difficultés**

- Face aux chiffres inquiétants des défaillances d'entreprise, la Commission « Rebond et création d'entreprise » du MEDEF a réalisé en 2022 un Guide méthodologique de la prévention des difficultés des entreprises.
- Ce guide pratique synthétise l'ensemble des outils existants en France, à destination des chefs d'entreprise, des salariés, des actionnaires et l'ensemble des parties prenantes, au service de la préservation de leur activité et de l'emploi.
- Il contient de nombreuses informations sur les procédures de prévention et de rebond, des conseils pour agir le plus tôt possible en détectant les premiers signaux faibles, des témoignages de chefs d'entreprises qui ont connu l'échec, des entretiens avec des acteurs clés.
- Au sommaire :
 - Les premiers signaux de défaillance.
 - Mon entreprise va mal : ce qu'il ne faut pas faire.
 - Les dispositifs de prévention : comment fonctionnent-ils ?
 - Prévenir pour mieux guérir (et rebondir).
 - Les acteurs clés de la prévention : qui est qui et qui fait quoi ?
 - Burnout, épuisement, détresse psychologique du chef d'entreprise. Des solutions existent.
 - Et maintenant, j'agis ! Les contacts qui peuvent vous sauver.
 - Tableau des acteurs de la prévention.
- Ce guide est disponible en version physique et numérique et sera mis à jour chaque année.
- Conçu par des chefs d'entreprise et pour des chefs d'entreprise, cet outil s'inscrit dans la continuité des travaux de la Commission Rebond et création d'entreprise, lancée en février 2021, quelques semaines avant le 3e confinement et dont les missions s'articulent autour de trois volets :
 - La prévention des difficultés des entreprises pour anticiper les défaillances d'entreprises ;
 - Le rebond de l'entrepreneur après un échec ;
 - La création d'entreprise pour préserver le dynamisme de notre écosystème entrepreneurial.
- Lors de sa diffusion, ce guide a reçu un énorme succès et a dû être réimprimé afin d'être diffusé à l'ensemble des adhérents territoriaux du Medef.

- **Salon Go Entrepreneurs**

- L'objectif de notre présence au salon Go Entrepreneurs est double :
 - Relancer la présence du Medef au côté de l'écosystème entrepreneurial français
 - marquer l'intérêt du Medef sur les enjeux de création et reprise d'entreprise.
 - Lier nos travaux sur l'entrepreneuriat et le sport à l'occasion de ce salon.
- Outre la visite du Salon GO Entrepreneur par Geoffroy Roux de Bezieux, le Medef est présent :
 - Via **un stand sur lequel nous avons invité la FFA** (fédération française d'athlétisme) afin qu'elle puisse présenter son offre de diagnostic forme aux créateurs et repreneurs. Notre objectif est également d'insister auprès des créateurs et repreneurs de l'importance des APS (activités physiques et sportives) dans la réussite de leur démarche entrepreneuriale + faire la promotion des travaux Medef :
 - Sport en entreprise : bienfaits de la pratique d'activité physique et sportive (A.P.S.) en milieu professionnel, résultats de l'étude Goodwill (augmentation de la productivité, de la rentabilité, économie de frais de santé, augmentation de l'espérance de vie). Qualité de Vie au Travail, Qualité de Vie du Dirigeant
 - Soutien à l'excellence sportive dans la perspective des JOP de Paris 2024 : jesoutiensunathlete.fr
 - L'offre WorkAthlé de la FFA proposant des offres :
 - de prévention santé pour les salariés
 - d'activités physiques variées et un accompagnement sur mesure pour le bien-être et la santé au travail
 - d'accompagnement et préparation aux courses
 - Via **une table ronde Medef** : "Création d'entreprise : les conseils gagnants des sportifs de haut-niveau"
 - Pitch : « Ils ont été sportifs de haut-niveau durant de nombreuses années. Ils ont ensuite créé avec succès leur entreprise. Découvrez comment leur expérience d'athlète les a aidés et comment le sport peut vous permettre de multiplier vos chances de réussite ».
 - Le mercredi 6 avril de 17h130 à 18h15 en présence de :
 - François PETIT, chef d'entreprise (président du groupe Climb Up), champion du monde d'escalade
 - François PERVIS, chef d'entreprise (producteur de bambou), 7 fois champion du monde de cyclisme sur piste, médaillé olympique ET paralympique
 - Thibault DESCHAMPS, Référent National Forme Santé Entreprise, Fédération Française d'Athlétisme
 - Le débat est animé par Sarah BALLUET, avocate et membre du Bureau du Comité Sport et Paris 2024 du MEDEF.



Sport

- **Baromètre Sport en Entreprise**

- Afin d'objectiver l'impact du sport en entreprise, une étude nationale et internationale sur l'impact économique de l'activité physique et sportive sur l'entreprise, le salarié et la société a été réalisée en 2015 par le MEDEF et le Comité National Olympique et Sportif Français. Cette étude a non seulement prouvé - mais aussi mesuré - qu'une pratique régulière d'une activité physique ou sportive par les collaborateurs d'une entreprise peut avoir un impact positif sur leur sérénité, leur forme physique et leur santé, leur motivation, le taux d'absentéisme de leur entreprise, ainsi que le turn-over des collaborateurs.
- Fort de ces résultats, le Medef a lancé tout un plan d'action visant à diffuser la promotion du sport en entreprise. Toutefois, afin de mesurer l'efficacité des outils mis en œuvre et de participer à l'héritage des Jeux Olympiques et Paralympiques de Paris en 2024, le MEDEF et Paris 2024 ont souhaité la réalisation d'un baromètre annuel de la pratique d'activités physiques et sportives en entreprise, avant et après les prochains Jeux Olympiques. L'objectif poursuivi est double :
 - Tout d'abord construire un outil de mesure qui n'existe pas jusqu'à présent.
 - Ensuite, à partir de ses résultats, aider les chefs d'entreprise à mettre en place des actions en faveur du développement de la pratique d'une activité physique et sportive et contribuer ainsi à faire de la France une nation sportive.
- Ce baromètre repose sur une méthodologie originale en deux étapes :
 - Une étude menée au niveau national auprès d'un échantillon représentatif de salariés et de dirigeants d'entreprises de toutes tailles et de tous secteurs d'activité ;
 - Une déclinaison de l'outil au sein d'entreprises partenaires de Paris 2024 qui l'administrent à un échantillon de leurs salariés. Elles disposent ainsi de leur étude propre sur la base du même questionnaire que l'enquête de référence, et peuvent ainsi se positionner par rapport à la moyenne nationale, à celle de leur secteur, et travailler à la mise en œuvre de leur propre plan d'action.
- Les premiers résultats 2022 ont été présentés à la presse en début d'année. La deuxième édition a été lancée au printemps 2023 pour une présentation des résultats en septembre 2023.

- **Conférence élection présidentielle CNOSF**

- Dans le cadre de son partenariat avec le CNOSF, le Medef a été associé à la préparation et l'organisation de la séquence élection présidentielle de 2022.
- L'objectif de cette séquence était d'associer tous les acteurs de l'écosystème sportif comme économique pour auditionner les candidats, ou leur représentant, aux élections présidentielles.
- Ainsi une seule séquence a été organisée avec toutes les organisations représentatives : CNOSF, Medef, COSMOS, USC, Sporsora. Cette unité des acteurs a permis de faire front uni face aux candidats sur le sujet du sport en France.



- **Journée Sport en entreprise**

- Dans le cadre de la mobilisation nationale Santé vous Sport, le 28 novembre 2022, le Medef a organisé sa cinquième journée du sport en entreprise pour les collaborateurs du Medef uniquement. A cette occasion, deux temps forts ont été organisés :

- **Séquence ateliers :**

- Salle 3/4 : « la salle de sport » (1 vélo d'appart / 2 rameurs offerts par la Fédération française d'aviron / 1 table de ping pong)
- Salle 2 : atelier pilate /yoga/ posture au bureau
- Salle 5 : self-défense
- Salle 6 : diagnostic forme offert par la Fédération française d'athlétisme
- Hall (près des escaliers ascenseurs) : escrime fauteuil (en partenariat avec la fédération française de handi escrime)

- **Séquence institutionnelle :** le Mouvement de Entreprises de France (MEDEF) a signé plusieurs conventions partenariat afin de renforcer le soutien du monde économique envers le monde sportif et de promouvoir de manière concrète le développement de la pratique de l'activité physique et sportive en milieu professionnel. Ces conventions auront pour objectifs :

- D'incarner concrètement et opérationnellement la participation du Medef à la gouvernance du sport français au sein de l'Agence Nationale du Sport (ANS) → cette convention permettra de financer le recrutement d'un collaborateur de l'ANS pour animer la plateforme Solutions Sport développé par le collège économique de l'ANS. L'engagement du Medef est pour 3 ans non renouvelable.
- De poursuivre et d'amplifier son partenariat initié en 2010 avec le Comité National Olympique et Sportif Français (CNOSF) → cette nouvelle convention de coopération dépoussière celle signée en 2010 ; elle prévoit toujours un dialogue permanent pour rapprocher monde éco et mouvement sportif, et ajoute aux précédents champs de coopération (soutenir le développement de la pratique du sport en entreprise et le soutien aux SHN), de nouveaux thèmes : le sport comme enjeu de RSE.
- De structurer sa coopération avec le Comité Paralympique et Sportif Français (CPSF) → ajout du CPSF dans la convention avec le CNOSF sur les mêmes champs de coopération.
- D'encourager le développement de la pratique sportive en milieu professionnel avec des solutions concrètes proposées par :
 - la Fédération Française d'Athlétisme (FFA) → proposer aux entreprises une offre permettant d'inclure et encadrer l'activité physique et sport en milieu professionnel, du bilan de mode de vie à la préparation physique.
 - la Fédération Française de Sport en Entreprise (FFSE) → proposer aux entreprises un catalogue de services sur l'ensemble des territoires et à même d'encourager le



développement de la pratique sportive en milieu professionnel.

- De soutenir l'innovation sociétale et le savoir-faire technologique français avec SPART, entreprise à mission proposant des programmes sport-santé en milieu professionnel sur mesure et connectés.
- La signature de ces conventions s'est tenue en présence de :
 - Amélie Oudéa-Castera (Ministre des Sports et des Jeux Olympiques et Paralympiques),
 - Dominique Carlac'h (Vice-présidente du MEDEF),
 - Sébastien Poirier (vice-Président du CNOSF en charge de la Transformation économique),
 - Elie Patrigeon (DG du CPSF),
 - André Giraud (président de la Fédération Française d'Athlétisme),
 - Bernard Thibault (Co-Président du Comité de la Charte Sociale Paris2024)
 - Jean-Bernard Falco (président fondateur de SPART).
- **Soutien aux athlètes**
 - Dans le cadre de sa contribution aux travaux de l'Agence Nationale du Sport, le Mouvement des Entreprises de France a souhaité concrétiser son engagement en faveur du haut-niveau à travers la création d'une plateforme de mise en relations entre entreprises et athlètes : jesoutiensunathlete.fr
 - Cette plateforme désigne une zone d'échanges où se confrontent la demande des sportifs de haut-niveau et l'offre des entreprises, et cela dans un format et contexte complètement dématérialisé.
 - Contenu : le Mouvement des Entreprises de France propose ainsi aux athlètes de déposer une courte vidéo sur son site jesoutiensunathlete.fr présentant leur besoin :
 - En termes financiers
 - Soutien mécénal
 - Recherche de sponsor
 - En termes de formation
 - Recherche de stage, d'emploi
 - Accompagnement dans le cadre d'un projet de création d'entreprise
 - Les entreprises prêtes à soutenir l'athlète prennent contact avec celui-ci selon les modalités qu'il aura fixées (ex. son référent socio-professionnel)
 - Cette action de soutien s'adresse aux sportifs inscrits sur la liste de haut-niveau du ministère des sports :
 - ELITE : Sportif qui réalise une performance ou obtient un classement significatif, soit à titre individuel, soit en qualité de membre titulaire d'une Equipe de France, lors des Jeux Olympiques, Championnat du Monde,



Championnat d'Europe ou lors de compétitions dont la liste est fixée par la Commission Nationale du Sport de Haut Niveau.

- SENIOR : Sportif sélectionné par le Directeur Technique National dans une équipe de France pour préparer les compétitions internationales officielles figurant au calendrier des fédérations internationales et conduisant à la délivrance d'un titre international ou à l'établissement d'un classement international.
 - RELEVE : Sportif sélectionné dans une équipe de France par la Fédération concernée pour préparer les compétitions de sa catégorie d'âge figurant au calendrier des Fédérations internationales et conduisant à la délivrance d'un titre ou à l'établissement d'un classement.
 - RECONVERSION : Sportif ayant été inscrit sur la liste des sportifs de haut niveau dans la catégorie Elite ou dans les deux autres catégories pendant 4 ans et qui présente un projet d'insertion professionnelle.
- Elle s'adresse également aux entreprises souhaitant soutenir des sportifs de haut-niveau, et plus particulièrement à des TPE et des PME
 - Celles-ci auront la possibilité de rechercher des profils spécifiques par région, par discipline et/ou par projet
 - En 2022, plusieurs actions de promotion de cette plateforme ont été réalisées notamment dans les Medef territoriaux qui sont souhaité organiser des rencontres physiques visant à faire se rencontrer les athlètes et les chefs d'entreprise.
 - A titre d'exemple 100% des athlètes de la soirée spéciale organisée à Rouen ainsi que les athlètes conviés à l'Université des Entrepreneurs normands de Novembre 2022, ont conclu au moins une convention de partenariat avec au moins une entreprise. Sarah Balluet, membre du Bureau du Comité Sport et du Medef Normandie (avocate de profession) leur a fourni une trame de contrat à cet effet.



Pôle Affaires publiques

Bilan actions AGFPN

Année 2022

1. Equipe Pôle Affaires publiques

a. Missions des collaborateurs du Pôle, basés au siège du Medef

Ces collaborateurs concourent à l'action du MEDEF dans le cadre de la participation des organisations professionnelles d'employeurs à la conception, à la mise en oeuvre et au suivi des politiques publiques relevant de la compétence de l'État, plus spécifiquement dans le suivi de celles-ci au Parlement.

Ils y participent notamment à travers l'analyse des projets de loi, le suivi de ceux-ci au Parlement, la relecture d'amendements, la participation aux tables rondes patronales ou autres auditions au Parlement sur les textes de loi ou sur le suivi des politiques gouvernementales pour faire valoir les positions du Medef.

Ensuite ils assurent le reporting de ces informations aux directions techniques en interne et auprès des adhérents de l'organisation patronale. Toutes ces actions ont pour but de nourrir les travaux du Medef dans l'exercice de ses missions d'organisation d'employeurs.

Les changements du paysage politique en France (Présidentielle et législatives) ont d'ailleurs entraîné un accroissement de l'activité législative, engendrant un surcroît d'activité pour le Medef, qui est sollicité par exemple systématiquement sur les propositions et les projets de lois au titre de l'article L1 du Code du travail.

b. Collaboratrice rattachée au Pôle Affaires publiques :

Une salariée du Medef est mise à disposition au Conseil Economique Social et Environnemental, comme Administrateur du Groupe des Entreprises en charge de l'accompagnement des Conseillers Entreprises notamment nommés par le MEDEF, au titre de la concertation entre partenaires sociaux.

Principales missions :

- Identifier les positions du MEDEF pour travailler à leur intégration
- Soutien aux conseillers en vue de la défense des positions patronales au CESE ;
- Lien avec les adhérents du MEDEF pouvant être impactés pour recueillir leurs avis
- Reporting sur les travaux du CESE

c. Contexte Scan

Solution proposée par l'entreprise Contexte, Contexte Scan est une plateforme informatique dédiée à la gestion des amendements déposés au Parlement : tri, recherche et classement.

Contexte Scan recense et permet d'analyser les amendements déposés sur chaque texte en commission et en séance. Ce nouvel outil dynamique permet d'identifier beaucoup plus rapidement

les amendements sur les textes au Parlement, facilitant ainsi leur suivi. Leur procédure d'alerte par mots clés est notamment extrêmement utile.

Après présentation de cet outil au cours de l'année 2022, il a été décidé de faire un test d'utilisation d'un an, actuellement en cours.

d. Rumeur publique

Dans le cadre de la mise en œuvre et du suivi des politiques publiques, le Medef a recours à une agence de conseil pour une mission d'accompagnement en affaires publiques : veille sur les agendas parlementaires, ainsi que sur le suivi des travaux parlementaires (compte rendu d'auditions ministérielles, etc).

2. Evènements

a. Club DAP

Cette instance, animée par le Pôle Affaires publiques, a notamment pour but d'organiser la consultation des adhérents du MEDEF, via les Directeurs Affaires publiques, sur les politiques publiques portées par les projets gouvernementaux.

Pôle Communication – Actions 2022

Big Tour – Organisé par BPI France

Le Big Tour, c'est le festival de **l'entreprise France**, de la fierté du fabriqué en France, de la mise en valeur de la richesse de nos territoires ! Un festival porteur de sens et utile capable de susciter **des vocations**, de proposer des formats et des **emplois**.

En étant partenaire de cet évènement, le Medef contribue à la promotion des politiques publiques

REF Thema

REF PFUE, REF Santé, REF Energies, REF Numérique, ces évènements organisés par le Medef mettent en scène les acteurs économiques et politiques pour débattre des sujets d'intérêt général. Ils donnent la parole à des acteurs publics présentent et expliquent les politiques publiques mises en œuvre. Elles réunissent à chaque édition une audience moyenne de 3000 visiteurs (en ligne)

La REF

Evènement annuel, la REF se tient chaque année à l'Hippodrome de Longchamp. Il rassemble plus de 8000 visiteurs qui assistent à des débats dans lesquels interviennent des responsables politiques, des membres du gouvernement présentant les avancées des politiques publiques. En 2022, 13 membres du gouvernement sont intervenus sur la scène de la REF

Site Internet

Le site internet du Medef présente les actions et relate les prises de paroles des élus sur les politiques engagées par les pouvoirs publics. Il présente des thématiques sur lesquels il intervient : développement durable, économie, droit de l'entreprise, éducation formation, entrepreneuriat, PME, international, Europe, numérique. Il recueille une audience cumulée de plus de 70 000 visiteurs uniques par mois.

Campagne du Medef

Sur la base des différents supports et thématiques d'information retenus pour cette campagne, il y a lieu de distinguer :

Les trois messages donnant lieu à une campagne écrite : Formation, Emploi, Transition écologique des entreprises.

Ces thèmes ressortissent de politiques publiques (Formation, Emploi) et/ou de politiques menées paritairement (Transition écologique inscrite dans l'agenda paritaire autonome et en cours de négociation).

Ajoutées aux trois précédentes, 6 autres thématiques donnent lieu à une campagne digitale : Apprentissage, Télétravail, Cybersécurité des entreprises, Logement, Santé au travail, Abaissement des charges des entreprises.

Les thèmes Apprentissage, Télétravail, Cybersécurité des entreprises, Logement, Santé au travail ressortissent également de politiques publiques et sont en conséquence éligibles au financement AGFPN.

Election présidentielle

Le Medef a organisé entre l'automne 2022 et le printemps 2022, plusieurs opérations visant à éclairer ses adhérents sur les propositions économiques des candidats. Il a notamment organisé 13 forums régionaux pour faire remonter les attentes des chefs d'entreprises, ainsi qu'une audition (le 21 février) des candidats à l'élection présidentielle au cours de laquelle chacun a présenté ses propositions économiques. Cette REF présidentielle a été diffusée en direct sur BFM Business et a recueilli une audience cumulée de plus de 300 000 personnes.

J'aime ma boîte

Événement organisé par le mouvement ETHIC, il vise à mettre en valeur le bien-être au travail, à faire la promotion de l'entreprise. Le Medef est partenaire de cette opération qui fêtait en 2022 ses 20 ans.

CELLULE ANIMATION ET CONFORMITE DES MANDATS BILAN 2022

Gestion des mandats

Janvier - Février 2022 : actualisation de la **classification des mandats avec les Directions du MEDEF** concernées (87 mandats nationaux).

Janvier - Février : **SAV de l'ensemble du réseau territorial** sur les conditions de désignations (règles de conformité, méthodologie, activation des sites...) des mandataires des organismes locaux de la Sécurité Sociale via la plateforme informatique SDAC (Système de désignation des administrateurs et des conseillers).

Février - Juin 2022 : vérification des dossiers puis validation sur le SDAC des **1934 mandataires des organismes locaux de la Sécurité Sociale** (CPAM, CAF, URSSAF, CARSAT, UGECAM, etc.) désignés par les MEDEF territoriaux et régionaux (MT/MR).

Mars - Avril 2022 : **recueil et validation des 216 mandataires de liste** (personnes aptes au sein des MT à déposer les candidatures pour les conseils de prud'hommes (CPH)).

Juillet 2022 : désignation des représentants « administrateurs » au sein des **Conseils de discipline régionaux de la Sécurité sociale**.

Septembre 2022 : **actualisation de la carte des risques** « Mandats nationaux de niveau 1 » avec les directions du MEDEF (Protection sociale / Logement / Relations sociales / Formation / Dir. Financière).

Secrétariat permanent du Comité des mandats national : **14 réunions** en 2022.

Service quotidien rendu aux adhérents : gestion de leurs candidats à des mandats nationaux et appui à la gestion et à la désignation au sein d'instances locales.

Auditions

Préparation de 3 auditions par le Comité des mandats.

Point de situation sur des mandats considérés comme sensibles avec vérification de la bonne prise en compte des orientations du MEDEF issues des travaux des commissions impliquant les adhérents.

Animation du réseau

23 séances d'animation du réseau sous l'angle des mandats.

- 6 animations en distanciel (visioconférences).
- 13 animations en présentiel chez les adhérents.
- 4 formations en présentiel chez l'adhérent à la maîtrise des risques et à l'analyse financière avec des magistrats ou rapporteurs de la Cour des comptes.

Animations réalisées à la carte à la demande des adhérents.

Animation du réseau et des mandataires nationaux – Webinaires mensuels

9 webinaires mensuels dédiés à l'actualité des mandats.

12 octobre 2022 (en présentiel) : réunion avec les mandataires siégeant au sein des instances nationales de la Sécurité sociale, en partenariat avec la DPS.

Diffusion des positions du MEDEF et des éléments de langage associés en fonction de l'actualité (Logement, Protection sociale, Relations sociales, Education-Formation, fonctions juridictionnelles).

Déjeuners Fédérations

7 déjeuners avec les DG et/ou responsables mandats au sein des fédérations (AFB, Syntec, France assureurs, UIMM, FFB, FCD, FEFIS).

Rappeler les enjeux des mandats et leurs modalités de gestion tout en s'assurant que la Cellule mandats répond bien à leurs attentes.

Participations à d'autres événements

Participation à 12 réunions du GT MEDEF sur le paritarisme.

Participation à 8 événements divers.

20 janvier 2022 de 16h00 à 18h00 (en distanciel) : séminaire des Présidents & Administrateurs du MEDEF d'Action Logement (stratégie et ambitions du Groupe).

1^{er} février 2022 de 16h00 à 17h00 (en présentiel chez Action Logement) : présentation de la procédure de gestion des mandats du groupe.

3 février 2022 de 8h00 à 9h00 (en distanciel) : stratégie mandats dans les caisses de Sécurité sociale face à la CPME.

28 février 2022 de 15h00 à 17h00 (en distanciel) : Présidences URSSAF.

1^{er} avril 2022 de 14h30 à 15h00 (en présentiel) : webinaire mandats spécial développement.

22 juin 2022 à 18h30 (en présentiel) : inauguration du siège du MEDEF 93+94.

23 juin 2022 à 18h30 (en présentiel) : conférence animée par le Général Pierre de Villiers au MEDEF Oise.

28 septembre 2022 : participation au Congrès HLM / Action Logement à Lyon.

Décryptage des enjeux et du fonctionnement d'instances où des membres des adhérents peuvent siéger, partage de la stratégie du MEDEF sur certains mandats et participation à des événements de certains adhérents à leur demande.

Formations Femmes du Medef - Bouge ton groupe & coach happy

Le réseau Femmes du Medef a été créé afin de promouvoir la féminisation des instances du MEDEF et de ses adhérents, et de donner de la visibilité aux dirigeantes adhérentes de notre réseau.

L'objectif étant également de féminiser les mandats de représentation patronaux au sein des territoires et au niveau national.

Dans ce cadre, des formations ont été organisées en 2022 et 2023 à destinations des cheffes d'entreprise membres du réseau afin de leur partager des outils et de les inciter à prendre des postes à responsabilité et des mandats de représentation au sein de leurs organisations patronales.

La première formation organisée par Bouge ton groupe a permis à 15 adhérentes du réseau MEDEF Réunion et 15 adhérentes du réseau MEDEF Normandie de bénéficier d'une formation de 6 mois afin de les accompagner dans le développement de leur posture entrepreneuriale et de leurs compétences de dirigeantes.

La deuxième formation organisée par Coach Happy a permis à 16 femmes de différents réseaux des MEDEF territoriaux (Allier, Pyrénées orientales, Bourgogne Franche Comté) de suivre une formation de 3 mois sur le leadership, incluant la gestion du temps, de l'humain et de l'impact, ainsi que du coaching personnalisé.

Convention AGFPN / MEDEF

(article 3 de la convention du 20/06/2022)

Identification des financements octroyés au MEDEF par l'association de gestion du fonds paritaire national

Crédit versés au MEDEF par l'AGFPN en 2022	Total en €
Virt du 18/01/22 - 4ème acompte mission 1 (Branche)	174 775,00
Virt du 18/01/22 - 4ème acompte mission 1	2 387 258,00
Virt du 26/04/22 - solde mission 1	2 980 587,00
Virt du 26/04/22 - solde mission 1	255 434,00
virt du 26/04/22 - solde mission 2	- 1 712,00
Virt du 30/06/22 - 1er acpte 2022	1 545 231,00
Virt du 30/06/22 - 1er acpte 2022	134 704,00
virt du 30/06/22 - 1er acompte	294 480,00
Virt du 22/07/22 - 2nd acpte 2022	2 545 086,00
Virt du 22/07/22 - 2nd acpte 2022	221 865,00
Virt du 21/10/22 - 3ème acpte 2022	2 545 086,00
Virt du 21/10/22 - 3ème acpte 2022	221 865,00
Total encaissé en 2022	13 304 659

Crédits versés au MEDEF par l'AGFPN en 2023 - point à fin mai 2023	Total en €
Virt du 01/02/23 - 4ème acpte 2022	2 454 190,00
Virt du 01/02/23 - 4ème acpte 2022	213 941,00
Virt du 26/04/23 - solde 2022	3 138 621,00
Virt du 26/04/23 - solde 2022	292 606,00
Virt du 26/04/23 - solde 2022	115,00
Total encaissé en 2023	6 099 473

Convention AGFPN / MEDEF

(article 3-4-5-6 de la convention du 20/06/2022)

Etat des dépenses exposées par le MEDEF en 2022 et justification comptable de l'utilisation des fonds octroyés par l'AGFPN

Coûts engagés par le MEDEF	Total en €	Mission 1 (*)	Mission 2 (*)
1/ Charges directement imputables : coûts directs / coûts spécifiques			
1-A - Frais de personnel directement affectés aux missions	5 956 292	97,8%	2,2%
1-B - Opérations et charges directes	4 473 440		
1-C - Coûts engagés via conventions financières réseau	2 621 034		
Total des charges directement imputables	13 050 765	12 768 229	282 536
2/ Charges indirectes : coûts communs			
2-A - Frais de personnel en appui	354 544	97,8%	2,2%
2-B - Frais de fonctionnement communs	713 485		
Total des coûts communs	1 068 029	1 044 907	23 122
Total des coûts engagés en 2022	14 118 794	13 813 136	305 658

(*) Les dépenses exposées par le Medef sont réparties sur les missions 1 et 2 dans la même proportion que les crédits annuels 2022 alloués en 2022 pour lesdites missions.



Cabinet
Christophe PAYEN

**Mouvement des Entreprises de France
MEDEF**
Association loi 1901
55, Avenue BOSQUET – 75330 PARIS CEDEX 07

**Attestation du commissaire aux comptes du MEDEF relative
au rapport annuel visé à l'article L.2135-16 du code du travail
pour l'année civile 2022.**

A l'attention, de Monsieur Christophe BEAUX, Directeur Général du MEDEF.

En notre qualité de commissaire aux comptes du MEDEF et en réponse à votre demande formulée dans le cadre de l'application de l'article 8 du règlement financier de l'AGFPN, nous avons établi la présente attestation sur les informations figurant dans le rapport ci-joint, prévu par l'article L.2135-16 du code du travail.

Ces informations ont été établies sous votre responsabilité.

Il nous appartient d'attester les informations figurant dans ce rapport, dès lors qu'elles sont prévues par le règlement financier de l'AGFPN.

Nous avons mis en œuvre les diligences que nous avons estimées nécessaires au regard de la doctrine professionnelle de la Compagnie nationale des commissaires aux comptes relative à cette mission. Ces diligences, qui ne constituent ni un audit ni un examen limité, ont consisté, par sondages ou au moyen d'autres méthodes de sélection, à :

- vérifier que toutes les informations requises par l'article 8 du règlement financier de l'AGFPN figurent dans le rapport ;
- vérifier la concordance des montants mentionnés au titre des financements octroyés par l'AGFPN avec :
 - o la convention de financement
 - o la comptabilité

CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON

Tél 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88



Cabinet
Christophe PAYEN

- vérifier la concordance du montant des charges affectées à chacune des missions prévues à l'article L.2135-11 du code du travail avec la comptabilité et pour les organisations affiliées ayant reçu des crédits, les attestations de leurs commissaires aux comptes ou de leurs experts-comptables ainsi que les justificatifs transmis, étant précisé qu'il ne nous appartient pas de vérifier l'éligibilité de ces charges au financement par l'AGFPN ou la conformité des dépenses avec la définition des missions ;
- vérifier que les règles appliquées pour l'affectation des charges sont décrites dans le rapport et qu'elles sont conformes avec les décisions de la direction ;
- vérifier, sur la base de tests, la conformité de fonctionnement du processus d'affectation des charges avec la description qui est faite ;
- apprécier la sincérité des informations figurant dans le rapport, à l'exclusion de celles qu'il ne nous appartient pas de vérifier au regard du règlement financier de l'AGFPN.

Sur la base des travaux effectués, nous n'avons pas d'observation à formuler sur les informations figurant dans le rapport joint.

Fait à Rueil-Malmaison, le 27 juin 2023.

Signé électroniquement le 27/06/2023 par
Christophe Payen

Christophe PAYEN
Commissaire aux comptes

CABINET CHRISTOPHE PAYEN : Société d'expertise comptable et de commissariat aux comptes

Inscrite au tableau de l'ordre des experts comptables de Paris Ile de France. Membre de la compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles.

SARL AU CAPITAL DE 210 000 € - RCS NANTERRE B 441 974 151

135, rue Danton – Immeuble D2 – 92500 RUEIL MALMAISON

Tél 01 47 16 00 92 - Fax 01 47 49 68 88